SOCIALISME

OU BARBARIE

Organe de Critique et d'Orientation Révolutionnaire

PARAIT TOUS LES DEUX MOIS

SOMMAIRE

Les Kolkhoz pendant la guerre, par PEREGRINUS.

L'exploitation des paysans sous le capitalisme bureaucratique, par P. CHAULIEU.

DOCUMENTS :

L'Ouvrier Américain (traduit de l'américain), par Paul ROMANO (suite).

La vie de notre Groupe.

NOTES :

La situation internationale — Les répercussions de l'explosion atomique russe — Dévaluation et vassalisation — Les luttes revendicatives.

Le trotskysme au service du titisme, par C. MONTAL.

1re Année - Octobre-Novembre N° 4

TOUS LES LECTEURS DE LA REVUE

sont fraternellement invités par notre Groupe

à la

REUNION PUBLIQUE

organisée le

Vendredi 4 Novembre, à 20 h. 30
au Palais de la Mutualité

(Métro : Maubert-Mutualité)

★

L'ordre du jour de la réunion comporte la discussion des numéros 3 et 4 de la Revue, les critiques exprimées par les lecteurs et leurs suggestions pour les numéros suivants.

La salle de la réunion sera affichée au tableau.

★

La première réunion du cycle de conférences sur l'œuvre de Lénine, et auxquelles tous les lecteurs sont invités aura lieu le

11 NOVEMBRE 1949, à 20 h. 30
au Palais de la Mutualité

LES KOLKHOZ PENDANT LA GUERRE

Cet article, écrit par un camarade de langue allemande de la IVe Internationale, avait été envoyé au Secrétariat International de celle-ci il y a un an. Comme il n'a pas été publié à ce jour dans la presse trotskiste — et étant donné son contenu, il ne semble pas qu'il le sera — et comme il présente un intérêt non négligeable, nous croyons de notre devoir de le faire connaître.

L'intérêt de l'article ne se trouve pas seulement dans sa documentation abondante, mais surtout dans la capacité de son auteur de déceler l'aspect fondamental de l'économie kolkhozienne bureaucratique, c'est-à-dire le caractère capitaliste d'état de ces exploitations, et la prédominance du pouvoir étatique central sur les tendances « individualistes » des paysans. En revanche, l'auteur reste sur quelques points prisonnier de la conception trotskiste traditionnelle. Ceci est vrai en particulier, d'une part, pour ce qui concerne l'analyse des « tendances individualistes des paysans » et la « tendance de la bureaucratie vers l'appropriation privée », d'autre part, pour l'idée vague qu'il se fait de la bureaucratie en tant que formation sociale et pour l'utilisation du concept dépourvu de sens de « propriété collective ». La position de notre groupe sur ces points est exprimée dans l'article de P. Chaulieu publié dans le présent numéro.

L'agriculture de l'Union Soviétique a souffert, comme il est bien connu, très sévèrement des suites de la guerre totale, beaucoup plus sévèrement que celle des pays voisins de l'Europe centrale. Ce n'est pas seulement que sur le territoire soviétique, les opérations militaires proprement dites ont duré beaucoup plus longtemps et que les dévastations faites par l'Armée allemande furent beaucoup plus étendues et systématiques, mais aussi sa structure plus compliquée rendait l'agriculture soviétique moderne plus vulnérable que celle, techniquement arriérée et pour une très grande partie reposant sur la petite exploitation paysanne, des pays voisins. Il suffit seulement de rappeler la mécanisation si forte de l'agriculture soviétique et — ce qui s'en suivait — sa dépendance de l'industrie des tracteurs, etc... La destruction étendue de sa base technique ne pouvait que la toucher très durement et conduire à un recul très important de la productivité du travail agricole; par là même et simultanément, les *tendances centrifuges* dans le village soviétique ont été puissamment

favorisées. Car qu'est-ce que pouvaient faire d'autre les paysans de ces kolkhoz dans le domaine desquels la plus grande partie des tracteurs agricoles, des autos, etc... avaient été détruits ou enlevés et où même, le plus souvent, les chevaux de trait ont été perdus, que pouvaient-ils faire, sinon de retourner vers les vieilles méthodes primitives de travail et consacrer leur force de travail avant tout à leurs petites « parcelles individuelles » (priusadebnuyje, utschastki) et à la culture privée de pommes de terre, de produits de jardinage, etc... ?

Ceci est en tout cas pleinement valable seulement pour ces territoires de l'Union Soviétique — en réalité extrêmement étendus — qui durant la guerre étaient devenus le théâtre immédiat des opérations militaires et qui aussi avaient été temporairement occupés par les Allemands. Le système économique collectiviste dans la Russie non occupée a tenu bon malgré tout; il s'est démontré extrêmement solide et contribua d'une manière décisive à la victoire de l'Union Soviétique. Néanmoins, sous la pression de la guerre, ici aussi des fêlures considérables et des « formes rétrogrades » spécifiques se firent jour. L'industrie mécanique dirigée avant tout vers la production d'engins de guerre ne pouvait naturellement ni remplacer les tracteurs, autos, faucheuses, etc... hors d'usage, ni fournir les pièces de rechange nécessaires (1) ; tout autant l'industrie chimique n'était pas à même d'offrir au village des quantités suffisantes d'engrais, cependant que les moyens de transport, utilisés au delà de toute limite, ne pouvaient pas assurer normalement l'approvisionnement des kolkhoz en essence, etc... A toutes ces causes vint s'ajouter le fait que le village était dans la plupart des cas dépouillé des forces de travail masculines et que précisément les forces de travail qualifié les plus importantes (conducteurs de tracteurs, etc.) étaient mobilisées pour l'armée. Cependant l'Etat devait simultanément, pour pourvoir aux besoins en matériel humain d'une armée gigantesque et d'une industrie étendue, demander au village — malgré la chute importante des rendements — non pas moins, mais beaucoup plus de céréales. Mais plus l'Etat prenait, moins il en restait pour les paysans eux-mêmes et moindre devenait naturellement le salaire en nature pour les journées de travail qu'ils avaient fourni au

(1) Au contraire : comme on apprend par un article publié dans la Revue *Bolchevik* (n° 4 de 1946, p. 29), « pendant la guerre on a dû prendre à l'agriculture, pour les besoins de l'Armée Rouge, une partie importante des tracteurs et des véhicules lourds ». Ainsi « le nombre des tracteurs dans les kolkhoz des territoires non occupés a baissé de 32 %, celui des autos de 80 % ».

kolkhoz. Tous ces facteurs poussèrent les familles de paysans kolkhoziens à se consacrer encore plus que par le passé à la culture de leurs parcelles individuelles pour compenser ainsi la chute de leurs revenus de kolkhoz. A ceci s'ajoute encore que la montée constante des prix de tous les produits agricoles sur le marché noir a fait apparaître cette petite production privée des paysans — les produits de jardinage, l'élevage du petit bétail et de la volaille — comme de plus en plus rémunératrice.

Mais il y avait plus. Les tendances centrifuges au village ont été aussi encouragées par la politique des autorités locales du Parti et de l'Etat, qui se sont adjugé durant la guerre des étendues considérables de la terre appartenant aux kolkhoz pour établir là-dessus des exploitations « de secours » propres, cultivées naturellement par le travail forcé des paysans kolkhoziens, qui devaient servir à l'entretien supplémentaire de la technocratie et de la bureaucratie locales et étaient évidemment par là soustraites à l'impôt en nature normal de l'Etat. Et finalement les autorités kolkhoziennes proprement dites ont aussi contribué par leurs méthodes à ébranler la discipline du travail dans les kolkhoz et à laisser apparaître l'appartenance au kolkhoz de plus en plus comme un joug pesant. Rien d'étonnant si la productivité du travail kolkhozien s'abaissa constamment, cependant que la culture des petites parcelles individuelles des paysans prenait une importance de plus en plus grande.

Il est clair que, aussi longtemps que la guerre durait, le Gouvernement Soviétique ne pouvait pas s'opposer sérieusement à ce processus spontané d'extension du secteur « privé » dans le village kolkhozien. Dans ces circonstances il ne lui restait pas d'autre issue que de serrer encore la vis, par l'élévation du minimum de travail légalement déterminé en 1939, de la prestation de travail des paysans sur le territoire du kolkhoz dans la mesure de possible et ainsi de se garantir le quantum nécessaire de prestations en nature de la part des kolkhoz. Mais depuis la fin de la guerre le problème se pose de la manière suivante : Tout dépend de la rapidité avec laquelle l'Etat Soviétique peut de nouveau équiper son parc de machines agricoles et renouveler son bétail agricole. « Il accomplira cette tâche rapidement », écrivait (d'une manière trop optimiste) l'*Economist* de Londres en 1944, « s'il importe les tracteurs, les autos et le bétail de l'étranger — par contre, il l'accomplira lentement si pendant la reconstruction de la colonne vertébrale du système économique collectiviste il ne veut s'appuyer que sur les forces russes. S'il se décidait pour

la deuxième voie, alors l'agriculture russe rencontrera presque certainement dans les années d'après-guerre des difficultés considérables... », cependant que « la stagnation sera vraisemblablement accompagnée d'un réveil partiel des tendances individualistes dans le village. »

LA LOI SUR LES KOLKHOZ DU 19 SEPTEMBRE 1946

Combien ce pronostic était juste, fut démontré déjà deux ans plus tard, lorsque le Gouvernement soviétique sous la pression de difficultés économiques et politiques considérables (la récolte catastrophique de 1946, la croissance des tensions politiques intérieures et extérieures) s'est vu obligé, par la décision du Conseil des Ministres du 19 septembre 1946, de déclancher à nouveau la lutte contre les tendances économiques privées dans le village soviétique, qui s'étaient renforcées. Voilà en bref le contenu de cette loi hautement significative :

Le Conseil des Ministres de l'Union Soviétique et le Comité Central du Parti Communiste constatent, dans l'exposé des motifs de la loi, l'existence de défauts sérieux « qui sont extrêmement nuisibles à la cause des kolkhoz et apparaissent comme extrêmement dangereux pour l'ensemble de la construction socialiste de notre pays ». Ces crimes consistent : 1° dans le calcul et la dépense incorrecte des « journées de travail » (trudodni) dans les kolkhoz; 2° dans l'usurpation des terres communes des kolkhoz; 3° dans l'appropriation arbitraire du patrimoine des kolkhoz; et 4° dans la non prise en considération des « fondements démocratiques » de l'administration des kolkhoz.

On développe ainsi les points particuliers :

1. On mentionne avant tout le gonflement anormal et disproportionnel du personnel administratif et la dépense trop grande de journées de travail et d'argent pour des buts administratifs. Il s'ensuit que dans plusieurs kolkhoz il manque des travailleurs de campagne, cependant que l'on trouve dans l'administration beaucoup de gens qui n'ont rien à faire qui reçoivent malgré cela un traitement supérieur à celui des ouvriers productifs. Même les travaux spécifiques, faits par des paysans kolkhoziens pour les différentes administrations locales (ainsi par exemple des réparations de bâtiments et de maisons d'habitation, la coupe de bois destiné au chauffage, des travaux de transport, etc.) sont comptés comme journées

de travail et imputés au kolkhoz lui-même. Et finalement même les coiffeurs, tailleurs, cordonniers et autres artisans sont, à proportion de leurs journées de travail, à charge du fonds commun du kolkhoz, tandis qu'ils devraient être payés individuellement par leurs clients pour le travail qu'ils font. Tout ceci conduit « à la dépréciation de la journée de travail, à la diminution des ressources qui doivent être réparties selon le nombre de journées de travail et, conséquemment, à la diminution de l'intérêt que portent les paysans au travail kolkhozien ».

2. Malgré la loi du 27 mai 1939 (2), l'appropriation arbitraire des terres d'exploitation communes du kolkhoz est devenue de nouveau un phénomène répandu à une large échelle. Les parcelles d'exploitation individuelle sont petit à petit « arrondies », avec ou sans le consentement des autorités kolkhoziennes, — mais aussi, d'un autre côté, les terres kolkhoziennes sont laissées aux différentes administrations et organisations pour l'établissement d'exploitations dites « de secours » (3). Les deux phénomènes mènent à la diminution du fonds de terres des kolkhoz, minent l'exploitation commune du sol et par là nuisent aux intérêts de l'économie et de l'Etat.

3. Tout autant nuisibles s'avèrent différents abus de la part des fonctionnaires de l'Etat et du Parti en tant qu'individus, qui se font livrer par les kolkhoz sans payer ou contre un paiement nominal des bêtes, des céréales, de la viande, des fruits, du lait, du miel, etc... et qui, en général, ont l'habitude de puiser « sans aucune honte dans la propriété des kolkhoz comme dans leur propre poche ».

4. Dans plusieurs kolkhoz les paysans sont en fait exclus de toute participation à l'administration du kolkhoz, et particulièrement par le fait que depuis longtemps on ne convoque plus du tout des assemblées générales des membres du kolkhoz et que les dirigeants et fonctionnaires des kolkoz ne sont pas élus par les paysans eux-mêmes, mais sont tout simplement nommés et destitués par les instances de l'Etat et du Parti. Les paysans kolkhoziens n'ont ainsi aucune influence sur la gestion des affaires du kolkhoz et sur la répartition des revenus des collectives, ce qui conduit tout naturellement à

(2) En ce qui concerne cette loi, voir plus loin.

(3) A propos de ces « exploitations de secours », on lit dans un article des *Izvestia* du 7 septembre 1946 : « Les statistiques les plus exactes du territoire (il s'agit du territoire de Tchéliabinsk) rapportent que les autorités soviétiques et les organisations sociales qui mènent ici les « exploitations de secours » pourront récolter cette année plus de 500.000 pouds de céréales. Mais combien ces exploitations en livreront elles à l'Etat ? 2 à 3 % de la récolte brute escomptée. »

des abus de la part des fonctionnaires des kolkhoz, qui se croient indépendants des membres et perdent tout sentiment de responsabilité vis-à-vis de ceux-ci.

Pour surmonter tous ces abus, le Conseil des Ministres et le Comité Central décident une série de mesures, dont les plus importantes sont :

Les dirigeants des organisations du Parti et des administrations étatiques sont obligés, dans l'espace de deux mois suivant la publication de la loi, de réduire aux dimensions appropriées l'appareil administratif démesurément gonflé des kolkhoz, comme aussi les « dépenses administratives » de ceux-ci. Ils doivent de plus, jusqu'au 15 novembre 1946, entreprendre dans tous les kolkhoz, sur la base du registre foncier, une revision de la possession des terres et faire de manière *que toutes les terres soustraites aux kolkhoz reviennent à la possession de ceux-ci.* De même, tous les biens acquis d'une manière injustifiable au détriment du patrimoine des kolkhoz doivent leur être restitués; dans l'avenir des pareilles incursions dans le patrimoine kolkhozien de la part des organes de l'Etat ou du Parti sont strictement interdites. Les fondements démocratiques de l'administration kolkhozienne doivent être rétablis; en général, toutes les déviations de la politique du Parti dans les affaires kolkhoziennes doivent être considérées comme des actes dirigés contre les kolkhoz et l'Etat et les coupables doivent être traduits en justice en tant que criminels. Enfin, il est créé auprès du Gouvernement de l'Union Soviétique un *Conseil* (Soviet) spécial *pour les affaires kolkhoziennes*, auquel appartient le contrôle de l'observation du statut kolkhozien et la décision sur toutes les questions concernant la construction des kolkhoz, Conseil dont les représentants auprès des républiques, territoires et provinces de l'Union Soviétique doivent être indépendants des autorités locales (vis-à-vis desquelles on est visiblement méfiant sous ce rapport).

LE VERITABLE ARRIERE-FONDS

Voilà pour ce qui concerne la loi du 19 septembre 1946. Comme nous voyons, il s'agit ici de mesures extrêmement rigoureuses, pénétrant profondément l'ensemble de la vie des paysans kolkhoziens. Aucun doute que le Gouvernement,

— pour empêcher une régression encore plus grande des prestations en nature à l'Etat — a dû s'opposer avec toute la fermeté nécessaire aux tendances économiques individualistes des paysans et aux tendances spécifiques de la bureaucratie étatique locale, et qu'il est parvenu pour le moment à maîtriser cette situation dangereuse. Mais — et ici encore une fois apparaît la question fatale — *dans quelle mesure* les décisions étatiques s'avéreront-elles complètement réalisables et surtout *économiquement efficaces* ? Les tracteurs, camions, batteuses, etc... ne peuvent pas être produits en un tour de main (4) et aussi longtemps que ces machines agricoles n'existent pas dans une mesure suffisante, les tendances économiques individualistes se reproduiront de nouveau, rien que par cette raison. Cependant il n'y a là qu'un *seul côté* de la question (aussi important que ce côté puisse être). Les racines réelles du mal se trouvent *beaucoup plus profondément.* Très instructive sous ce rapport est la loi déjà mentionnée du 27 mai 1939, dans laquelle le Gouvernement, dans une situation totalement différente (dans une période de montée relative de l'économie kolkhozienne et d'existence d'un parc de machines agricoles intact) a dû s'opposer avec toute la rigueur possible à ces mêmes tendances économiques individualistes, et surtout aux augmentations illicites des parcelles individuelles des paysans et à la « répulsion au travail » manifestée par ceux-ci. Il reconnaissait ainsi lui-même que même la « collectivisation énergique » et la « liquidation des coulaks en tant que classe » de la politique stalinienne ne pouvaient offrir aucune réelle solution du conflit entre le pouvoir étatique et la classe paysanne et que ce conflit s'enflammait maintenant à nouveau sur un plan différent. A cette situation la politique des concessions aux paysans inaugurée plus tard (la période dite « Nep des kolkhoz » des années 1935-1938) n'a rien pu changer d'essentiel. Ceci pour la simple raison que le village russe était encore trop pauvre pour pouvoir subir le coût énorme de l'industrialisation en même temps que les dépenses de la bureaucratie étatique parasitaire (5). C'est pourquoi dès

(4) Il est caractéristique que précisément dans le domaine de la production des machines agricoles le plan de production pour l'année 1946 n'a pu être exécuté que dans la proportion de 78 %. (Voir le rapport publié par le Gosplan de l'Union Soviétique, le 21 janvier 1947, sur les « résultats de réalisation du plan », dans lequel le Ministère pour la construction des machines agricoles est placé au dernier rang.)

(5) « Précisément dans l'économie agraire, dans laquelle la consommation est si immédiatement liée à la production, la collectivisation a ouvert des possibilités grandioses pour le parasitisme de la bureaucratie et par là pour sa liaison avec les sommets des kolkhoz eux-mêmes. » (L. Trotski, *La Révolution trahie*, p. 153.)

cette époque le cours conciliateur a dû être remplacé par la politique de représailles contre les paysans. Notamment il s'est démontré clairement dès lors que la majorité écrasante de la paysannerie — malgré sa défaite catastrophique pendant la « bataille de la collectivisation » des années 1930-1932 — n'était pas du tout disposée à abandonner durablement la part du lion dans le produit de son travail à l'Etat (6) et que, après s'être relativement relevée, elle s'orienta vers l'utilisation de la concession arrachée à Staline et apparemment « inessentielle » des petites parcelles d'exploitation individuelle, pour la réduction la plus grande possible du travail à effectuer pour le kolkhoz, et tourna son intérêt principal vers la culture jardinière des petites parcelles, le bétail et la volaille privée (7). Point n'est nécessaire d'en chercher la raison dans « le penchant inné des paysans vers l'individualisme » ou dans leur « préférence inextinguible pour la propriété privée » : la chose s'éclaire beaucoup plus simplement par le fait amer que le système kolkhozien — malgré les progrès techniques indubitables — non seulement n'a pas pu assurer à la masse des paysans une élévation de leur standard de vie, mais a par contre abaissé celui-ci, et de plusieurs manières. L'exploitation mécanique extensive dans les kolkhoz pouvait en fait augmenter les surfaces cultivées et les rendements — mais n'était pas à même, *sous les exigences toujours croissantes de l'Etat*, de rendre à tel point que puissent être satisfaits aussi bien l'Etat que la paysannerie. Ceci d'autant plus, que le Gouvernement Soviétique, pour augmenter la productivité du travail a impulsé de toutes les manières la naissance dans le cadre du village d'une couche supérieure techno-bureaucratique, par quoi naturellement la partie du produit restant à la disposition de la masse des kolkhoziens est devenue encore plus petite. Il se produisit ainsi ce phénomène, au premier abord incompréhensible, que les paysans kolkhoziens, pour arriver à vivre d'une manière ou d'une autre ont dû consacrer infiniment de peine et de soins précisément à l'exploitation de leurs petites parcelles individuelles et que la plupart d'entre eux y ont cherché leurs moyens principaux

(6) Selon les données statistiques offertes par la presse soviétique elle-même, la participation de la paysannerie kolkhozienne au produit agricole ne peut pas être estimée à plus de 30 à 35 % du produit brut.

(7) D'autant plus que les prix du lait, du beurre, de la viande, des légumes, du tabac, etc., ne se trouvaient pas disproportionnés de manière aussi criante par rapport aux prix des articles de l'industrie citadine que ceux des céréales, de telle manière que l'élevage du bétail et le jardinage devaient paraître aux paysans beaucoup plus rémunérateurs.

d'existence (8). Il s'ensuivit non seulement que l'intérêt des paysans vis-à-vis du travail kolkhozien diminua constamment, mais aussi que la population excédentaire des campagnes — terrifiée par le standard de vie extrêmement bas du prolétariat urbain — ne montrait, malgré la surpopulation énorme du village russe, aucune tendance à passer à l'industrie, mais resta sur la terre, où elle se consacrait soit à la petite agriculture, soit aux métiers artisanaux paysans, ressuscités de nouveau. Evolution dont l'Etat, qui poursuivait précisément avec intensité sa politique d'industrialisation et d'armements et, par conséquent, avait besoin de toujours davantage de céréales, de matières premières agricoles et de nouvelles forces de travail puisées dans le village, ne pouvait nullement être satisfait, et à laquelle il tâcha dès le début de mettre fin. Il s'agissait, d'une part d'augmenter constamment la production kolkhozienne et, d'autre part, de transférer à l'industrie la population villageoise excédentaire. Ces deux objectifs ne pouvaient sous les conditions existantes être atteints que si l'on enlevait aux paysans la possibilité d'extension de leurs exploitations individuelles et si, en même temps, on introduisait aux kolkhoz un minimum de travail obligatoire, par lequel une partie des kolkhoziens serait enchaînée plus solidement au kolkhoz et une autre serait « rendue libre » pour l'industrie. C'était là le sens véritable de la loi du 27 mai 1939. Mais, en entreprenant la lutte contre les exploitations individuelles des paysans kolkhoziens, le Gouvernement Soviétique prouvait que le mot d'ordre qu'il avait si bruyamment proclamé sur l' « harmonie entre les intérêts individuels et sociaux des paysans » réalisée dans le kolkhoz n'était qu'une phrase vide, et qu'en réalité l'intérêt individuel des paysans devait être sacrifié à leur « intérêt social » (lisez : à l'intérêt de l'Etat). Et, puisqu'il obligeait par des mesures coercitives les paysans à travailler sur les terres kolkhoziennes, il démontrait que les kolkhoz n'étaient nullement des unions libres de producteurs terriens, mais plutôt des grandes exploitations capitalistes-étatique servant à leur exploitation. Ainsi le fait de la basse productivité du travail et de la pauvreté économique du pays a rendu caduque la solution *communautaire* du problème agraire russe vers laquelle on s'était orienté au début et a

(8) « Beaucoup de paysans kolkhoziens... tirent de leurs parcelles individuelles des revenus beaucoup plus importants que des kolkhoz », écrivait en 1939 le journal *Soc. Semledelije*. « Dans le kolkhoz Novyj Mir », lisons-nous dans les *Isvestia* du 31 octobre 1940, « le paysan kolkhozien Jasakin a fourni 250 journées de travail et sa femme 180. Mais leur parcelle individuelle leur a rapporté neuf fois ce qu'ils avaient gagné par leur travail au kolkhoz. »

conduit le pouvoir étatique, contre sa volonté, sur la voie dangereuse de la « féodalisation » totalitaire graduelle de l'agriculture.

UN PARALLELISME HISTORIQUE

Précisément la loi du 27 mai 1939 constitue un tournant important sur cette voie, en tant qu'elle fixe à tous les membres des kolkhoz masculins et féminins capables de travailler *un minimum de travail* de 60, 80 ou 100 journées de travail (selon la contrée) par an et qu'elle les enchaîne — sous peine de perte de leurs exploitations individuelles ou même de *déportation* — aux kolkhoz comme travailleurs agricoles forcés (9). En 1942 ce minimum de travail a été élevé, par la loi du 17 juillet, respectivement à 100, 120 et 150 journées de travail par an, et les autorités régionales furent autorisées d'augmenter en cas de besoin ce minimum de 20 %; de plus, on ordonnait le travail obligatoire dans les champs *des jeunes entre* 12 *et* 16 *ans*, dans les limites de 50 journées de travail par an au minimum (10). Enfin, par un décret de l'été 1944 l'ensemble de la population apte pour le travail des villages kolkhoziens qui avait dépassé l'âge de 14 ans, a été obligée à travailler pour tout le temps de la récolte sur les champs kolkhoziens, indépendamment des journées de travail qui avaient été auparavant fournies. Pour la justification des deux dernières lois mentionnons cependant qu'elles ont été promulguées durant la guerre et ne devaient rester en vigueur que pendant cette guerre. Mais en réalité elles ont été maintenues et la loi du 17 juillet 1942 fut ratifiée de nouveau expressément en février 1947. Ainsi, par exemple, une famille paysanne de quatre membres en Ukraine, dont les deux enfants avaient atteint la douzième année, doit dans l'ensemble fournir au moins 340 journées de travail par an sur les champs du

(9) Voir le texte de la loi dans la *Pravda* (réimprimé dans le *Bolchévik*, 1947, n° 17/18). Très caractéristique est l'exposé des motifs de la loi : L'introduction du minimum de travail obligatoire, y dit-on, serait devenue nécessaire, « car dans les kolkhoz il y a non seulement des travailleurs honnêtes, qui fournissent de 200 à 600 journées de travail par an, et qui constituent la majorité écrasante des membres des kolkhoz comme aussi la force principale du mouvement kolkhozien, mais aussi des paysans kolkhoziens parfaitement aptes au travail, qui n'offrent pas plus de 20 à 30 journées de travail par an, mais cependant son considérés comme membres des kolkhoz et les menacent d'étouffement ».

(10) Voir la *Pravda* du 17 avril 1942.

kolkhoz (11) — un chiffre qui aurait plongé tout seigneur féodal du temps du servage dans une joie lumineuse. Car quelle était la situation alors ? En Autriche, par exemple, déjà l'impératrice Marie-Thérèse, en 1775, avait interdit aux seigneurs terriens de demander à un *village* de paysans (et non pas à chaque personne y appartenant) plus de trois journées de corvée par semaine — par conséquent, pour les paysans corvéables autrichiens, un maximum de 156 journées par an (12). Cette même impératrice avait publié des dispositions beaucoup plus détaillées sur les conditions de travail dans le village corvéable. « Une journée entière de labour et de travaux manuels », lit-on dans sa patente du 13 août 1775, « doit consister, lorsque la journée est courte — c'est-à-dire du 1er octobre jusqu'à la fin mars, — en *huit heures*, et, lors des journées plus longues — c'est-à-dire du 1er avril jusqu'à la fin septembre, — de *douze heures* : cependant on doit décompter des huit heures des journées courtes, une heure de repos et de repas, et des douze heures des journées plus longues, le double, avec deux heures de repos et de repas, et aussi bien des journées courtes que des longues, déduire le temps qui est nécessaire au sujet pour qu'il aille de chez lui à l'endroit à lui désigné pour travailler et pour qu'il en revienne chez lui... Mais de ces heures des journées plus longues doit être soustrait le temps pendant lequel, lorsque le besoin le rend nécessaire, aussi bien le travail de labour que le travail manuel doivent être allongés pour une ou au plus pour deux heures » (13). Comme nous voyons, l'Impératrice,

---

(11) En réalité une telle famille de paysans doit fournir *beaucoup plus* de travail ! Ainsi « la prestation de travail incombant à un paysan kolkhozien apte au travail (moyenne pour l'ensemble de l'U.R.S.S.) est montée de 262 journées de travail en 1940 à 346 journées en 1943, augmentation équivalant à 32 % » (F. Laptev, « Puissance et vitalité du système kolkhozien » dans *Le Bolchévik* 1946, n° 4, 4-8-33). De même, dans la République d'Azerbaidjan, le quantum des journées de travail incombant en moyenne à un membre de kolkhoz s'éleva :

Pour un homme : de 232 journées de travail en 1940 à 285 en 1944;
Pour une femme : » 133 » » » 172 »
Pour un jeune : » 60 » » » 100 »

(*Soc. Selskoje Chosiastvo*, juin 1946, p. 57. Je cite d'après Schwarz dans le *Soc. Vestnik*, 1946, p. 215.)

(12) On pourrait nous objecter ici que les journées de corvée de l'époque féodale n'étaient pas rémunérées, tandis que les paysans kolkhoziens ont une rémunération pour leur travail. Mais d'une part, les journées de corvée du serf de l'époque féodale n'étaient nullement « non rémunérées » dans leur ensemble, puisqu'il recevait de la part du seigneur une espèce de « salaire en nature » sous forme de la parcelle qui lui était attribuée et servait à son entretien; d'autre part le paysan kolkhozien n'obtient, comme nous l'avons déjà exposé, que 30 % tout au plus du produit brut de son travail. Du reste la comparaison ne peut nullement conduire à l'assimilation de ces deux systèmes économiques si fondamentalement différents, mais simplement servir à illustrer la tendance existante vers l'exploitation illimitée de la force du travail des paysans kolkhoziens.

(13) Voir *Sammlung aller K.k. Verordnungen und Gesetze vom J.* 1740-1780, Wien 1786-1787, vol. VII, pp. 282-283.

malgré toutes les limitations, ne réduit pas ses seigneurs à la dernière extrémité, puisqu'elle leur octroie durant l'été un temps de travail allant de dix à douze heures. Mais comment ça se passe du point de vue du temps de travail dans le *droit kolkhozien* en vigueur ? « Dans les kolkhoz on doit », lisons-nous dans le décret du 31 juillet 1940, « assurer l'emploi complet de tous les membres du kolkhoz et de leur temps de travail, et mettre une fin à la pratique illicite actuelle qui fait qu les paysans kolkhoziens, au lieu de commencer le travail à 5 ou 6 heures du matin, apparaissent aux travaux de la récolte et des champs vers 8 ou 9 heures, et arrêtent le travail des champs avant le coucher du soleil. Les kolkhoz doivent prendre soin de l'installation de tentes et de cuisines aux champs comme aussi de l'organisation de la culture, pour que les paysans kolkhoziens n'aient pas besoin de rentrer au village pour le repas de midi et pour la nuit et *gaspiller ainsi le précieux temps de travail* » (14). Mais on n'interdit pas aux paysans kolkhoziens de travailler éventuellement plus longtemps encore : ainsi la majorité des kolkhoz du rayon de Novosibirsk a décidé « spontanément », en 1941, que « le travail dans le kolkhoz doit commencer à 6 heures du matin et se terminer à 10 heures du soir » (15). Un temps de travail par conséquent, qui ne signifie sûrement aucun progrès social face au temps de l'absolutisme éclairé ! Et finalement — pour finir notre comparaison — la même Marie-Thérèse avait interdit inconditionnellement tout « travail à la tâche » dans le village corvéable — travail que l'on nommait alors aussi travail mesuré ou travail à la mesure, — avec la seule exception du coupage de bois. « Il n'est pas permis », lit-on dans sa patente déjà mentionnée, « d'imposer au sujet contre sa volonté, un travail déterminé et mesuré comme, par exemple, de labourer tant d'étendue, de moissonner tant de blé, ou de lier, etc... Car le sujet n'a à fournir son service que pour un bon et soigné travail de tant d'heures » (16). Et dans le *village kolkhozien* ? Comme il est connu, il n'y a là, selon le statut « stalinien » des kolkhoz, en général que du travail à la tâche; la journée de travail d'un membre de kolkhoz n'est considérée, par conséquent, comme complète que seulement lorsque la « norme de travail » prescrite est atteinte, et, selon le décret du 21 décembre 1931, « les normes de travail doivent être établies sur la base de l'expérience de travail des *meil-*

(14) Voir *Sobranije postanowlenij... pravitelstva Sojusa S.S.R.*, 16 août 1940, n° 20, p. 683.
(15) *Isvestia* du 4 octobre 1941 (cité d'après S. Schwarz, *Soc. Vestnik*, 1941, n° 3, p. 30).
(16) V. *Handbuch aller unter der Regierung des Kaisers Joseph II für die k.k. Erbländer ergangenen Verordnungen und Gesetze*, vol. VII, p. 288.

leurs kolkhoz et travailleurs kolkhoziens » (17). Oui, les despotes éclairés avaient trop peu compris les effets catastrophiques de l' « égalitarisme », de l' « urawnilowka » dans l'estimation du travail !

LA LOI SUR LES KOLKHOZ ET LA REALITE D'APRES-GUERRE

La loi déjà mentionnée du 27 mai 1939 n'a pas pu agir complètement, dans la mesure où deux années plus tard la guerre explosait et le Gouvernement, pendant les années difficiles du péril national, n'avait ni le temps ni la possibilité de continuer sa campagne contre les tendances individualistes des paysans. Il a dû, pendant la guerre se limiter à créer dans les kolkhoz une telle discipline et un tel empressement au travail que ceux-ci fussent — bien ou mal — en mesure d'approvisionner finalement l'Armée Rouge et la population ouvrière des villes en vivres. Tout le reste passa au second plan. Nous avons déjà mentionné le fait qu'à la suite de la guerre des perturbations sérieuses ne pouvaient que se produire dans le domaine de l'agriculture et qu'en plus la guerre ne pouvait qu'encourager puissamment les tendances centrifuges au village. Ce n'est donc pas un hasard si la récolte de céréales de l'Union Soviétique (dans ses *nouvelles* frontières) en 1945 et 1946, peut être évaluée environ à la moitié de celle de 1940 et que plusieurs régions de l'Union Soviétique, en 1946, étaient menacées de disette. Ceci ne pouvait qu'agir aussi sur le montant des prestations naturelles à l'Etat, si rigoureusement que ces dernières aient dû être recouvrées par le Gouvernement. Mais de cette manière l'entretien des villes et la réalisation du plan de reconstruction du Gouvernement, malgré le maintien du système des cartes de rationnement, ont été mis en question et finalement on n'a pu penser à la réforme de la monnaie soviétique, sérieusement ébranlée, avant l'élévation préalable de la production agricole. La situation elle-même demandait ainsi impérieusement une nouvelle réglementation des rapports de production agricoles, et comme seule voie praticable apparaissait la réadoption du cours que le gouvernement avait ouvert déjà en 1939. Ainsi

(17) Décision du 21 décembre 1931. Voir *La législation du travail de la République soc. féd. soviétique russe*. Collection codifiée..., 1934 (en russe), p. 28.

on arriva à la loi du 19 septembre 1946. Mais la situation actuelle est totalement différente de celle d'avant-guerre. Non seulement le parc des machines agricoles n'existe plus partiellement, et pour le reste est composé de machines vieilles depuis longtemps, non seulement il manque des millions de travailleurs et l'ensemble de l'économie des campagnes a terriblement souffert des dévastations dues à la guerre, mais aujourd'hui il manque aussi les sources d'énergie intellectuelle qui étaient encore en action pendant la décade 1930-1940 : l'enthousiasme au travail et l'esprit de sacrifice de ces couches populaires (le prolétariat russe) qui voyaient alors encore dans les plans quinquennaux *leur* propre affaire. D'un autre côté les inégalités et les oppositions sociales dans l'Union Soviétique ont grandi énormément durant la dernière décade et la couche bureaucratique dominante est devenue beaucoup plus confiante en elle-même. Ainsi la voie que prend la politique agraire du Gouvernement apparaît comme tracée d'avance par les conditions elles-mêmes : elle doit d'une part exercer une pression extrêmement rigide pour l'accomplissement inconditionné des prestations en nature (18) et exiger des paysans l'observation la plus stricte de leurs obligations de travail, mais aussi, d'autre part, par le moyen d'un système de primes et par une rémunération plus élevée des dirigeants et des préparateurs-organisateurs du travail (19), elle vise à renforcer la couche des « satisfaits » dans le kolkhoz, et par là même d'ouvrir un abîme toujours plus grand entre ceux-ci et la masse des paysans kolkhoziens. Ainsi le plenum de février 1947 du Comité Central du Parti Communiste non seulement a ordonné le recouvrement le plus strict des livraisons de céréales et ratifié expressément la loi sur le minimum de travail de 1942, mais il a encore une fois condamné sévèrement l'« égalitarisme » dans la rétribution du travail et l'application insuffisante du travail à la tâche dans les kolkhoz; les normes de rendement appliquées sont blâmées comme « trop basses et surannées » et l'on prescrit une nou-

(18) Voir les documents, extrêmement riches en chiffres, publiés à ce sujet dans la *Pravda* et l'*Isvestia* de l'année 1947. La quantité des céréales qui doit être livrée est d'ailleurs calculée sur la base non pas de la terre réellement cultivée, mais de la terre possédée par le kolkhoz. Cette disposition est un stimulant pour l'extension des surfaces cultivées.

(19) Il y a une multitude d'exemples à ce sujet. Mentionnons simplement ici que selon la décision du 21 avril 1940 on doit compter à l'actif des dirigeants du kolkhoz selon l'étendue des surfaces cultivées, de 45 à 90 journées de travail par mois, c'est-à-dire 540 à 1.080 journées de travail par an. De plus, ces dirigeants ont droit à un salaire mensuel de 25 à 400 roubles. De même, selon les décisions du Plenum de février 1947, on garantit aux « tractoristes », « brigadiers du travail », chefs comptables, etc... des primes extraordinaires comme aussi un minimum de salaire en nature de 3 kilogs de céréales par journée de travail. Tout ceci doit être déduit des revenus du kolkhoz, avant le calcul des parts sur le restant pour les paysans.

velle *revision* de ces normes, qui «garantisse une rémunération plus élevée des travaux les plus importants et la réduction de la rétribution des travaux de deuxième ordre ». « On doit », dit-on plus loin, « appliquer, au lieu de l'estimation injuste selon les rendements *moyens*, une estimation *différenciée*, qui offre la possibilité de discriminer les meilleurs de ceux qui traînent et entraîner ces derniers au niveau des meilleurs » (20). Ce que ceci signifie dans la pratique, les ouvriers et paysans de l'Union Soviétique ne l'ont éprouvé que trop souvent; pour les paysans kolkhoziens ceci en tout cas signifie: toujours davantage de travail forcé, même lorsque la rémunération pour la journée de travail devient toujours moindre et lorsque les sommets des kolkhoz et du Parti « puisent dans la propriété des kolkhoz comme dans leurs propres poches » d'une manière de plus en plus cynique. Que sous ces conditions la tentation pour les paysans les plus pauvres d'empiéter sur la propriété kolkhozienne soit devenue trop forte, il n'y a là rien d'étonnant. En tout cas, le Gouvernement Soviétique s'est vu obligé (tout à fait comme pendant l'année de disette 1932) (21) de nouveau de promulguer une loi draconienne, par laquelle il punit tout acte de vol, même le plus petit, sur le patrimoine du kolkhoz, par un envoi de 5 à 8 ans en camp de concentration (22). (Loi du 4 juin 1947.) Toutes ces mesures s'inscrivent très bien dans le cadre de la nouvelle évolution en Russie, qui poursuit à pas gigantesques la transformation définitive des kolkhoz en exploitations totalitaires étatiques d'économie forcée.

Et les résultats ? Il n'y a aucun doute qu'un Gouvernement disposant d'une pareille puissance économique et politique puisse appliquer ces lois, dans la mesure où elles sont en général applicables. Le Gouvernement soviétique doit pouvoir réussir à endiguer les tendances individualistes au sein de la paysannerie kolkhozienne (23), d'autant plus, qu'il s'agit ici

(20) *Pravda* du 27 février 1947.

(21) En même temps le Gouvernement Soviétique, pour enrayer l'activité des nombreux « coiffeurs du grain » (c'est-à-dire des paysans qui fauchent le blé en cachette avant le temps de la moisson) promulgua une loi analogue, qui par ailleurs a été limité l'année suivante aux cas de « détournements importants, malicieux et organisés ».

(22) Appelés dans la langue soviétique officielle pudiquement « camps de travail et de correction ».

(23) Mais en même temps le Gouvernement Soviétique est obligé de prendre des mesures qui ont le résultat opposé. Ainsi dernièrement les travailleurs des *Sovkhoz* furent aussi pourvus de petites parcelles d'exploitation individuelle, comme les paysans kolkhoziens, et le secteur économique privé fut aussi introduit dans les Sovkhoz. De plus, on souligne de nouveau dans les décisions du Plenum de février 1947 que les brigades de travail et leurs subdivisions doivent se voir accorder « durablement » les mêmes parcelles

de grandes exploitations dirigées centralement, qui peuvent être facilement surveillées et qui, malgré le gaspillage et l'incurie, procurent à l'Etat une grande suprématie économique. (De même la réforme financière récente du 14 décembre 1947, qui expropria avant tout l'épargne paysanne acquise par le marché noir durant la guerre a agi dans le même sens.) Par conséquent, la récolte de céréales beaucoup plus favorable de l'année 1947 ne peut pas être expliquée simplement par les meilleures conditions climatiques, — elle est aussi un résultat des mesures du Gouvernement soviétique. Mais les contradictions nombreuses qui se trouvent impliquées dans le système kolkhozien ne peuvent être abolies ni par des décrets, ni par la pression administrative; et avant tout, la contradiction fondamentale qui s'exprime dans le manque d'intérêt des paysans pour le travail kolkhozien. Ici se montre une des limites infranchissables du régime russe actuel, qui ne peut exister que dans la mesure où il emploie les formes collectives de propriété pour appuyer la domination brutale de la bureaucratie; limite, par conséquent, qui ne peut être surmontée que dans une société *réellement socialiste*.

PEREGRINUS.

(Traduit de l'allemand par P. Chaulieu.)

---

du canton pour la culture et qu'on doit mettre à leur disposition chaque fois le même inventaire d'instruments et de bétail, mesure qui peut se démontrer comme étant un pas vers la rupture du système kolkhozien.) Mais, avant tout, ce sont les nombreuses mesures favorables aux sommets des kolkhoz, mesures déjà mentionnées, qui agissent dans cette direction, en suscitant chez ceux-ci des appétits invincibles d'appropriation privée.

L'EXPLOITATION DE LA PAYSANNERIE SOUS LE CAPITALISME BUREAUCRATIQUE*

SITUATION ACTUELLE DU PROBLÈME AGRAIRE.

Il est à peine nécessaire de rappeler l'énorme importance du problème agraire pour la révolution prolétarienne et le besoin pour le prolétariat de grouper derrière lui la majorité des couches exploitées de la paysannerie sur un programme socialiste. Qu'on nous permette seulement de mentionner les faits qui mettent en lumière cette importance.

Aujourd'hui, deux siècles après la révolution industrielle, la grande majorité de la population de la planète vit toujours de l'exploitation du sol et dans des conditions qui, la plupart du temps, ne sont pas des conditions directement capitalistes. On peut dire, approximativement, que les deux tiers de la population mondiale vivent de l'agriculture et que la moitié le fait dans des conditions qui, tout en ayant comme contenu l'exploitation des paysans par le capital, n'en gardent pas moins la forme de la petite propriété individuelle ou même des types de propriété pré-capitalistes (1). On sait que ce fait fut amplement utilisé dans toutes les « réfutations » bourgeoises du marxisme et spécialement dans les critiques de la théorie de la concentration. Pendant des longues années, les professeurs bourgeois prouvèrent par a + b que la concentration du capital dans le sens analysé par Marx était tout simplement impossible et qu'elle ne se réaliserait jamais. Lorsque cependant cette concentration commença à apparaître, même aux yeux des aveugles, lorsque l'ensemble de l'industrie mondiale commença à être dominé par un nombre infime de groupements capitalistes, ces messieurs prirent la route des champs et se réfugièrent dans l'agriculture qui, elle, « ignorait » la concentration et continuait à travailler dans son cadre patriarcal.

---

* Extrait d'un ouvrage sur l'Economie du capitalisme bureaucratique, dont un premier fragment a déjà été publié dans cette Revue (N° 2, p. 1-66).

(1) C'est le cas de la plus grande partie des populations de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici une analyse de la question de la concentration dans l'agriculture. Mais voici quels sont les aspects fondamentaux de ce problème :

a) Aujourd'hui, l'existence du processus vers la concentration dans le domaine agricole est indéniable. Que ce processus soit plus lent, qu'il se présente sous des modalités différentes de la concentration de l'industrie, c'est un fait qui découle aussi bien des caractères spécifiques de l'agriculture que de l'évolution générale de l'économie et de la prédominance même de la concentration industrielle, comme on le verra par la suite. Mais ces différences constituent plutôt une confirmation de la loi de la concentration et nullement un démenti. En laissant de côté les aspects moléculaires de la concentration agricole, tels qu'ils existent dans tous les pays du monde, sans exception, rappelons simplement que dans les deux puissances économiques principales du monde contemporain, l'Amérique et la Russie, l'évolution de l'agriculture depuis 1918 n'est compréhensible que si on l'examine du point de vue de la concentration.

b) La concentration n'est pas un processus mécanique et automatique. La prédominance de la tendance vers la concentration sur ce qu'on peut appeler la tendance vers la diffusion du capital résulte essentiellement du développement de la technique. C'est l'apparition continuelle de méthodes techniques nouvelles, plus rentables, exigeant un capital important et l'emploi d'une force de travail relativement moindre qui rend sans espoir la lutte de la petite entreprise (industrielle ou agricole) contre la grande. Or, pour plusieurs raisons dont quelques-unes sont conjoncturelles et quelques-unes ne le sont point (2) la mise en application de la technique moderne a été beaucoup plus lente dans le cas de l'agriculture que dans le cas de l'industrie. Ce n'est que depuis trente ans que l'on peut dire que les méthodes modernes de culture commencent à prédominer sur les méthodes traditionnelles. Mais d'autant plus peut-on dire que, maintenant que l'industrialisation de l'agriculture est en marche, plus rien ne pourra l'arrêter (3).

---

(2) Parmi celles-ci une des plus importantes est la séparation du capital et de la propriété foncière.

(3) En France, de 1945 à 1949, la production et l'importation de tracteurs sont de plusieurs fois supérieures à celles d'avant-guerre. Le parc des machines agricoles des pays d'Europe occidentale (pays participant au Plan Marshall) aura augmenté de trois fois et demie entre 1948 et 1952. Sur les nouvelles découvertes révolutionnaires de la technique agricole et leurs applications aux U.S.A., voir l'article de G. H. Fabius « Technological Progress in Agriculture » (*New International*, 1946, pp. 116-117).

D'autre part, le développement du capitalisme dans l'industrie se répercute nécessairement sur le mouvement de la population agricole : après avoir, dans une première période (celle que Marx a appelé l'« accumulation primitive ») exproprié brutalement des masses énormes de paysans pour se créer une main-d'œuvre abondante et bon marché, le capital industriel ne trouve toujours, pendant ses phases d'expansion, d'autre source de main-d'œuvre que la population agricole ; l'exode des paysans vers les villes à l'échelle mondiale continue et la dépopulation des campagnes forme un stimulant puissant pour l'extension des applications de la technique moderne dans l'agriculture (4).

c) Mais l'intégration de l'agriculture dans le processus de la concentration s'est faite depuis un demi-siècle d'une manière beaucoup plus profonde à travers la domination graduelle du marché par les monopoles. Le maintien de la forme juridique de la propriété parcellaire individuelle et même le maintien dans une certaine mesure de l'exploitation parcellaire comme unité productrice technique n'ont qu'une importance relativement secondaire à partir du moment où les monopoles dominent complètement le marché et la production industrielle. Il ne s'agit pas simplement du fait que, techniquement aussi bien qu'économiquement l'agriculture est dominée par l'industrie et que son progrès est déterminé par le progrès de la technique et de la production industrielles. Ce qui est plus important encore c'est que la monopolisation des secteurs-clés de l'économie — et cette monopolisation commence dans les secteurs industriels — transforme du tout au tout la signification économique de la petite entreprise. Non seulement la petite entreprise est dorénavant dominée par les monopoles — qui lui imposent par exemple le prix de vente et d'achat des objets qu'elle produit ou de ses matières premières, instruments de travail, etc. —, non seulement le propriétaire de la petite entreprise est exploité en tant que consommateur, obligé qu'il est de contribuer à la formation du surprofit monopolistique, mais le maintien de la petite entreprise dans certains secteurs de l'économie — et principalement dans l'agriculture — correspond, du point de vue des monopoles, à une nécessité économi-

(4) Le pourcentage de la population agricole sur la population totale aux U.S.A. passe de 73 % en 1820 à 19 % en 1940 (C. Clark. les conditions du progrès économique, dans « Etudes et Conjoncture », 1947, n° 13, p. 49, et J. Fourastié, le grand espoir du XX^e siècle, p. 77). De 1913 à 1939, la population agricole en Russie passe de 65 % à 47 % du total (F. Forest, *An analysis of Russian Economy*, « New International », 1943, p. 57).

que profonde : dans les secteurs où la production n'est pas encore complètement rationnalisée, là où des risques provenant de facteurs extra-économiques continuent a avoir une grande importance — et c'est par excellence le cas de l'agriculture — le monopol préfère aussi longtemps que c'est possible s'intégrer l'agriculture d'une manière qui lui assure le maximum de profits et le minimum de pertes. Le maintien de l'exploitation parcellaire dans l'agriculture signifie concrètement que les monopoles profitent de la production agricole toutes les fois que les choses vont bien, tandis que ce sont les exploitants parcellaires qui supportent presqu'exclusivement les dégâts — qu'il s'agisse de mauvaises récoltes ou de la surproduction.

d) Il y a cependant un facteur qui, formellement s'oppose au processus de la concentration dans l'agriculture — quoiqu'en réalité il n'en est qu'une manifestation — et qu'on aurait tort de méconnaître : c'est l'intervention consciente du capitalisme à travers l'Etat, pour orienter dans un sens donné l'évolution des rapports économiques et sociaux dans la campagne. Dans plusieurs pays qui avaient accompli leur révolution bourgeoise démocratique dans le sens traditionnel du terme, où, par conséquent, le partage de la terre et la constitution d'une classe extrêmement nombreuse de paysans petits propriétaires avaient eu lieu à une époque où cette transformation ne mettait pas en cause des éléments importants de la stabilité sociale, la bourgeoisie a vu, à partir d'un certain moment, à juste titre, dans le maintien de cette classe, une des bases essentielles de sa domination. Rien d'étonnant dès lors si sa politique agraire a été constamment orientée vers le maintien d'une structure économique et sociale « stable » dans le domaine de l'agriculture. C'est d'ailleurs un des points sur lesquels l'opposition relative qui existe entre l'Etat capitaliste, expression universelle et abstraite des intérêts du Capital, et les intérêts quotidiens de couches particulières de capitalistes, s'est parfois exprimée avec le plus de force. Cette politique de l'Etat capitaliste a eu comme principaux objectifs, d'une part, l'« organisation » de la paysannerie dans des unions corporatives, qui sont en définitive une forme de cartellisation dans laquelle le rôle dominant est joué par les éléments les plus riches de la campagne, d'autre part, la « protection » de la production agricole par la protection des prix agricoles, qui n'est que l'application dans un domaine particulier du principe monopolistique de formation des prix.

Il est bien évident que, du point de vue historique, cette politique de l'Etat capitaliste est utopique et qu'en définitive

elle contredit aussi bien les intérêts du capital que les tendances invincibles que met en avant le développement de la concentration dans l'ensemble de l'économie. En tant que telle, elle est historiquement condamnée et ce n'est certainement pas dans le « corporatisme agricole » que le capitalisme d'Etat pourra trouver sa structure complémentaire dans le domaine de l'agriculture. Mais, depuis le début du XX^e^ siècle jusqu'à maintenant, cette politique a été un facteur important de l'évolution sociale qui, à plusieurs reprises, influença l'issue de la lutte de classes en Europe.

C'est à la lumière de l'analyse de l'exploitation de la paysannerie dans le cadre du capitalisme bureaucratique qu'on peut trouver la réponse au problème des formes modernes d'exploitation de la paysannerie par le capital. C'est en effet le capitalisme bureaucratique russe qui fournit à la fois une préfiguration du développement des formes d'exploitation de la paysannerie dans le cadre de la concentration totale et l'indication des limites de ce développement.

L'exploitation de la paysannerie en Russie.

L'élément central de l'exploitation de la paysannerie en Russie sont les prestations obligatoires en nature que les paysans doivent fournir à l'Etat. Aussi bien la quantité que les prix d'achat par l'Etat des produits livrés par les kolkhoz sont essentiellement variables; en règle générale, cependant, l'Etat prélève 40 % du produit brut, et en plus 20 % sont obligatoirement livrés aux Stations de machines et de tracteurs. Ainsi la paysannerie ne dispose que des 40 % au maximum du produit brut — et encore s'agit-il là d'un pourcentage théorique (5). Il ne faut pas oublier non plus que c'est sur ce produit brut que doivent être prélevées de toute façon les semailles, et peut-être aussi la nourriture du bétail.

L'exploitation se réalise ici par le fait que l'Etat — poussant à la limite absolue la pratique des monopoles — fixe unilatéralement d'une manière absolue le prix auquel il achète les produits agricoles. Voici, par exemple, les prix d'un quintal de seigle en 1933 (6) :

---

(5) Selon Peregrinus (v. son article publié plus haut) ce pourcentage de participation de la paysannerie au produit brut s'élève à 30-35 %, d'après la presse soviétique elle-même.

(6) Bagkov dans *Economic Journal*, de Londres, décembre 1941, cité d'après F. Forest, *l. c.* p. 20.

	Roubles
Prix d'achat par l'Etat	6,03
Prix du produit rationné (farine de seigle)	25
Prix commercial (farine de seigle)	45
Prix au marché kolkhozien libre (région de Moscou)	58

Ainsi l'Etat achète ce produit aux kolkhoz à un prix extrêmement inférieur à sa valeur. Nous essaierons de préciser plus loin l'ordre de grandeur du vol effectué ainsi.

C'est là le premier aspect — et l'aspect fondamental — de l'exploitation des paysans par l'Etat bureaucratique et qui apparente en effet cette exploitation à l'exploitation féodale : paysans « attachés à la glèbe », prélèvement par la classe exploiteuse d'au moins la moitié du produit, tout ceci aggravé par l'instabilité constante des conditions et par la possibilité permanente pour l'Etat d'augmenter la durée du travail obligatoire et la quantité du produit qu'il prélève.

Le deuxième aspect est l'exploitation des paysans en tant que consommateurs, lors de l'achat par ces paysans des produits industriels qui leur sont nécessaires pour leur consommation personnelle. C'est là un phénomène connu déjà sous le régime des monopoles mais qui prend ici une ampleur sans précédent, à cause du monopole absolu de l'Etat sur l'ensemble de la production industrielle et l'autorité complète avec laquelle celui-ci peut fixer les prix de vente de « ses » produits. Le prix du seigle en 1933, cité tout à l'heure comme exemple, peut servir ici aussi comme base pour déterminer un ordre de grandeur. L'Etat achetait le quintal de seigle à 6 roubles, et vendait la farine de seigle *rationnée* (c'est-à-dire celle dont le prix est supposé « protéger » ou « avantager » le consommateur) à 25 roubles le quintal. En admettant que la transformation du seigle en farine de seigle lui coûte 4 roubles par quintal (66 % du prix de la matière première; en fait le coût de cette transformation, y compris la perte de poids, doit être beaucoup plus petit), il « gagnait » 15 roubles par quintal (taux de profit : 150 %), c'est-à-dire il reprenait aux ouvriers urbains consommateurs de ce seigle 60 % de leur salaire : dans les 25 roubles que le consommateur payait pour ce quintal de farine de seigle, 10 roubles au maximum représentaient le « coût » réel *pour l'Etat* du produit, et les autres 15 le profit pur et simple de ce dernier.

Ce raisonnement est d'ailleurs purement théorique, car jamais l'ouvrier n'aurait (pendant les différentes périodes de

rationnement) la possibilité de satisfaire complètement par les rations officielles ses besoins; il est obligé de recourir soit aux magasins libres de l'Etat, soit au marché kolkhoziens libre. Dans le premier cas, en payant 45 roubles le quintal de la farine de seigle, il sera exploité par l'Etat pour 80 % de la valeur des achats, l'Etat faisant un gain net de 35 roubles par quintal vendu. Dans le deuxième cas, il paierait 58 roubles le quintal, et ce serait le kolkhozien qui en « profiterait »; mais c'est encore l'Etat qui gagne, quoique indirectement, parce que le prix des produits agricoles sur le marché libre doit couvrir de toute façon une certaine « rentabilité globale » de l'entreprise agricole : la classe paysanne doit arriver avec l'ensemble de ses revenus (aussi bien ceux provenant de la livraison à l'Etat que de la vente au marché libre) à couvrir l'ensemble de ses besoins élémentaires : le prix exorbitant du produit sur le marché libre ne fait que compenser le prix spoliateur imposé par l'Etat pour ses achats; plus ce dernier sera bas, plus les prix sur le marché libre monteront.

Ce raisonnement nous permet de calculer, avec une grossière approximation, l'ordre de grandeur de l'exploitation résultant de la livraison obligatoire du produit à des prix spoliateurs à l'Etat. Soit x le prix de production d'un quintal de seigle; le coût de 100 quintaux sera alors $100\,x$, et ce prix devra équilibrer l'ensemble des revenus que le kolkhoz tirera de ces 100 quintaux. Ces revenus se décomposent, selon les chiffres cités précédemment (7) en : 60 quintaux livrés à l'Etat et aux stations de machines et de tracteurs, au prix de 6 roubles le quintal; 15 à 20 quintaux vendus au marché libre à 5 roubles le quintal; et 20 à 25 quintaux consommés en nature et que nous pouvons comptabiliser sur la base de leur prix de production. On peut alors écrire :

$$100\,x = 60.6 + 20.58 + 20\,x$$

ce qui donne $x = 19$.

Si donc le prix de production du quintal de seigle est de 19 roubles, l'Etat en prélevant 60 % de la production à un prix de 6 roubles, vole aux paysans la différence entre le coût de 60 quintaux et ce qu'il leur paie; cette différence est de (60.19) — (60.6) = 1.140 — 360 = 780. Sur la valeur totale de 100 quintaux qui est de 19.100 = 1.900 roubles, cette spoliation dépasse 40 %.

(7) Les chiffres sont évidemment valables pour une année et une région; nous ne voulons pas ici déterminer avec précision le taux de l'exploitation, mais d'en découvrir l'ordre de grandeur.

Cette spoliation n'est qu'un des éléments de l'exploitation des paysans par la bureaucratie. Le deuxième est celui que nous avons mentionné plus haut, résultant de la vente par l'Etat aux paysans en tant que consommateurs des produits industriels à des prix surélevés. Nous avons vu tout à l'heure que la vente des produits agricoles aux ouvriers des villes représentait, dans le cas de la farine du seigle, une frustration de ceux-ci d'une partie de leur salaire de l'ordre de 60 %. Nous n'avons pas des éléments qui nous permettent de juger de l'ordre de grandeur de la frustration correspondante pour les paysans. Il n'y a cependant aucune raison de croire qu'elle serait moindre.

Le troisième élément de l'exploitation est la différenciation des revenus au sein de la paysannerie, soit entre les différents kolkhoz, soit à l'intérieur d'un même kolkhoz. Quoique l'effet et la fonction sociale de cette différenciation sont les mêmes, ses bases concrètes sont diverses selon les cas.

Le fait de l'existence de kolkhoziens « millionnaires » non seulement n'est pas caché, mais triomphalement et cyniquement proclamé par la bureaucratie. Il nous faut voir quelles sont ses bases économiques.

Tout d'abord, les kolkhoz sont inégaux aussi bien quant à l'étendue par rapport au nombre des producteurs, que quant à la fertilité du sol et à la valeur du produit (8). Il y a des kolkhoz petits, moyens et grands relativement au nombre des membres. Il y a des kolkhoz dont le sol est extrêmement fertile, et d'autres dont le sol est moyen ou pauvre. Il y a des kolkhoz qui s'adonnent à la culture de produits qui sont achetés plus cher par l'Etat que d'autres (ainsi par exemple toutes les cultures industrielles). Il y a des kolkhoz qui sont plus ou moins bien servis par les stations des machines et des tracteurs, qui ont un plus ou moins grand nombre de tracteurs à leur disposition, qui, sur la base du produit des récoltes précédentes, peuvent payer plus ou moins bien les conducteurs de tracteurs et les autres techniciens. Ainsi, le 15 novembre 1939, 5.000 stations de tracteurs devaient 206 millions de roubles à leurs conducteurs (9), qui ont naturellement abandonné les kolkhoz desservis par ces stations. En revanche, il y avait en 1939 0,3 % de tous les kolkhoz qui étaient des kolkhoz million-

(8) V. Bettelheim : Les problèmes théoriques et pratiques de la planification, p. 101.

(9) Selon *la Pravda* du 15 novembre 1939, citée par F. Forest, *l. c.* p. 21.

naires (10), cependant que 6 % de tous les kolkhoz étaient des kolkhoz pauvres, avec un revenu annuel de 1.000 à 5.000 roubles. 75 % des kolkhoz sont d'une étendue moyenne et ont un revenu annuel de 60.000 roubles, soit 172 roubles par membre et par an ! Ce revenu est terriblement inférieur au revenu nominal de l'ouvrier moyen.

Les effets de la fertilité différente sont évidemment énormes du point de vue de la différenciation des revenus. En 1937, 8 % des kolkhoz ont donné moins de 1 kilo et demi de grain par journée de travail à chaque kolkhozien, 50 % des kolkhoz ont donné jusqu'à 3 kilos, 10 % ont donné de 7 à 15 kilos et 0,3 % plus de 15 kilos. Les différences de rémunération excèdent ainsi l'écart du simple au décuple.

D'autre part, au sein d'un même kolkhoz, des différences extrêmes prévalent quant à la rémunération des différentes catégories et qualifications de travail : ainsi, la journée de travail d'un manœuvre agricole est comptée pour la moitié d'une « journée de travail » standard, et celle d'un conducteur de tracteur est comptée pour cinq journées de travail. Est-il permis de combiner ces chiffres avec ceux donnés précédamment sur la différence de la rémunération de la journée de travail normale selon les kolkhoz ? On arriverait à cette conclusion monstrueuse, que le conducteur d'un tracteur dans un kolkhoz riche, qui paie 15 kilos de grain pour la journée de travail, gagnerait 5 x 15 = 75 kilos par journée de travail, tandis qu'un manœuvre d'un kolkhoz pauvre, qui paie 1 kilo et demi pour la journée de travail, gagnerait 1/2 x 1 1/2 = 3/4 du kilo par journée de travail ! Malgré tout ce qu'on sait sur l'inégalité des revenus en régime russe, on hésite dans un cas qui semble devoir être habituel à admettre une différenciation allant de 1 à 100. Cependant les chiffres sont là, têtus, et on ne saurait les interpréter d'une autre manière.

La principale base économique des différenciations entre kolkhoz est évidemment le fait que l'abolition de la propriété privée du sol sur le plan juridique n'a pas supprimé sa manifestation économique, qui est la rente foncière. Il est évident qu'en plus des avantages résultant de la plus grande étendue pour certains kolkhoz, en plus de la différenciation des revenus selon les différentes catégories de travail (qui n'est que la réplique dans la campagne du procédé d'exploitation fondamental du régime bureaucratique dans les usines), on se trouve ici devant un mode de différenciation qui est spécifique à

(10) Selon les sources officielles russes citées par F. Forest, *l. c.* p. 21.

l'agriculture et qui résulte des rentes différentielles dont profitent les entreprises agricoles qui disposent du sol le plus fertile, qui sont mieux placées par rapport aux centres économiques etc. (11). L'Etat bureaucratique aurait pu, dans l'abstrait, égaliser les différences qui en résultent, et faire peser le poids de son exploitation d'une manière uniforme sur toute la paysannerie. Il ne le fait pas en vertu d'une politique sociale consciente et conséquente de stratification des couches paysannes et de création d'une couche privilégiée de paysans, qui ne peuvent être que les alliées de la bureaucratie dans la campagne, puisque la base de leur situation aisée est précisément le système kolkhozien tel qu'il existe.

On conçoit dans ces conditions qu'étant exploitée plus lourdement que sous l'ancien régime, cette paysannerie se désintéresse de plus en plus de la production kolkhozienne. De là la tendance des paysans à se consacrer toujours davantage à l'exploitation de leur petite parcelle individuelle et à fournir le minimum de travail possible au kolkhoz. D'où en retour la nécessité absolue pour l'Etat bureaucratique d'instaurer le travail forcé dans les productions kolkhoziennes, qui sont son unique source d'approvisionnement en produits agricoles. Nous ne reviendrons pas ici sur les modalités concrètes de ce travail forcé (12). Tirons simplement des informations officielles dont nous disposons un indice sur le temps que le paysan russe passe au travail, pour le compte du kolkhoz ou pour le sien propre.

On sait qu'avant la guerre les paysans kolkhoziens passaient 30 à 45 % de leur temps à la culture de leurs parcelles individuelles (13). On sait également que la prestation de travail moyenne des paysans pour les kolkhoz était en 1940 de 262 journées de travail par an (14). Ceci signifie que l'année du kolkhozien comptait entre 374 et 478 journées de travail à cette époque. En 1943, la « prestation moyenne » étant passée à 340 journées de travail par kolkhozien et par an, les paysans ont dû vraisemblablement fournir entre 500 et 600 journées de travail par an. Evidemment ces chiffres n'ont qu'une significa-

(11) « La question de l'existence de la propriété privée sur la terre n'a absolument rien à voir avec la formation de la rente différentielle, laquelle est inévitable dans l'agriculture capitaliste même sur les terres communales, étatiques ou libres. » « Ce n'est pas la propriété privée sur la terre qui crée la rente différentielle... » (Lénine, *Selected Works*, vol. XII, pp. 65-69.)

(12) Voir sur ce point l'article de Peregrinus.

(13) *Economie Planifiée*, de décembre 1938 (en russe), cité selon F. Forest, *l. c.* p. 21.

(14) Selon la citation du *Bolchévik*, donnée par Peregrinus dans sa Note 11.

tion très limitée, puisque nous ignorons à quoi correspond exactement une « journée de travail » (15). En supposant qu'elle représente 8 heures de travail, une année de 500 journées théoriques équivaudrait alors à 4.000 heures, soit 52 semaines de 77 heures de travail !

On voit que le poids de cette exploitation, aussi bien du point de vue du temps de travail que de la spoliation du produit, est énorme; il en résulte que l'intérêt des paysans pour la production ne peut être que nul, ou même négatif. Cependant la production doit continuer, elle doit même augmenter de plus en plus. Ce qui doit surtout augmenter, c'est la production kolkhozienne, base indispensable de l'industrie étatique. Et puisque les paysans kolkhoziens ne veulent pas coopérer à la production, il faut les y obliger. Voilà la base économique propre d'une bureaucratie kolkhozienne monstrueuse : le contrôle et la coercition de plus en plus étendus à exercer sur la masse paysanne, pour l'obliger à cultiver le kolkhoz, c'est-à-dire à produire pour l'Etat.

D'après des estimations assez modestes, 1.000.000 de bureaucrates appartiennent à cette bureaucratie kolkhozienne (présidents de kolkhoz, responsables de toutes sortes, remplaçants, comptables, etc. — sans compter les responsables du parti proprement dits ni ceux des autorités locales qui vivent sur le dos des paysans); on arrive à ce chiffre en comptant 4 bureaucrates par kolkhoz en moyenne (il y a environ 250.000 kolkhoz dans toute la Russie) (16). Voilà ce qu'en dit la presse russe officielle :

« Lorsqu'on vérifie les bilans annuels des kolkhoz, on est frappé par le gonflement visible des frais d'administration et de direction; parmi les « unités » inscrites sur les états du personnel, on trouve des « propagandistes de la culture génèle », des « directeurs des isbas rouges » (maisons de propagande), des « économes ». Ils ont mangé une part considérable des revenus kolkhoziens... En 1940, dans le kolkhoz « Pouvoir aux soviets », le personnel administratif a totalisé 12.287 journées-travail et 37 travailleurs d'élevage 9.872. Dans le kolkhoz « Aube » il n'y a que deux brigades de kolkhoziens, mais le nombre des chefs est aussi grand que dans un trust solide... Dans un kolkhoz de la région de Kouibychev, sur 235 membres 48 occupent des postes administratifs. Il y a près du kolkhoz un gué; on adjoint au passeur un « chargé de gué »; outre

(15) On a vu dans l'article de Peregrinus qu'au moment de la récolte elle peut consister en 16 heures de travail !
(16) L. Trotsky, *La Révolution Trahie*, p. 160.

un forgeron, il y a un « chargé de forge » ; à l'apiculteur du kolkhoz on adjoint un « chargé des ruches » ; au président du kolkhoz on adjoint un remplaçant, trois comptables, trois calculateurs, deux chefs de dépôt, etc... L'entretien de nombreux organes administratifs revient trop cher aux kolkhoz. Parfois, les sommes payées aux « administrateurs » correspondent presque au quart du total annuel des journées-travail. Forcément, cette politique fait baisser les gains des paysans kolkhoziens. Des fonctionnaires inutiles vivent de leur travail... Les kolkhoziens dépensent à l'entretien de ces fainéants des milliers et des milliers de journées-travail ; le travail des kolkhoziens honnêtes se trouve déprécié. » (17)

C'est cependant la décision de l'Etat du 21 avril 1940 qui a décrété que l'on doit compter à l'actif des dirigeants du kolkhoz, selon l'étendue des surfaces cultivées, de 45 à 90 journées de travail par mois, c'est-à-dire de 540 à 1.080 journées de travail par an, en plus d'un salaire mensuel de 25 à 400 roubles ! Ceci nous donne, en moyenne et grossièrement, 800 journées de travail et 2.400 roubles par an pour les bureaucrates kolkhoziens, cependant qu'à cette époque la « prestation moyenne » d'un paysan kolkhozien était de 262 journées de travail par an et environ 200 roubles en espèces venaient s'ajouter à cette somme. La différence entre le revenu moyen d'un paysan kolkhozien et d'un petit bureaucrate agraire est donc de l'ordre de grandeur de 1 à 5, à quoi il faut ajouter :

a) Que la « moyenne » paysanne dont on tient compte ici contient vraisemblablement aussi les revenus bureaucratiques, donc la vraie moyenne est moindre ;

b) Que ce rapport concerne uniquement les revenus tirés du travail kolkhozien en tant que tel, ne tenant pas compte des revenus provenant des parcelles individuelles ; on tendrait cependant à supposer que dans ce domaine aussi les bureaucrates se servent mieux que les autres (en parcelles meilleures et plus grandes, etc.) ;

c) Que de toute façon, les revenus du paysan représentent des revenus de travail, cependant que les revenus des bureaucrates « rémunèrent » le mouchardage et le maniement du knout.

Si l'on laisse le domaine de la répartition pour pénétrer plus profondément, l'on constate facilement que cette bureaucratie

(17) *La Pravda* du 20 mars et 7 avril 1941, citée d'après G. Alexinsky, *La Russie révolutionnaire*, p. 192-193.

exerce, ici comme partout ailleurs une dictature absolue. Voilà ce qu'en dit la presse russe :

« ... Un grand nombre de conseils administratifs des kolkoz, ou même leurs présidents seuls, transgressent le statut kolkhozien, et, sans compter avec l'opinion des membres du kolkhoz, dépensent de l'argent à droite et à gauche. *Les autorités soviétiques et les organisations du parti se sont habituées à ces infractions au statut kolkhozien. Elles ne voient pas que la majorité des paysans est évincée de la gestion des kolkhoz.* » (18)

« ... Actuellement les soviets villageois sont souvent écartés des questions essentielles des affaires kolkhoziennes et ne s'occupent pas des problèmes les plus importants de la vie économique et culturelle du village... Actuellement, il est rare que les villageois soient convoqués aux réunions (des soviets). Les questions de la vie villageoise ne sont qu'exceptionnellement examinées par les paysans. Les soviets des rayons, prenant des centaines et des centaines de décisions, oublient souvent même de les porter à la connaissance des villageois qui devront les exécuter... » (19)

Ces lignes méritent à peine une analyse. On y reconnaît aisément la monstrueuse nudité de la bureaucratie, à peine voilée par les euphémismes pudiques de ses propres chroniqueurs (les « souvent » et les « rarement », là où il faudrait lire *toujours* et *jamais*). Les traits de cette bureaucratie agricole sont point par point identiques à ceux de sa sœur aînée, la bureaucratie des usines et de l'Etat. La même incompétence, la même avidité, la même imbécillité (ces centaines de décisions qu'on ne porte pas à la connaissance de ceux qui doivent les exécuter — ce qui met cette nouvelle « élite de l'humanité » du point de vue de l'efficacité bureaucratique au-dessous du niveau de l'adjudant moyen d'une armée bourgeoise) en définitive, le même besoin d'une exploitation illimitée du travailleur et son corollaire indispensable, l'asservissement complet du travailleur sur tous les plans.

La réaction de la paysannerie.

Dans l'exploitation illimitée, dans la dictature et la terreur imposées aux travailleurs de la campagne, les nouvelles cou-

(18) *La Pravda* du 26 mars 1941, citée d'après Alexinsky, *l. c.* p. 192.
(19) Les *Isvestia*, du 5 juillet 1941.

ches privilégiées du village trouvent évidemment leur compte. Mais l'énorme majorité de la paysannerie ne peut que haïr ce régime monstrueux et lutte contre lui avec tous les moyens dont elle dispose. L'étude de ses réactions face au nouveau mode d'exploitation présente un intérêt extrême pour la théorie et la politique révolutionnaire.

La réaction de l'exploité face à l'exploitation, sous tous les régimes et à toutes les époques, commence par se manifester de la même manière : hostilité vis-à-vis de la production elle-même, indifférence quant au résultat de celle-ci. Ceci d'autant plus que le mode d'exploitation sépare le résultat de la production de la rémunération du travailleur, comme dans l'esclavage antique et en général dans le salariat moderne. Le salaire au rendement, sous toutes ses formes, a été le moyen par lequel la classe exploiteuse a essayé de combattre cette réaction de « ses » prolétaires, réaction qui met en cause l'existence même de la société d'exploitation.

La répartition du produit de l'agriculture kolkhozienne entre l'Etat (qui prend aussi bien la forme impersonnelle de l'Etat-collecteur du produit que la forme incarnée de la bureaucratie kolkhozienne) et le paysan-producteur constitue précisément, dans le cas présent, une sorte de « salaire au rendement », puisque la rémunération du kolkhozien est proportionnelle à la récolte et celle-ci est fonction, théoriquement et tout au moins en partie, de la quantité et de la qualité du travail fourni. Mais rien n'indique peut-être autant le poids de l'exploitation bureaucratique sur la paysannerie que le fait que celle-ci, malgré cette liaison de son revenu avec le résultat de la production kolkhozienne, refuse constamment et obstinément de travailler le champ kolkhozien, refus dont témoigne l'introduction du travail forcé au village, auquel la bureaucratie fut obligée à recourir. Dans son effort d'échapper le plus possible à l'exploitation bureaucratique, la paysannerie trouva — et continuera longtemps à trouver — un exutoire dans les petites parcelles d'exploitation individuelle que la bureaucratie fut obligée de lui laisser après son écrasante victoire dans la bataille de la « collectivisation ».

On sait qu'incapable de vivre avec le misérable revenu que lui procure sa participation à la production kolkhozienne, la paysannerie s'est tournée dès avant la guerre vers la culture de plus en plus intense de ces parcelles individuelles. Ce phénomène a ainsi une racine économique immédiate — qui ne se trouve nullement dans le « bas niveau des forces productives », comme on a voulu le faire croire, mais dans l'exploitation

effrénée menée par la bureaucratie — puisqu'il est le résultat direct de l'insuffisance des revenus provenant de l'exploitation kolkhozienne; mais il a en plus une signification sociale qu'il nous faut analyser, parce que des erreurs considérables ont été commises sur ce point dans le mouvement marxiste.

Le besoin pour les paysans de consacrer une grande partie de leur temps et de leurs moyens à la culture des parcelles individuelles résulte de l'exploitation sans précédent que l'Etat bureaucratique fait peser sur les kolkhoz. Non seulement ce phénomène n'a rien à voir avec les « penchants individualistes » soi-disant éternels de la paysannerie, mais il n'est pas déterminé non plus par le « bas niveau des forces productives » de l'économie agraire russe. Même dans le cadre des forces productives existantes en Russie — qui se sont avérées parfaitement capables d'équiper en machines et d'approvisionner en engrais les exploitations kolkhoziennes, de toute façon jusqu'au point nécessaire pour leur existence rationnelle — les paysans sont parfaitement capables de comprendre et ont sans doute compris les énormes avantages de la grande culture mécanisée face à la traditionnelle exploitation parcellaire. Mais ces avantages n'existent que du point de vue de la productivité *en matière* et sont par conséquent purement et simplement théoriques, du point de vue du paysan producteur. Le plus arriéré, le plus réactionnaire, le plus abruti des paysans, est obligé de comprendre, après une ou deux années d'expérience, que la terre, cultivée mécaniquement, en utilisant des engrais chimiques et des grains sélectionnés, a des rendements considérablement supérieurs avec une dépense de travail incomparablement moindre. Mais à quoi servent les rendements, si la production est accaparée par les exploiteurs ? Supposons qu'en travaillant 100 journées par an la terre du kolkhoz, en utilisant les moyens modernes, 10 paysans récoltent 1.000 quintaux de blé et qu'en consacrant autant de journées à leur parcelle ils n'en récoltent chacun que 30. Mais qu'importent aux paysans ces rendements vraiment abstraits, que leur importe le fait qu'en travaillant au kolkhoz ils ont chacun produit 100 quintaux cependant que le travail sur la parcelle individuelle n'en a rendu que 30, lorsqu'ils savent qu'une fois déduites la collecte de l'Etat, la vente obligatoire aux S.M.T., la « rémunération » légale des bureaucrates locaux, il ne leur reviendra de cette récolte miraculeuse que 20 ou 25 quintaux ? Dans ces conditions, c'est encore le travail de la parcelle individuelle qui s'avère le plus rentable. Le paysan pensera : « Ces méthodes sont trop bonnes pour moi. » En jetant un regard mélancolique vers les

tracteurs, il se dira : « On pourrait vraiment faire du bon travail avec ces machins, s'il nous foutaient la paix... » Et il s'en ira retourner son petit lopin. C'est-à-dire il ne s'en ira pas du tout, parce qu'il n'est pas libre de s'en aller et parce qu'il est obligé de travailler sur le kolkhoz s'il ne veut pas être déporté. Mais il y travaillera en y mettant le minimum.

C'est donc, sur la base des forces productives données, l'exploitation bureaucratique qui pousse les paysans vers la culture individuelle. Mais quelle est la signification sociologique de ce phénomène ?

Qu'il s'agisse là d'une tendance objectivement rétrograde — aussi justifiée puisse-t-elle être du point de vue des intérêts immédiats des paysans exploitées et même de la nécessité de leur simple conservation biologique dans un régime dans lequel toute revendication est par définition impossible — il est à peine besoin de le dire. Mais ce qui nous importe ici, c'est de voir quelle est sa place dans le développement de la conscience sociale et politique de la paysannerie. Pour bien comprendre le problème, une comparaison avec une étape analogue dans la formation de la conscience prolétarienne est nécessaire.

Au début de l'ère capitaliste, en percevant l'énorme aggravation de l'exploitation que signifie pour lui l'introduction du machinisme, le prolétariat ne s'oriente pas immédiatement et directement vers des solutions révolutionnaires, ni même simplement « progressives ». Ses premières réactions sont souvent rétrogrades et objectivement réactionnaires : le bris des machines, la volonté de revenir vers une production artisanale, dans laquelle chacun pourrait s'établir petit producteur indépendant expriment *mutatis mutandis* la même illusion de « retour en arrière », la même recherche d'une solution utopique que le tournant vers les exploitations individuelles chez les paysans kolkhoziens. Ce n'est qu'après un long et double apprentissage, apprentissage concernant d'abord le caractère inéluctable de l'introduction du machinisme capitaliste dans la production, ensuite la possibilité d'utiliser ce machinisme précisément pour abolir l'exploitation, ce n'est que lorsque la classe ouvrière comprend que de toute façon on ne peut pas revenir en arrière, et que d'ailleurs il n'est pas besoin d'y revenir pour limiter ou abolir l'exploitation, ce n'est que lorsque la nécessité du capitalisme et la possibilité de son renversement lui sont apparues en clair que la classe ouvrière commence à se placer sur le terrain révolutionnaire. Toutes proportions gardées, la même chose est valable pour la classe paysanne au fur et à

mesure de l'introduction du machinisme et de la domination du capitalisme bureaucratique dans l'agriculture.

L'étude de la formation de la conscience de classe de la paysannerie au long de ce processus sort des cadres de notre étude. Mais nous devons justifier l'analogie que nous avons établie sur deux points fondamentaux, et ceci nous permettra en même temps d'écarter les conceptions erronées sur cette question qui ont eu cours dans le mouvement révolutionnaire.

Pour que l'évolution de la paysannerie se fasse dans le sens que nous avons indiqué, c'est-à-dire dans un sens révolutionnaire, il faut tout d'abord que le caractère inéluctable de sa situation lui soit irréfutablement démontré; il faut qu'une expérience suffisamment longue et pertinente lui prouve le caractère illusoire de toute tentative de retour en arrière, et ceci n'aura lieu que dans la mesure où un tel retour est réellement impossible, c'est-à-dire où la restauration d'un capitalisme « privé » est exclue. Il faut ensuite qu'une autre solution, la solution révolutionnaire, lui apparaisse comme possible. Ceci implique, d'une part, que le progrès technique et le développement des forces productives continuent, d'autre part, que le caractère parasitaire et inutile de la classe dominante apparaisse en clair.

On sera très bref en ce qui concerne ce deuxième aspect de la question. Les forces productives continuent toujours à se développer, c'est un fait, et non moins dans l'agriculture que dans les autres branches de la production. Aussi longtemps que la lutte entre les différentes classes dominantes continuera, celles-ci seront obligées de poursuivre l'application du progrès technique dans la production — certes d'une manière contradictoire, irrationnelle, avec un gaspillage énorme, mais avec des résultats réels, car il y va de leur existence même. Et au fur et à mesure de ce développement, le caractère parasitaire de la classe dominante peut apparaître de plus en plus clairement aux yeux des producteurs.

Par contre, il nous faut insister beaucoup plus sur l'autre aspect du problème, c'est-à-dire la démonstration pratique aux yeux de la paysannerie de l'impossibilité de tout retour en arrière, de toute restauration du mode traditionnel privé d'exploitation de la terre. On sait que Staline a procédé à trois reprises à une démonstration spectaculaire de cette proposition : lors de la première bataille sanglante de la « collectivisation » (1929), lors de l'instauration du travail forcé dans les kolkhoz (1939), lors de l'expropriation des couches paysannes

aisées de l'épargne qu'elles avaient constituée pendant la guerre par le moyen de la « réforme monétaire » (1947). A chaque fois, la fameuse « lutte entre les tendances privées et l'économie étatique » s'est résolue à l'avantage écrasant de cette dernière.

Il ne pouvait pas en être autrement. Dans sa lutte contre les réactions « individualistes » des paysans, la bureaucratie étatique dispose, sur le plan économique, politique et social, d'armes redoutables qui mettent le petit producteur à sa merci. Plus même, c'est toute la dynamique de l'économie moderne qui garantit à la bureaucratie, personnification du capital centralisé, une victoire inéluctable sur la petite exploitation individuelle.

Ceci paraît évident pour un marxiste. Cependant, dès les premières années de la Révolution russe, Lénine développa sur ce point une position fausse, qui, reprise ensuite par Trotsky et l'opposition de gauche, fut une source constante d'erreurs dans le mouvement d'avant-garde, l'induisant constamment à des fautes cruciales sur la perspective et l'empêchant d'apprécier correctement la nature de l'Etat russe.

Voici une, parmi les centaines de citations de Lénine que l'on peut trouver dans ce sens : « La dictature du prolétariat est la guerre la plus déterminée et la plus impitoyable que la nouvelle classe mène contre un ennemi *plus puissant*, la bourgeoisie, dont la résistance est accrue *dix fois* par son renversement (même si ce renversement n'a lieu que dans un seul pays) et dont la force ne se trouve pas seulement dans la puissance du capital international, dans la puissance et le caractère durable des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*. Car malheureusement, la petite production est toujours extrêmement répandue par le monde, et la petite production *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie continuellement, quotidiennement, toutes les heures, spontanément et à une échelle de masse. » (20)

En ce qui concerne Trotsky, à peine est-il besoin de rappeler qu'il a considéré toute l'histoire du développement social en Russie depuis 1921, pour autant que ce développement était fonction de facteurs indigènes, comme déterminée par la pression continue que les éléments tendant vers une restauration du capitalisme privé (Nepman et Koulaks) exercent sur les « formes socialistes de la propriété étatique », la domination de la bureaucratie n'étant expliquée en définitive que comme

(20) Lénine : *La maladie infantile du Communisme*, ch. 2.

une position d'équilibre entre les deux « forces fondamentales », le prolétariat urbain et les éléments bourgeois de la ville et de la campagne. La base économique de cette conception était pour Trostsky l'idée de Lénine selon laquelle la simple production marchande engendre constamment et infailliblement le capitalisme.

Pourtant, cette idée est fausse : tout au moins elle est fausse sous cette forme générale. La simple production marchande existe sur la terre depuis des millénaires, tandis que le capitalisme n'est apparu que ces derniers siècles. La simple production marchande est absolument incapable de conduire en tant que telle au capitalisme, si d'autres conditions n'existent pas. Ces conditions sont — en plus d'un niveau donné des forces productives — l'existence de la force de travail en tant que marchandise, la possibilité de s'approprier sur le mode privé les moyens de production essentiels, et l'existence d'un capital — c'est-à-dire d'une somme de valeurs suffisamment grande pour produire de la plus-value — en tant que propriété privée. Or, ce sont précisément ces conditions décisives pour le passage de la simple production marchande à la production capitaliste privée — conditions que la simple production marchande en tant que telle non seulement ne crée pas automatiquement, mais que par sa réglementation propre elle tend à empêcher d'apparaître, comme le prouve l'histoire de la production artisanale en Europe occidentale — ce sont ces conditions essentielles qui font défaut en Russie. La force de travail n'existe plus en tant que marchandise — cette marchandise, quant à son emploi productif, étant soumise au monopole d'achat absolu de l'Etat qui seul peut employer le travail « salarié » dans la production (21). La possibilité de s'approprier des moyens de production n'existe pas davantage, ni non plus la chance de réunir la somme de valeurs indispensable pour acheter les machines, les matières premières et la force de travail nécessaires pour la mise en marche d'une entre-

(21) Il a fallu la perspicacité de tous les « dirigeants » de la IVe Internationale, réunis en Congrès Mondial, pour découvrir qu'actuellement en Russie « l'embauche privée de salariés se fait sur une échelle de plus en plus grande, à la ville et à la campagne..., mais sa fonction reste limitée à la satisfaction privée des besoins de consommation des éléments privilégiés et à une production artisanale pour le marché ! ». (Documents et résolutions du IIe Congrès Mondial de la IVe International, Paris, 1948, p. 29.) Tout le monde sait en effet l'importance de la plus-value extraite aux domestiques pour l'accumulation du capital. Quant à la production artisanale qui emploie de la main-d'œuvre salariée (ou ? quand ? combien ?), comment douter des énormes dangers que représente pour le trust étatique de la chaussure le redoutable Efraim-Efraimovitch, vorace cordonnier de Dourakinovo, avec ses deux apprentis ?

prise capitaliste. Par conséquent tout surcroît de valeurs qu'un individu peut, d'une manière ou d'une autre, arriver à réunir, ne peut être que thésaurisé, mais non accumulé productivement par l'individu lui-même, sinon dans des limites extrêmement étroites et que l'Etat surveille de très près.

Mais l'idée que nous critiquons ici contient une erreur encore plus profonde. Non seulement les conditions fondamentales pour le passage de la simple production marchande à la production capitaliste privée manquent en Russie, mais le dynamisme, l'automatisme propre de l'économie condamne chaque jour davantage cette petite production au profit du capital centralisé. On peut discuter à perte de vue sur les rapports de la simple production marchande avec la naissance du capitalisme. Aujourd'hui nous ne nous trouvons pas au XVII^e^ ou au XVIII^e^ siècle, mais en plein milieu du XX^e^. Le capitalisme que nous avons devant nous n'est pas le capitalisme naissant; c'est un capitalisme qui commence à dépasser le stade de la concentration monopolistique pour arriver à la concentration intégrale de la production à l'échelle mondiale. Laissons de côté le cas russe pour le moment et envisageons le cas d'un simple monopole dans un pays capitaliste ordinaire. Supposons que quelqu'un vient nous raconter que Ford et la General Motors sont sérieusement menacés par les garagistes qui se mettent à faire des réparations aux voitures, et que l'Etat américain n'exprime pas en réalité le pouvoir des Ford et des Morgan, mais un « équilibre » entre ceux-ci et les milliers de garagistes, cordonniers, etc. Comment accueillerait-on ce farceur ?

Maintenant il est clair qu'en Russie nous avons non seulement « des » monopoles, mais un unique monopole gigantesque disposant de tout, capital, matières premières, force de travail, commerce extérieur, se trouvent au-dessus de toute légalité, identifié avec l'Etat, expropriant, tuant, déportant n'importe qui n'importe quand, guidé uniquement par les intérêts d'une couche dominante dont l'existence même est indissolublement liée à ce monopole universel. Quel est, du point de vue purement économique, le rapport des forces entre ce monopole universel et n'importe quelle agglomération de petits producteurs individuels ? N'est-il pas clair comme le jour que ces derniers sont historiquement perdus, condamnés, sans aucun espoir ?

Lénine et Trotsky ont bien compris que la révolution russe, isolée, courait des dangers mortels, qui pouvaient aboutir à

la restauration d'un régime d'exploitation; mais ils se sont trompés, lorsqu'ils ont voulu voir la source concrète de ce danger dans l'existence de millions de petits producteurs indépendants, c'est-à-dire dans un phénomène qui a perdu son importance même dans les pays capitalistes, ces petits producteurs « indépendants » étant en fait annexés et exploités, directement ou indirectement, par le capital centralisé. Ils n'ont pas prévu — et Trotsky s'est refusé jusqu'à la fin de *voir* — que le danger réel provenait de la bureaucratie et non pas des koulaks, qui ont été utilisés en fait par celle-ci comme armée de réserve dans la première phase de sa lutte, dirigée contre le prolétariat. Après sa victoire dans cette lutte — la seule importante historiquement — la bureaucratie s'est retournée contre les petits producteurs « indépendants » et a prouvé avec quelque brutalité que cette « indépendance » appartenait au XIX^e^ siècle et n'avait qu'à être enterrée au même titre que les diligences et les charrues en bois.

Il nous reste à dire quelques mots sur la signification du marché kolkhozien de ce point de vue. Ce marché est entièrement subordonné à l'économie étatique, d'abord par le monopole que l'Etat exerce sur les conditions de la production agricole (machines agricoles, engrais — produits de consommation — temps de travail, prix de collecte des produits agricoles et quantité collectée — en définitive terre elle-même). La plupart de ces facteurs qui sont à la disposition absolue de l'Etat, jouent d'une manière permanente et permettent à la bureaucratie d'exercer un contrôle constant sur l'évolution de l'économie rurale : ainsi par exemple le prix de collecte des produits agricoles, la quantité des produits à collecter, le prix des produits de consommation. D'autres facteurs jouent à plus long terme et l'Etat les utilise plus rarement : ainsi l'augmentation du temps de travail obligatoire sur les kolkhoz, par laquelle on limite la production à la disposition des paysans et on augmente celle qui est à la disposition de l'Etat. Enfin, si une situation critique le rend nécessaire, l'Etat peut se souvenir de sa « propriété » sur la terre et envoyer encore une fois quelques millions de paysans en Sibérie. Parmi tous ces facteurs, celui qui a la plus grande importance courante c'est la détention par l'Etat de stocks de produits agricoles extrêmement volumineux (au moins 40 % de la production), par lesquels il peut exercer une pression décisive sur le marché.

L'action de ce marché ne peut donc pas dépasser certaines limites assez rigides, qui l'empêchent de pouvoir mettre en

question quoique ce soit d'essentiel pour l'économie bureaucratique. Quant à sa signification sociale, il ne faut pas oublier qu'elle consiste en l'échange entre les couches les plus favorisée des kolkhoz et les couches bureaucratiques des villes; ces couches sont seules, à peu de choses près, à disposer soit d'un surplus de produits, soit d'un surplus d'argent leur permettant de participer à ce marché.

La signification historique du système kolkhozien.

On a vu que la contradiction fondamentale de tout système moderne d'exploitation s'exprime avec une force particulière dans le cadre de l'économie kolkhozienne : la tendance de la bureaucratie exploiteuse d'augmenter au maximum à la fois la production et l'exploitation dresse les producteurs contre la production.

Dans le cas de l'agriculture russe, cette réaction se manifeste simultanément par l'attitude négative des paysans face à la production kolkhozienne et par leur repli vers les petites exploitations individuelles. Le résultat tend à être une baisse de la productivité du travail agricole (ou en tout cas au stade actuel, une augmentation de cette productivité non proportionnelle au capital employé, aux nouvelles méthodes de culture, etc., etc.) et par conséquent une limitation du surproduit à la disposition directe ou indirecte de la bureaucratie. A cette limitation la bureaucratie ne peut répondre que par des mesures bureaucratiques, au sens le plus profond de ce terme : par des mesures policières, par l'instauration ou l'augmentation du travail forcé, par l'augmentation du taux du surproduit, par l'installation dans les kolkhoz d'une couche bureaucratique dont la fonction est de « diriger » et d'essayer d'extraire le maximum d'efforts des producteurs. Mais toutes ces mesures tendent à avoir des résultats contraires à ce qui était voulu : l'augmentation de l'exploitation par l'augmentation du taux du surproduit, et par l'entretien d'une nouvelle couche improductive de bureaucrates, l'alourdissement de l'oppression policière ne font que renforcer les producteurs dans leur conviction que cette production leur est étrangère, et par conséquent diminuer l'empressement productif de ceux-ci. D'autre part, la consommation improductive de la bureaucratie kolkhozienne et le gaspillage organique qu'elle suscite dans la sphère même de la production sont une cause supplémentaire mais non point négligeable de limitation du surproduit à la disposition de la

bureaucratie centrale. A cette nouvelle limitation, la bureaucratie répond par plus d'oppression, plus d'exploitation, et ainsi de suite. Il se développe ainsi une spirale de l'absurde, profondément caractéristique d'un régime d'exploitation intégrale et qui ne peut trouver son aboutissement qu'à la stagnation de l'économie (22). Il serait faux de supposer que la bureaucratie n'a pas conscience de ce processus. Les mesures qu'elle prend constamment contre elle-même (23) n'ont nullement pour but la seule démagogie, quoique celle-ci y est pour beaucoup. Mais la bureaucratie centrale non seulement se rend compte de l'inefficacité profonde de ses mesures destinées à développer la production, mais tend toujours à limiter au minimum la latitude et les gains laissés aux couches bureaucratiques inférieures et périphériques — et telles sont par excellence les couches bureaucratiques kolkhoziennes. Ici aussi comme dans tous les régimes d'exploitation, la même opposition se présente entre l'Etat, expression générale et abstraite des intérêts de la classe dominante, et les intérêts immédiats et quotidiens des membres particuliers de cette classe. Mais cette lutte de la bureaucratie contre ses propres traits les plus profonds ne peut avoir aucun résultat essentiel. L'exploitation effrénée que la bureaucratie kolkhozienne exerce sur les paysans pour son propre compte est basée sur les pouvoirs discrétionnaires qui lui ont été donnés sur ces derniers pour les obliger à produire. Exploitation « au-delà de la mesure permise » et pouvoirs discrétionnaires vont de pair. Comment limiter la première sans abolir les seconds ? Et comment abolir ceux-ci si la coercition est le seul facteur pouvant obliger les paysans à travailler dans le kolkhoz ? La contradiction est sans issue, la seule apparence de solution qui puisse exister est le supercontrôle bureaucratique de la bureaucratie sur la bureaucratie. Voici la racine économique principale de la toute puissance du Guépéou.

Comment peut-on caractériser le rôle historique de la bureaucratie dans le domaine de l'agriculture ? Cette question revêt une importance d'autant plus considérable, que la bureaucratie a jusqu'ici pris le pouvoir dans des pays où, à l'unique exception de la Tchécoslovaquie, l'agriculture formait à la fois l'occupation de la majorité de la population et la source essen-

(22) Si ce régime était réalisé à l'échelle universelle.
(23) Les textes cités plus haut de la presse russe officielle et les lois analysées dans l'article de Peregrinus en offrent des exemples frappants.

tielle du revenu national (Russie, pays satellites européens, Chine).

On peut dire que ce rôle apparaît comme étant la *réalisation de la concentration dans le domaine agricole* jusqu'aux limites compatibles avec le régime d'exploitation intégrale des producteurs, et — ce qui va de pair avec ce premier élément — un bond énorme imposé au développement des forces productives dans ce secteur. En ce sens très général on peut dire que la bureaucratie ne fait que continuer l'accomplissement de la tâche de la bourgeoisie capitaliste, qui a été de développer et de concentrer les forces productives et ceci précisément dans les pays où cette bourgeoisie s'était montrée carente. Mais cette tâche elle l'accomplit dans une période déterminée, qui est la décadence du capitalisme à l'échelle mondiale, dans une période pendant laquelle le développement des forces productives tend à se ralentir de plus en plus, cependant que la concentration triomphante s'exprime très souvent sous des formes indirectes et détournées. Cette influence de la décadence générale du capitalisme se manifeste avec une force particulière dans l'agriculture (24); et ce n'est point par hasard si c'est dans le domaine de l'agriculture que le bouleversement apporté par la bureaucratie a été et sera encore le plus considérable. Jamais la bourgeoisie n'a réalisé à un rythme aussi rapide l'expropriation totale de la grande majorité des producteurs directs, l'introduction massive des procédés industriels de culture de la terre, la concentration des exploitations agricoles et la centralisation universelle de leur contrôle et de leur gestion, l'exode en masse des paysans vers l'industrie urbaine; et jamais aussi le développement des forces productives n'a été payé d'autant de sueur, de larmes et de sang, jamais le poids de l'exploitation et de l'oppression ne s'est abattu aussi terrible sur les travailleurs.

Ce bouleversement, la bureaucratie l'accomplit à travers la forme kolkhozienne qu'elle impose à la production agraire. Il nous faut donc voir quel est le lien nécessaire entre la bureaucratie et le système kolkhozien. Ceci nous permettra de concrétiser l'idée énoncée plus haut, selon laquelle le rôle de la bureaucratie dans le domaine agricole est la réalisation de la concentration jusqu'aux limites compatibles avec l'exploitation intégrale des travailleurs.

Dans le domaine industriel, il est impossible d'assigner au

(24) C'est dans le domaine agricole que pendant le dernier siècle le progrès de la production mondiale a été le moins rapide.

développement de la concentration une limite autre que la concentration totale du capital social entre les mains d'un seul groupe dominateur. Ceci implique que la gestion de l'ensemble de la production industrielle à ce stade s'identifie du point de vue économique à la gestion d'une entreprise unique dont les différents secteurs de la production sont comme les ateliers épars dans l'espace. Ce processus vers la concentration totale implique un énorme développement de la rationalisation par rapport aux buts de la classe dominante. L'obstacle essentiel auquel se heurte cette rationalisation est l'obstacle intérieur, venant du fait que la production s'appuie sur l'exploitation et qu'une organisation rationnelle de la production est impossible par et pour une classe exploiteuse qui s'aliène les producteurs, qui est en définitive elle-même aliénée et étrangère à la production.

Ce raisonnement quant à la possibilité d'une concentration totale de la production dans un système d'exploitation s'applique-t-il également dans le domaine agricole ? Nous ne le pensons pas. Comme nous l'avons déjà souligné, une caractéristique fondamentale du système kolkhozien est l'essai de maintenir à un certain degré l'intérêt des producteurs pour la production « collective » en liant leur rémunération au résultat de la production, c'est-à-dire à la récolte. Nous avons rappelé qu'un phénomène analogue s'observe dans l'industrie (salaire au rendement) ; mais sa portée dans ce dernier cas est incomparablement plus limitée. La possibilité de contrôle aussi bien de la qualité que la quantité du travail offert, sont infiniment plus grandes; par là, c'est la fixation de normes et la surveillance de leur réalisation qui jouent dans l'industrie le rôle fondamental. En revanche, dans l'agriculture ce genre de contrôle est quasi impossible. Le fait que les opérations productives ont lieu dans un espace étendu, qu'on a un petit nombre de producteurs dispersés sur une grande étendue, au lieu d'en avoir un grand nombre entre les quatre murs d'un atelier; que ni la quantité, ni la qualité de l'effort et de son résultat n'apparaissent immédiatement, comme dans l'industrie, mais à plusieurs mois de distance; qu'enfin la production n'a pas lieu dans des conditions artificielles, stabilisées et constamment identiques, mais dans des conditions indépendantes de la volonté humaine, mobiles et changeantes, face auxquelles un effort perpétuel d'adaptation est nécessaire de la part du producteur; tous ces facteurs font qu'il est pratiquement impossible d'exercer un contrôle total sur le travail agricole, à moins

de doubler chaque travailleur d'un surveillant. Par conséquent, dans un régime qui pousse l'exploitation à sa limite, et qui ne peut compter sur aucune sorte de coopération volontaire de la part des travailleurs, il est presque impossible de transformer intégralement les paysans en purs et simples salariés; il est indispensable de créer entre ceux-ci et le résultat de la production un lien particulier, qui les empêche de se désintéresser complètement du résultat, tout en réservant à l'Etat la partie principale, d'ailleurs extensible à volonté, de cette production.

De ce point de vue, la forme kolkhozienne, non pas dans ses accessoires mais dans ce qu'elle a d'essentiel (25), tend à représenter la forme naturelle et organique d'exploitation de la paysannerie dans le cadre du capitalisme bureaucratique, en même temps qu'une forme limite de la concentration et de la rationalisation de la production agricole compatible avec l'exploitation illimitée du travail.

Pierre CHAULIEU

(25) Il est par exemple évident que l'existence de parcelles individuelles cultivées par les kolkhoziens pour leur propre compte est un phénomène accessoire et nullement essentiel pour le système kolkhozien. L'apparition de ce phénomène est liée d'une part à un rapport de forces déterminé entre la bureaucratie et la paysannerie (la résistance passive de cette dernière s'étant démontrée à cette étape suffisamment puissante pour arracher à la bureaucratie cette concession), d'autre part à un niveau donné des besoins d'accumulation de la bureaucratie. L'installation du travail forcé dans les kolkhoz a signifié une première modification dans l'état de ces deux facteurs. Si d'autres facteurs n'interrompent pas l'évolution — comme il est certain que ce sera le cas — la bureaucratie sera obligée de revenir sur cette mesure pour annexer intégralement à l'économie kolkhozienne les parcelles de terre et le temps de travail des paysans.

L'OUVRIER AMERICAIN

(suite)

par **Paul ROMANO**

(traduit de l'américain)

CHAPITRE VI

LES DIVERSES CATEGORIES D'OUVRIERS

Les dernières années ont été fertiles en événements. Beaucoup d'ouvriers qui font le sujet de cette brochure ne sont rentrés dans cette usine qu'à la veille de l'entrée en guerre de l'Amérique. Certains travaillaient à leur compte avant ça. Ils rappellent souvent qu'à cette époque ils étaient leurs propres patrons. D'autres, qui entrèrent au début de cette époque à l'usine, furent quelques années plus tard appelés sous les drapeaux. Il y a de larges contingents d'ouvriers italiens, allemands et polonais. Bien que la plupart soient nés aux U.S.A., c'est avec le plus grand intérêt qu'ils suivaient les événements dont leurs patries d'origine étaient le théâtre.

Il y a aujourd'hui à l'usine des ouvriers venant de tous les horizons sociaux et professionnels. Ainsi on dénombre des anciens instituteurs, des ex-mineurs, des ouvriers qui avaient de petites affaires, telles qu'un garage, une épicerie, un commerce de bonbons, une petite entreprise de camionnage, une ferme d'élevage de bêtes à fourrure, une ferme, enfin des ouvriers ayant tenu des emplois les

plus différents, tels que vendeurs, ex-placeurs d'assurances, peintres en bâtiments et avocats. Bien d'autres encore que je ne cite pas. Rien que ceux que j'ai cités constituent chacun l'ancienne profession d'un ou même de plusieurs ouvriers dont j'ai maintenant fait la connaissance à l'usine.

Le Noir à l'usine.

La question noire à l'usine est une question vitale. Dans l'ensemble les ouvriers noirs sont demeurés tranquilles, sur leur réserve même, mais ils sont profondément affectés par la situation qui leur est faite à l'usine.

L'ouvrier noir moyen se fait une opinion sur les autres ouvriers de l'usine. Il sait quels sont ceux qui sont dignes de confiance et ceux qui ne le sont pas. Il possède un don spécial pour détecter la duplicité. En présence des chefs et des jaunes il joue la comédie de la stupidité la plus crasse. Lorsque le patron essaie de tirer quelque chose de lui, il se donne le masque de celui qui ne sait rien et ne comprend rien.

I. — LE NOUVEAU NOIR

Il y a de nos jours à l'usine une génération de nouveaux et jeunes Noirs. Une jeunesse qui a été à la guerre, mais qui n'a comparativement passé que très peu de temps à l'usine. Ils s'emportent contre les avanies dont ils sont victimes. Ils ne sont pas le fruit d'une période de crise économique, mais constituent une jeunesse frais émoulue de l'armée, ayant gagné en maturité au cours des six dernières années.

Ces dernières années, il ont été accablés de propagande de guerre : égalité, démocratie et libération des hommes de la peur. Maintenant, ils veulent tout cela et ils sont prêts à se battre s'ils ne l'obtiennent pas. Ils ont fait des études primaires et secondaires et font preuve d'un niveau élevé d'intelligence. Ils sont hostiles à la mentalité de type Oncle Tom (1).

La plupart des ouvriers noirs de l'usine sont des anciens combattants. Nombreux ont été au feu et ont voyagé à travers tous les Etats-Unis et dans les pays étrangers. Ce qu'ils ont vu leur a fait une impression profonde et durable. Il est visible qu'ils sont prêts à se battre pour un rien.

II. — L'OUVRIER NOIR ET LES MACHINES

L'ouvrier noir se tourne avec envie vers les machines. S'il est sur un travail qu'il n'aime pas, il dépensera des trésors d'adresse

(1) L'Oncle Tom est le personnage principal du célèbre livre de Mrs Harriet Beecher Stowe : *La Case de l'Oncle* Tom, publié en 1852. Le personnage de l'Oncle Tom est le type du Noir angélique et ne « résistant pas au mal par le mal ».

pour donner à la compagnie le moins de travail possible. Dans l'usine, l'ouvrier noir est essentiellement utilisé à des travaux sales et pénibles et non qualifiés de manœuvre. Il n'est jamais directement embauché pour servir une machine. Il doit d'abord rentrer à l'usine comme manœuvre et ensuite s'élever à la force des poignets. Un ouvrier noir me raconta que durant la guerre il conduisait une machine automatique à faire des écrous. La Compagnie qui l'a embauché depuis n'a jamais accepté de lui donner d'autres emploi que celui de manœuvre.

Si jamais un Noir voit ses efforts couronnés de succès et obtient finalement de travailler sur une machine, la Compagnie et aussi un grand nombre d'ouvriers blancs lui rendront la vie extrêmement difficile. Bien souvent, il sera forcé de préférer quitter l'usine plutôt que de continuer à supporter les avanies dont il sera l'objet.

Seuls quelques Noirs sont sur des machines. Les autres ouvriers s'indignent chaque fois que de nouveaux ouvriers sont embauchés dans un emploi pour lequel ils estiment qu'ils ont des droits prioritaires. Les discriminations de ce genre sont très répandues. Souvent, aux réunions syndicales, ces jeunes ouvriers prennent la parole pour dénoncer de telles pratiques discriminatoires et exigent l'égalité devant l'avancement.

J'ai entendu des ouvriers noirs menacer de quitter le syndicat s'il ne faisait rien en leur faveur.

Un ouvrier noir est obligé de faire du travail plus soigné que l'ouvrier blanc s'il désire conserver sa place. Dans ce cas la concurrence est âpre et le Noir est certain de perdre s'il ne surclasse pas le Blanc.

Il y a aussi les ouvriers blancs qui sont mécontents de voir un Noir toucher une bonne paie pour un travail qu'ils voudraient obtenir pour eux-mêmes.

Il y a de nombreux Noirs dans l'usine qui ont la fierté de leur travail. Ils ont le désir sincère de donner le meilleur d'eux-mêmes et d'aider leurs camarades de travail. Mais les mêmes pressions qui poussent déjà l'ensemble des ouvriers à se sentir isolés du reste de la société, jouent doublement lorsqu'il s'agit de Noirs. Ils sont profondément affectés par la situation humiliante qui est la leur dans la production, et l'incapacité où se trouve cette société de leur donner une égalité de chances a pour effet d'étouffer chez eux les qualités qu'ils ont en propre et que pourtant les ouvriers dans leur ensemble reconnaissent et admirent. En conséquence, ils se sentent perplexes, changés et mal à l'aise. Ils aspirent à être intégrés dans le processus social. Ils désirent ne faire qu'un avec leurs semblables, les hommes. J'ai vu des ouvriers noirs se détourner délibérément d'un ouvrier blanc. En d'autres occasions ils auront pu avoir donné ce qu'ils avaient de meilleur. Le fait que le Noir fait tout ce qu'il peut pour diminuer son rendement doit être directement expliqué par l'amertume de se voir confiner à des emplois subalternes dans la production. Il y a donc deux tendances en lui, entre lesquelles il se trouve déchiré.

L'ouvrier noir d'aujourd'hui suit avec passion les exploits professionnels de ses congénères de couleur. Il a tellement envie qu'il soit donné aux siens l'opportunité de faire la preuve de leur talent et de leurs capacité que lorsque Jackie Robinson marque des

points (2), la vigueur et la frénésie de leurs applaudissements mesurent leur joie.

Les ouvriers noirs ont l'étonnante capacité de dire au premier coup d'œil quels sont le modèle, la marque et l'année de sortie de presque n'importe quelle voiture existante. A l'usine, le manœuvre qui tire les copeaux des machines en connaît plus long sur la qualité des aciers utilisés et sur le numérotage des pièces usinées sur les diverses machines que la plupart de conducteurs eux-mêmes. Ils sont capables d'identifier à vue d'œil un lot ou même plusieurs de pièces usinées de divers type et de dire la cote chiffrée qui leur est affectée. J'ai entendu dire qu'à Détroit les meilleurs conducteurs de voitures étaient les Noirs, et que les ouvriers étaient unanimes à le reconnaître.

Le jour où la société donnera au Noir l'opportunité de développer tous ses talents, la communauté dans son ensemble en sera la première bénéficiaire.

III. — LE NOIR ET L'OUVRIER BLANC

Les ouvriers ont un grand nombre de réactions confuses et contradictoires. Quand il s'agit des Noirs cela se manifeste sous les formes les plus diverses. Le résultat c'est que le Noir, à l'usine, se trouve soumis à une pression de tous les instants. Il ne sait jamais quand ni de qui il doit s'attendre à quelque réflexion humiliante. Voici quelques exemples de ces réflexions anti-noires. Il convient de remarquer qu'un même ouvrier pourra fort bien prononcer la totalité de ces jugements contradictoires dans une seule journée. Par exemple : « Les Nègres achètent tout ce qu'il y a de meilleur quand ils achètent quelque chose. - Les meilleurs voitures, le meilleur ameublement et les plus beaux habits », ou, au contraire : « Les Nègres n'ont jamais de freins ou de vitres à leur voiture », ou encore : « Les Nègres font baisser les loyers et ils sont sales ».

A l'usine, les ouvriers blancs et noirs mangent dans le même Cafeteria (3). Hors de l'usine, lorsque certains de ces ouvriers blancs rentrent dans un restaurant où mangent quelques-uns de ces mêmes ouvriers noirs, ils en ressortent aussitôt. Dès que quelque chose est perdue ou volée, les premiers suspectés sont les portiers et les manœuvres noirs. Lorsque l'on ne retrouve pas quelque chose on peut être sûr soit qu'il est tombé dans l'huile, soit qu'un conducteur de machine se l'est approprié. Cela n'empêche pas qu'aussitôt l'ouvrier blanc pense que c'est un Noir qui l'a pris. Des éléments antinègres hargneux exploitent de telles occasions à l'avantage de la Compagnie et essayent d'élargir le fossé entre les deux catégories de travailleurs.

Périodiquement la tension raciale atteint son paroxysme. Un jour cela explosa dans une bataille entre un ouvrier blanc et un ouvrier noir. Le Blanc invectivait le Noir. Ils sortirent dehors et le Noir fut battu. De retour à l'usine l'ouvrier blanc continua à invectiver et pourchasser le Noir. Tout à coup le Noir s'arrêta net, s'empara d'une barre de fer et assomma l'ouvrier blanc. Plus tard, au

(2) Probablement au base-ball, sport national américain très populaire.
(3) Sorte de restaurant express

cours de l'enquête qui fut faite, l'ouvrier blanc reconnu tous ses torts et dégagea le Noir de toute responsabilité. Les jaunes à la solde de la Compagnie exploitèrent l'incident pour attiser tous les préjugés les plus arriérés des ouvriers blancs.

Ce qui suit servira d'illustration de la manière dont s'expriment ces contradictions au sein du syndicat. Un bal était organisé par le syndicat. Le président du Comité d'organisation tenta délibérément d'éliminer les Noirs du bal en interprétant abusivement un arrêté local (qui de toute manière était anticonstitutionnel), suivant lequel les bals mixtes étaient interdits. Il était ainsi clairement signifié aux ouvriers noirs que l'on ne voulait pas d'eux. Plusieurs ouvriers prirent la parole pour condamner un tel bal et pour dire qu'il devait être ouvert à tous ou ne pas avoir lieu. Ils exigèrent que la question soit débattue dans le hall du bal devant tout le monde. Un Noir paraissait avoir une attitude du type Oncle Tom. Il ne veut pas se battre sur la question en cause, mais demande que la réunion se tienne dans un autre local, quitte à ce que le syndicat prenne à sa charge les frais supplémentaires qui en résulteront. Il est prêt, quant à lui, à payer une quote-part de 5 dollars au lieu de la quote-part normale de 2 dollars pour compenser la perte du syndicat et propose que les autres Noirs en fassent autant. Un autre Noir se prononce contre toute discrimination. Le Noir qui avait adopté une attitude type Oncle Tom jouit d'une situation privilégiée dans l'usine. Il fait partie de la poignée de Noirs ayant un emploi qualifié sur machine, et il s'éleva dans la hiérarchie professionnelle à la force des poignets durant la guerre.

Une seule fille de couleur vint au bal, mais le quitta peu après, s'étant trouvée complètement isolée. Les ouvriers noirs ignorèrent délibérément ce bal. Ce fut leur manière à eux de préserver leur dignité.

Le syndicat blanc estime que dans l'usine chacun a une place et une tâche qu'il doit accomplir. Chacun est embauché pour faire un travail déterminé, et c'est donc à ce travail auquel il doit s'atteler. Il estime que l'ouvrier noir devrait partager cette manière de voir. Cependant, il ne se rend pas compte que c'est précisément le fait qu'il échoit au travailleur noir tel emploi et pas un autre, plus qualifié, qui explique la rancœur de l'ouvrier noir.

IV. — LA DIRECTION NOIRE

En dépit de la prédominance quasi-complète de l'esprit antinoir dans l'usine, un Noir posa sa candidature au poste de secrétaire adjoint du syndicat. Cet ouvrier était plus ou moins coupé de l'ensemble des autres ouvriers noirs, étant donné qu'il faisait partie des quelques rares Noirs qui étaient montés en grade durant la guerre. Le fait qu'il est employé à un travail quelque peu qualifié a développé en lui ce que certains autres Noirs appelaient un complexe de supériorité, et dont ils lui gardaient rancune. En dépit de tout cela, leur désir d'avoir une représentation qui leur soit propre était si fort qu'il réunit sur son nom la grande majorité des votes des Noirs. C'est d'un certain nombre d'ouvriers noirs que je tiens ce que je rapporte.

Un jeune ouvrier noir de l'usine m'apprit qu'il avait été un dirigeant des Jeunesses Cammunistes, mais qu'il avait ensuite donné sa démission. Il reprochait au communisme d'utiliser des hommes de paille pour les mettre à la direction du mouvement. Il est contre la constitution d'un troisième parti (4) et pour celle d'un parti ouvrier ! Il dit que toutes les organisations capitalistes noires ne valent rien. Le Noir n'accèdera jamais à la liberté sous le régime capitaliste. Il appartient à la N.A.A.C.P. (Association Nationale pour l'avancement des gens de couleur) (5). Il dit que les capitalistes s'intègrent les militants noirs dès qu'ils acquièrent une certaine notoriété. Il a le plus profond mépris pour les Noirs qui vendent ainsi les leurs. Il affirme que l'aristocratie noire profite de ségrégation et s'efforce même de la promouvoir pour son plus grand avantage. Il dit que c'est aux Noirs eux-mêmes que revient la tâche de se diriger. La méfiance vis-à-vis des Blancs a fermé la porte à toute autre solution.

La participation des Noirs aux Assemblées syndicales est réduite. On dirait que l'ouvrier noir a le sentiment que le syndicat est incapable de résoudre les problèmes autrement plus larges qui sont les siens : ceux de l'égalité et de la liberté universelle. C'est ce qu'illustre d'une manière frappante une discussion entreprise un jour entre quelques ouvriers noirs, un de mes amis et moi-même. Mon ami s'efforçait de maintenir la discussion sur le terrain syndical, mais les ouvriers noirs débordaient continuellement ce cadre, cherchait à porter la discussion sur le terrain des problèmes sociaux généraux en relation avec leur situation et les idées nouvelles qui étaient le fruit de leur expérience de guerre.

Suivant mes observations faites à l'usine sur les ouvriers noirs, il est clair qu'ils ont besoin de trouver dans leurs rangs des dirigeants dynamiques. Ils n'ont que peu de respect pour les syndicalistes blancs et ont le sentiment qu'on se sert d'eux. C'est de leurs rangs que doivent sortir leurs dirigeants et ils doivent posséder un programme qui vise loin et voit grand.

Il règne une extraordinaire fermentation parmi les ouvriers noirs. Certains ouvriers blancs appréhendent confusément les réactions possibles les Noirs. D'un autre côté de nombreux ouvriers blancs respectent les Noirs et comprennent aussi bien que les Noirs eux-mêmes la particularité de leur situation à l'usine. L'ouvrier noir est conscient de la menace de crise économique. Il brûle d'un feu intérieur. Il sait qu'il sera le premier à être placé sur la liste des réductions de personnel. Il sent que c'est maintenant le moment ou jamais de se défendre d'une manière ou d'une autre, au sein du mouvement ouvrier organisé. La menace de grèves imminentes est favorablement envisagée par lui. Moins que tout autre, il ne peut risquer un manque à gagner sur sa paie et pourtant il votera pour la grève le premier de tous.

---

(4) Aux U.S.A. il n'existe pas de parti de masse se réclamant explicitement de la classe ouvrière. Les staliniens préconisent la constitution d'un troisième parti « progressiste » de type bourgeois. En fait, ils ont appuyé Wallace aux dernières élections qui tentait de lancer un tel parti « progressiste ». Wallace essuya un échec. A l'époque où Romano rédigeait cette brochure le parti de Wallace n'existait pas.

(5) *National Association for the Advancement of Colored People.*

Le comportement des ouvriers conservateurs.

Il y a de nos jours à l'usine une catégorie d'ouvriers qui ont accumulé de nombreuses années d'ancienneté. Ces ouvriers ont passé plusieurs années dans la même usine. Pendant ces années ils ont fait l'expérience de plusieurs régimes syndicaux et ont eu le loisir de les observer pleinement. Ainsi, beaucoup plus que n'ont pu le faire les ouvriers de passage, ils ont connu tous les genres de directions syndicales et connaissent les résultats auxquels elles sont arrivées. Ils n'ignorent rien de la politique de collaboration de classe des bureaucrates syndicaux. Le bureaucratisme leur a laissé une impression durable. Cette catégorie d'ouvriers qui représente une section importante du mouvement ouvrier américain a une conscience aiguë de la pourriture de la société actuelle. Ils portent à la classe dominante des industriels une haine profonde et tenace. Ils n'ignorent rien des manœuvres et des ficelles utilisées contre les travailleurs, ni des injustices dont ils sont victimes. D'autre part, ne possédant pas une vue d'ensemble des lois économiques fondamentales qui régissent la société, un grand nombre d'entre eux sont persuadés que la classe capitaliste est toute-puissante. Ils penchent d'autant plus à cette conclusion qqu'ils voient la bureaucratie syndicale aller de capitulation en capitulation.

Un ouvrier ayant dix années d'ancienneté soutenait que les ouvriers comme lui étaient contre la grève que l'on venait de faire. Nombre d'entre eux affirmaient que la direction de l'Internationale (6) avaient falsifié le vote et fait débrayé alors qu'ils n'auraient pas dû le faire. Un de ces ouvriers affirmait : « Ceux qui étaient pour la grève ce sont les nouveaux ouvriers de guerre qui n'avaient jamais été dans l'industrie avant. Ils ne savent ce qu'étaient nos conditions de travail avant la guerre. Je n'étais pas opposé à la grève en tant que grève, mais j'étais contre le fait de débrayer au moment où nous l'avons fait. La Compagnie était en pleine reconversion et bénéficiait de la part du gouvernement de remboursements d'impôts. Nous étions liquidés d'avance, avant même d'avoir commencé. Nous avons épuisé toutes nos économies dans la grève et beaucoup s'endettèrent de nouveau. Cela avait été assez dur de nous être débarrassés de nos dettes d'avant-guerre. Il ne serait pas opposé à faire grève maintenant que la Compagnie a besoin de produire et qu'elle ne bénéficie plus de ces remboursements d'impôts. Personne à l'époque n'a essayé de percer les piquets de grève parce que la Compagnie elle-même au bout de quelque temps a fermé les usines. Si elles étaient restées ouvertes il y aurait eu de la bagarre et les ouvriers auraient tenté de liquider les piquets de grève. En fait il n'y a eu que très peu d'ouvriers pour participer aux piquets de grève. »

On doit remarquer ici que suivant les statistiques concernant les votes d'ensemble durant la vague de grèves de 1946, l'immense majorité des ouvriers s'était prononcée pour la grève.

---

(6) Nous rappelons ici que les syndicats américains sont théoriquement internationaux. En fait, c'est essentiellement au Canada que l'on trouve un nombre substantiel d'affiliés non américains.

I. — « SI JE TRAVAILLAIS ICI DEPUIS AUSSI LONGTEMPS QUE TOI... »

Durant des années le procès de production a modelé ces vieux ouvriers et il s'est engendré en eux-mêmes une force explosive latente. Plus que pour toutes les autres catégories d'ouvriers, la production capitaliste les a constamment et systématiquement éduqués et formés.

Leurs années de service dans une même usine leur ont donné le sentiment ou le comportement de gens qui auraient un droit de propriété sur l'usine. C'est ce qu'expriment les autres ouvriers de la manière suivante : « Si je travaillais ici depuis aussi longtemps que toi, je voudrais que l'usine m'appartienne. » La manière dont ces ouvriers se déplacent dans l'usine laisse transparaître un sentiment de propriété. L'assurance avec laquelle ils circulent d'un département à l'autre est discernable ne serait-ce que dans leur manière de marcher.

L'incapacité manifeste du syndicat de résoudre leurs problèmes, l'énorme puissance apparente du patron, ont contribué à rendre ces ouvriers désabusés et conservateurs. Un grand nombre de ces ouvriers deviennent des hommes entièrement à la solde de la Compagnie. La Compagnie est obligée d'avoir, d'une manière ou d'une autre, des égards vis-à-vis de ces ouvriers parce qu'ils connaissent l'usine à fond. Cependant cela n'empêche pas des explosions périodiques chez ces ouvriers.

Un ouvrier ayant 25 années de présence s'était cogné la tête sur un dispositif de sécurité. Dans un accès de rage il s'empara d'une scie à métaux et scia le dispositif. Dans sa colère il criait : « Qu'ils me mettent à la porte s'ils le veulent. » Ensuite ce fut une cascade d'invectives et d'insultes à l'adresse de la Compagnie. C'est plutôt curieux parce que c'est un jaune au service de la Compagnie.

Un après-midi où il faisait particulièrement chaud, un autre ouvrier ayant dix ans d'ancienneté dit à un groupe de camarades : « Qu'ils aillent tous se faire foutre tant quq'ils sont. Ne retournons pas au travail. » Il ajouta alors d'un ton décidé : « Que diable pourront-ils nous faire ? » C'est alors que se produisit une scènne extrêmement comique. Les ouvriers présents se mirent à imiter le contremaître les priant de retourner au travail. L'un d'entre jouant le rôle du contremaître disait : « S'il vous plaît, les gars. S'il vous plaît, au travail. S'il vous plaît. » L'assistance éclata aussi de rire.

II. — DES GARS COMME NOUS EN CONNAISSENT UN BOUT DANS LA PRODUCTION

J'aimerais donner une illustration concrète de l'évolution de certains de ces ouvriers ayant accumulé des années d'ancienneté, ainsi que j'ai pu les observer ou les écouter. Z est un ouvrier qui est employé depuis 20 ans dans la Compagnie. Ces derniers temps il se livra à quelques manifestations particulièrement significatives. Il apparaît clairement que durant toutes ces années il a fait à la Compagnie un grand nombre de précieuses suggestions concernant

la production, mais qu'il n'en a pas été récompensé par des gratifications satisfaisantes. Un soir, à l'heure du repas, il déclare devant une douzaine d'ouvriers environ : « J'ai une idée qui empêcherait les machines de caler et de se briser. Mais ces enfants de putes ne l'auront pas pour leurs 50 dollars de radins. Ou ils me donneront 1.000 dollars ou ils pourront aller se faire foutre. »

Une autre fois le même ouvrier s'exclama avec colère : « Pendant que nous sommes ici à nous casser la tête, ces salauds de patrons sont en train de prendre des bains de soleil en Floride ». Il continue en disant : « Le superintendant de l'usine est sorti à 7 heures et il revient complètement plein. Si jamais cet enfant de pute m'avait dit quelque chose pendant que je prenais une douche là-haut à 11 h. 30, il en aurait pris pour son grade. »

Un jour un quotidien traînait sur un établi. Un article traitait du Plan Marshall. Un ouvrier ayant plusieurs années d'ancienneté le lisait. Prenant cet article comme point de départ nous engageons une discussion sur le problème européen. Voici en gros ce qu'il me dit : « Il est facile de voir que l'Europe doit être unifiée suivant un plan ou un autre. Ces pays qui se querellent les uns les autres depuis tant d'années n'ont fait qu'amener des guerres et accumuler des destructions. Ils sont fous d'essayer de détruire l'industrie allemande. Les ouvriers allemands comptent parmi les plus qualifiés et les plus versés en mécanique du monde entier. L'Europe ne se relèvera jamais si on ne remet pas les ouvriers allemands dans leurs usines. »

De là nous entrons dans une discussion sur notre propre usine. Je lui posais des questions sur le rendement dans notre usine et lui demandais ce que lui et les autres qui avaient aussi de longues années d'expérience sur les machines pourraient faire s'il leur était donnée la liberté de mettre leurs idées à l'épreuve à leur guise. Il répondit : « Des gars comme moi, et les ouvriers X, Y et Z, on en connaît un bout dans la production. Qu'est-ce qu'ils connaissent (à la Compagnie) de la production ? C'est de notre manière de faire qu'ils profitent, plus que de tout autre chose. Ces ingénieurs, assis dans leurs bureaux, essayennt de faire des projets compliqués dans le but de garder leur emploi. Tu sais, eux aussi il faut qu'ils mangent. »

III. — « POUR SUR, TOUT CELA EST VRAI »

Le « Saturday evening Post », du 19 juillet 1947, contenait un article appelé « Le Syndicat qui osa sortir des chemins battus ». Il s'agissait dans l'article d'une usine qui était au bord de la banqueroute. Afin d'empêcher la mise à pied de centaines de travailleurs le syndicat et la Compagnie parvinrent à un accord suivant lequel les ouvriers assureraient la gestion entière de l'usine afin de développer la production jusqu'au niveau nécessaire pour que la Compagnie soit capable de rester en activité. Non seulement la production s'accrut, mais encore l'absentéisme tomba presque à zéro et le gaspillage disparut quasi complètement. Je donnais le magazine à l'un des ouvriers de mon usine pour qu'il le lise. Il travaillait dans l'industrie depuis 15 ans.

Il fut spécialement frappé de voir comment les ouvriers avaient augmenté la production dès qu'ils avaient eu carte blanche. Voici le compte rendu approximatif de ses commentaires sur cet article :

« Ce type-là fait preuve de beaucoup de bon sens. Dans une usine où je travaillais j'étais régleur. Je passais mon temps devant les machines, cherchant sans arrêt à imaginer de nouveaux montages ou de nouvelles combinaisons. J'avais des centaines d'idées. J'en ai des tas maintenant aussi, mais à quoi cela servirait-il de les essayer ? Le premier type venu arriverait et changerait tout ce que j'aurais fait. Je connais maintenant certaines méthodes pour affûter les outils qui, j'en suis absolument certain, rendrait le travail plus facile et plus efficace, mais dans l'état où sont les choses à l'usine, si j'essayais de les appliquer, cela ne ferait qu'embrouiller les choses. Ce que ces ouvriers ont fait est rudement bien, mais je ne pense pas que l'on pourrait faire la même chose à l'usine. Ces ingénieurs ne sont pas toute la journée collés derrière le dos du gars qui travaille sur une machine. Comment pourraient-ils connaître ce que nous connaissons, nous qui passons des heures d'affilée sur la machine. Il y a des choses qu'il est impossible d'apprendre à moins que l'on y ait travaillé chaque jour durant plusieurs années. »

Il conclua en remarquant que l'auteur de l'article était peut-être communiste.

Le 1er janvier 1947, juste après la grande vague de grèves qui suivirent la fin de la guerre, le « Collier's Weekly » donna un article de Peter Drucker appelé : « Que faire face aux grèves ? » J'amenais le numéro à l'usine et demandais à un ouvrier qui faisait partie de la Compagnie depuis dix ans de le lire. Il avait participé à la dernière grève et il était en mesure de comprendre ce que Drucker disait.

Il est d'accord pour dire que les grèves sont « essentiellement des révoltes ». Aussi que les ouvriers sont psychologiquement sans emploi alors même qu'ils sont employés. Il avait connu les années de crise et s'en souvenait bien.

« Pour sûr, tout cela est vrai », me dit-il. Il n'ignore rien du profond et pénétrant sentiment d'instabilité qui ronge tous les ouvriers.

Les réactions vis-à-vis des ouvriers révolutionnaires.

Les ouvriers se font l'idée suivante des partis révolutionnaires : les adhérents d'un parti révolutionnaire s'assurent, par divers moyens, des positions dans la direction syndicale. Une fois là, ils font de l'agitation, etc.... Leur conception, c'est que tout se passe dans les sommets. Il en résulte qu'il se crée un fossé entre les ouvriers révolutionnaires professionnels et la base.

Pendant les élections syndicales des bruits coururent, accusant l'une des parties de faire usage de tactiques « rouges » pour s'assurer les bulletins de vote des Noirs. La propagande « antirouge » a atteint de nouveaux sommets ces dernières années.

J'ai souvent entendu des ouvriers parler des communistes en ces termes : « Les communistes sont des gars qui ne veulent pas travailler. »

L'ouvrier moyen pense que le communisme c'est l'enrégimentement. Tout le monde vit dans des maisons semblables et porte des vêtements identiques. Il n'y a pas de place dans un tel régime pour l'individualité. Et puis, comment un type peut-il gagner un million de dollars s'il en a envie ? L'ouvrier moyen croit aussi que les communistes veulent la moitié de tout ce que l'on possède : la moitié de vos cigarettes, la moitié de tout ce que vous avez.

En dépit de tout cela, les ouvriers conviennent sans hésitation que le contrôle obsolu de tout par les ouvriers c'est du communisme.

Un jour, parlant au délégué, je demandais que l'on tienne des assemblées dans chaque département à travers toute l'usine. J'expliquais que cela donnerait à chaque section de l'usine la possibilité de discuter à fond des problèmes qui les touchaient le plus directement. Cela permettrait aussi aux ouvriers d'exercer un contrôle sévère sur les conditions qui sont les leurs et sur les décisions les concernant. Cela le rendit furieux et il s'écria que c'était du communisme. « On ne peut laisser la base décider de tout comme cela. »

L'ouvrier Joe (7) est de nos jours un individu instruit, étant donné qu'il a passé au moins douze ans à l'école primaire, puis secondaire. Ses connaissances embrassent un large domaine et il peut parler de mécanique, d'autos, de politique, du gouvernement, de cinéma, etc... Suffisamment en tout cas pour pouvoir avoir une opinion quel que soit le sujet qui est en discussion.

Un jour, j'étais assis avec des ouvriers. La discussion allait son train. Un ex-G.I. disait : « L'Amérique aurait besoin d'une médecine socialisée. L'armée assure les soins médicaux à des millions d'hommes. Pourquoi n'en ferait-on pas autant en temps de paix. La santé de la nation est une chose primordiale. Tous les docteurs devraient être mobilisés pour la santé de la nation. On devrait les payer suivant leur mérite. C'est-à-dire que les plus qualifiés seraient les mieux payés. »

Un ouvrier dit : « Ça, c'est du communisme. » L'orateur répond : « Mais il y a du bon et du mauvais dans tous les systèmes politiques. Il y a beaucoup de bon dans le communisme. »

Certains firent la comparaison suivante : « Puisque le gouvernement se charge de la sécurité avec la police, il devrait aussi se charger de protéger la santé des citoyens. » Tous les ouvriers assis autour de la table participèrent pleinement à la discussion. Ils arrivèrent à la conclusion que ce que disait le jeune G.I. était rudement juste.

Les anciens combattants à l'usine.

Les anciens combattants de l'usine commencent à passer en revue leurs expériences de temps de guerre. Durant la première année ils n'en avaient que peu parlé. Maintenant le passé revient à la surface et ils se livrent à toute une réévaluation de la signification de leurs expériences. Lorsqu'ils rappellent des anecdotes guer-

(7) Joe c'est l'Américain, comme Fritz c'est l'Allemand. G.I. Joe c'était le simple soldat. Lorsque l'on ne se connait pas on s'appelle souvent Joe.

rières les hommes se taquinent mutuellement en se traitant de héros. Bien des événements tragiques reviennent à la mémoire et les hommes rompent la consigne du silence. La discipline militaire était l'objet d'une haine tenace de la part des hommes. Toute mesure de caractère disciplinaire prise par la compagnie prête immédiatement à comparaison avec l'armée. « Je croyais que l'armée c'était fini pour moi » est la phrase qui revient toujours aux lèvres.

Les anciens combattants retournèrent à l'usine profondément marqués par ce qu'ils avaient vécu. Les anciens de la Marine cherchent à faire connaissance avec d'autres vétérans de la Marine. Il en est de même pour les G.I. de l'Armée de terre. La grande majorité d'entre eux utilisent leurs uniformes à l'usine. Le prétexte qu'ils donnent est que « ce sont de bonnes tenues de travail ». En réalité il semble y avoir une raison plus profonde. On dirait que cela constitue un lien qui perpétue leur solidarité. Souvent ils utilisent des termes militaires pour décrire la vie d'usine. L'enrégimentement militaire est comparé avec celui de l'usine. La fatigue du combat est appelée fatigue de la machine ou fatigue « Acme » (l' « Acme » est une machine automatique). Les bruits de l'atelier sont comparés à ceux de la vie militaire. Lorsque la sirène retentit, cela devient une alerte. L'heure du repas ou de la paie devient prétexte à siffler l'air des sonneries au clairon de la soupe ou du prêt.

L'hostilité à l'égard de la caste des officiers renaît à l'usine sous la forme de l'hostilité vis-à-vis du patron et du personnel de contrôle.

L'usine est appelée la jungle d'acier afin d'évoquer d'une manière ou d'une autre les îles du Pacifique.

Les femmes à l'usine.

L'ouverture des hostilités jeta un grand nombre de femmes dans la production. J'en ai vu un grand nombre conduire des machines sur lesquelles j'avais travaillé moi-même. Une usine que je connais les utilisait comme conducteurs de grues. Ce genre de travail requiert une très grande délicatesse dans la manœuvre d'énormes pièces d'acier à travers l'usine. Les femmes se révélèrent particulièrement adroites dans ce domaine. Je les ai vues transporter de lourds chargements d'acier d'un bout à l'autre de l'usine et les déposer avec dextérité à l'emplacement précis qui leur était destiné. Durant la guerre, il y avait beaucoup de femmes qui travaillaient dans mon usine actuelle sur des machines à affûter. De nos jours il n'y en a plus qu'une ou deux, à ma connaissance.

L'usine semble avoir donné à de nombreuses ouvrières une certaine assurance. L'atelier neutralise dans une certaine mesure l'inégalité qui prévaut entre les hommes et les femmes dans la société prise dans son ensemble. Bien qu'il n'y ait que très peu de femmes qui assistent aux assemblées syndicales, celles qui le font manifestent de plus en plus la volonté de s'exprimer. Certaines estiment que le syndicat c'est l'affaire des hommes et n'osent pas s'en mêler. D'autres pensent que les femmes ne se tiennent pas entre elles comme le font les hommes. Un jour j'eus une conversation avec une ouvrière de l'usine. Elle manifestait un grand mépris pour les hom-

mes travaillant dans les usines des Etats de la côte Est. Elle affirmait : « Ils sont chétifs, sans aucun doute à cause de la vie en usine, et il n'y a pas de comparaison possible avec les hommes pleins de santé des Etats du Sud-Ouest et qui vivent dans les grands espaces. Je suis capable de faire autant ou même deux fois plus que vous ne faites, vous autres les hommes. J'ai déjà tenu trois différents emplois en même temps. » Elle s'acharnait à rétablir une égalité de statut entre les hommes et les femmes.

Les relations entre les sexes sont complètement faussées par le régime capitaliste. Certaines femmes sont cataloguées à l'usine dans la catégorie de celles avec qui l'on peut coucher. Chaque fois qu'une femme circule dans les travées ce ne sont que sifflements, appels et réflexions à haute voix.

A l'époque de la grève des Téléphones, les ouvriers furent étonnés de voir le militantisme dont faisaient preuve les femmes dans cette grève. Les comptes rendus faits par les journaux des luttes soutenues par les piquets de grève étaient suivis par la grande majorité des ouvriers. Leurs commentaires étaient de ce type : « Ces filles ont vraiment de l'estomac. Je ne m'attendais pas à les voir se mettre à bagarrer contre tout le monde, depuis la Compagnie jusqu'à l'Etat et aux gouvernements locaux. »

(A suivre.)

LA VIE DE NOTRE GROUPE

La deuxième réunion de lecteurs de « Socialisme ou Barbarie »

Le 25 juillet, s'est tenue à la Mutualité, la deuxième réunion de lecteurs de la Revue. Y assistaient environ 35 camarades, dont la plupart extérieurs à notre groupe.

La réunion avait en principe comme objet la discussion des textes publiés dans les numéros 2 et 3 de la Revue. Cependant, la presque totalité des camarades qui assistaient ayant déclaré qu'il n'avaient pas encore pu lire les articles du numéro 3, on décida que la discussion porterait sur le numéro 2 et particulièrement sur l'article : « Les rapports de production en Russie ».

Le camarade Chaulieu introduisit la discussion en rappelant l'énorme importance de la question de la nature de classe du régime russe pour la reconstruction idéologique et politique du mouvement révolutionnaire. L'obstacle fondamental que rencontre cette reconstruction est, depuis vingt ans, l'emprise écrasante du stalinisme sur la classe ouvrière ; la base politique et idéologique de cette emprise est la présentation de la Russie comme un état « socialiste » ou « ouvrier ». Le fonds de l'argumentation des staliniens et de leurs compagnons de route est simple : Il n'y a plus de bourgeoisie en U.R.S.S., donc il n'y a plus d'exploitation. Cette idée est d'autant plus efficace, du point de vue de la propagande stalinienne, qu'il est incontestable que non seulement il n'y a plus de bourgeoisie en Russie mais que partout où le stalinisme prend le pouvoir il détruit, dans des délais plus ou moins courts, la bourgeoisie en tant que classe dominante. Cependant, il est tout aussi incontestable que, dans ces pays, l'exploitation subsiste, au moins aussi lourde — sinon davantage — que dans les pays bourgeois traditionnels. Ce qu'il faut donc, c'est montrer clairement à la classe ouvrière qu'il ne suffit pas de détruire la bourgeoisie pour abolir l'exploitation.

Pour ce faire, il faut définir précisément ce qu'on entend par exploitation. Le premier aspect, le plus frappant, de l'exploitation se trouve dans la répartition du produit social, dans l'expropriation des producteurs d'une part du produit de leur travail et l'appropriation de ce produit par une classe sociale déterminée. L'existence de cet aspect de l'exploitation en Russie est indéniable, et Chaulieu rappelle que le jeu des différenciations des revenus en Russie aboutit à ce que 15 % au maximum de la population (la classe bureaucratique) disposent de plus de 50 % du produit consommable, ce qui dépasse vraisemblablement ce que l'on sait des pays capitalistes.

Mais, au-delà de cet aspect de l'exploitation, qui concerne la répartition du produit social, il y a un autre plus profond, qui est l'exploitation dans la production même. Cette exploitation, qui affecte toutes les manifestations de l'être humain, se traduit par l'asservissement complet des producteurs au cours de la production, la subordination complète du travail vivant à la machine, le fait que les ouvriers sont complètement étrangers à la gestion de la production ; la détermination de l'objet, des moyens et des modalités de la production se fait pour et par la classe dominante et ses agents, uniquement en fonction de ses besoins d'accumulation et de consommation improductive. C'est, plus que partout ailleurs, le cas en Russie, où les travailleurs dans l'usine sont asservis autant que dans un pays fasciste, transformés complètement en accessoires des machines et des instruments de production. C'est cet aspect de l'exploitation que Marx appelait l'aliénation (parce qu'il dépossède l'être humain de sa manifestation essentielle : le travail productif libre et créateur) qui est le plus important, et c'est celui-là qui s'est épanoui jusqu'à ses dernières limites dans le régime russe.

Cette exploitation s'exerce par la bureaucratie à son propre profit (en prenant le mot profit sans son sens le plus large). La bureaucratie russe s'est créée et existe sur la base de l'opposition entre les dirigeants et les exécutants dans le processus de la production. Sur cette base économique réelle du pouvoir de la bureaucratie, la propriété étatique universelle n'est que l'expression adéquate du monopole qu'exerce la classe bureaucratique dominante sur les moyens de production.

La durée du travail, son rythme sont fixés dictatorialement par les agents de la bureaucratie, indépendamment même de la question du travail forcé au sens propre du terme : dans les usines, les travailleurs « libres » sont asservis aux machines car la réglementation de la production, du rythme de travail, etc., par la bureaucratie a comme but constant d'augmenter le rendement indépendamment de toute considération pour le « matériel humain », dont l'usure est indifférente puur la bureaucratie, car cette matière première ne lui coûte pratiquement rien. Mais ainsi, la productivité du travail ne peut à la fin que baisser non seulement à cause de l'attitude négative qu'adopte le prolétariat face à la production, mais aussi parce qu'il est impossible d'établir ainsi un rapport normal optimum entre la machine et l'homme ; celui-ci ne peut plus intervenir dans la production selon l'expérience vivante que seul il possède de la machine et de toute l'activité productive. La bureaucratie essaie de pallier cette baisse de la productivité par un contrôle guépéoutiste renforcé des travailleurs, et les « syndicats » jouent explicitement, et d'après les déclarations officielles, le rôle d'encadrement de la force de travail pour la pousser au rendement.

La fameuse « planification » bureaucratique en Russie n'est que l'expression chiffrée des intérêts de la classe dominante, la planification de l'exploitation. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement, puisque c'est la bureaucratie elle-même qui planifie. On a voulu présenter cette planification comme quelque chose de progressif et permettant un développement illimité de

l'économie. Il n'en est rien, car tout d'abord, il n'y a pas de développement de l'économie dans l'abstrait ; la bureaucratie russe « planifie » l'économie en l'orientant vers la satisfaction de ses propres besoins, en lui donnant son propre contenu de classe. Le but de la planification russe est, de l'aveu même des apologistes ouverts de la bureaucratie comme Bettelheim, la réalisation du potentiel militaire maximum et aussi la satisfaction des besoins de consommation de la bureaucratie. Cette orientation se retrouve concrètement dans les plans russes, dans lesquels le développement de l'industrie lourde tient la première place et celui des industries d'objets de luxe ou considérés tels en Russie, la seconde, cependant que la production d'objets de large consommation reste pratiquement stationnaire. La planification stalinienne réalise à la plus haute perfection l'idéal capitaliste : faire travailler au maximum, rémunérer les travailleurs au minimum.

Par ailleurs, l'anarchie de la production capitaliste est remplacée, dans la « planification » bureaucratique, par le gaspillage et l'anarchie bureaucratique, qui ne sont nullement accidentels ni passagers, mais résultent des traits essentiels de la bureaucratie en tant que classe et essentiellement du fait que la bureaucratie, classe parasitaire et extérieure à la production proprement dite, ne peut pas réellement gérer cette production à laquelle elle est étrangère.

Quelle est la signification historique de ce régime ? On peut dire qu'il représente la dernière étape du mode de production capitaliste, dans le sens qu'ici la concentration du capital, facteur prédominant du développement du capitalisme, a atteint son ultime limite, puisque tous les moyens de production sont à la disposition et sous la gestion d'un pouvoir central, exprimant les intérêts de la classe exploiteuse. Il est aussi l'ultime étape du mode de production capitaliste en ce sens qu'il réalise l'exploitation la plus poussée du prolétariat. On peut donc le définir comme le régime du capitalisme bureaucratique, à condition de souligner qu'arrivé à cette étape, le capitalisme apparaît comme complètement différent du capitalisme traditionnel et même sur plusieurs points comme son véritable opposé. Ainsi, par exemple, aussi bien la bourgeoisie que la bureaucratie sont classes dominantes en tant que personnification de la domination du capital sur le travail. Mais, tandis que la bourgeoisie dirige la production en fonction de la possession qu'elle exerce sur les moyens de production, la bureaucratie possède collectivement les moyens de production en fonction de la gestion qu'elle exerce sur l'économie.

En terminant, Chaulieu souligne que l'expression la plus importante de l'identité entre le capitalisme bureaucratique et le capitalisme traditionnel est que ce dernier, comme le premier, développe les germes de la révolution prolétarienne tout d'abord, en développant les forces productrices, mais surtout en développant la conscience de classe du prolétariat. Car, malgré les difficultés infiniment plus grandes qui existent pour l'organisation du prolétariat sous un tel régime, il est évident que la suppression totale de la propriété privée et la domination de la société par une classe manifestement parasitaire démontrent clairement au prolétariat que seule sa propre domination peut changer le sort et l'avenir de l'humanité.

Les interventions des camarades, à la suite du rapport, furent diverses et nombreuses. Un camarade insista sur les aspects traditionnels et « privés de l'exploitation qui semblent subsister en Russie; ainsi, par exemple, l'endettement de l'Etat (existence d'emprunts étatiques portant intérêt), la spéculation sur le marché « libre », le « fonds du directeur », donnant aux directeurs des usines soviétiques la libre disposition de 4 % du profit « planifié » de l'entreprise et de 50 % du profit supplémentaire,

les « bilans noirs », traduisant des tractations plus ou moins « malhonnêtes » entre les directeurs d'usine, pendant lesquelles ceux-ci se comportent comme des entrepreneurs privés, etc. En définitive, il semble à ce camarade qu'il est difficile de dire que le capitalisme privé n'existe plus en Russie.

Chaulieu ne nie pas l'existence ou l'importance de ces phénomènes, mais en donne une interprétation différente, en rappelant que toute interprétation de tels phénomènes particuliers doit être subordonnée à une conception cohérente de l'ensemble de l'économie bureaucratique. Ainsi, dans l'« épargne » bureaucratique (sous forme d'emprunts ou de dépôts près des banques) il faut voir la tendance des bureaucrates individuels — et de la bureaucratie en tant que classe — d'assurer un fonds de consommation à ses membres indépendamment des vicissitudes mineures de leur carrière bureaucratique, en même temps qu'un moyen pour l'Etat d'utiliser les surplus non consommables du revenu des couches privilégiées. La dernière réforme monétaire a prouvé que l'Etat reste en définitive toujours maître de ces « capitaux » et qu'il peut les récupérer au moment voulu. De même en ce qui concerne les « fonds du directeur » : dans le capitalisme privé, le profit de chaque capitaliste ou groupe de capitalistes est fonction de la grandeur et de la position du capital que ceux-ci possèdent. Dans le capitalisme bureaucratique, le profit des membres de la classe dominante est indépendant d'un tel rapport spécifique avec le capital. Les « directeurs » ne constituent qu'une catégorie de bureaucrates parmi d'autres et il n'est même pas certain que ce soit le « fonds du directeur » qui soit la source principale de leurs revenus, ne serait-ce que parce qu'un grand nombre d'entreprises russes sont, du point de vue du « plan », déficitaires ; ce fonds joue le rôle de stimulant pour cette catégorie de bureaucrates, étant une sorte de « prime au rendement », et n'altère en rien les bases spécifiques de fonctionnement de l'économie bureaucratique.

Un camarade africain prit ensuite la parole pour souligner combien il est faux de lier la question de l'exploitation à la question de la propriété formelle. Il invoqua l'exemple, opposé et symétrique à celui de la bureaucratie russe qui exploite sans être propriétaire, de l'exploitation de la paysannerie coloniale par le capitalisme métropolitain ou local : le paysan, quoique « propriétaire » aussi bien de son champ que de sa récolte, n'en est pas moins radicalement exploité, étant d'abord obligé de vendre cette récolte aux monopoles capitalistes aux prix que ceux-ci fixent autoritairement, ensuite d'acheter les produits qu'il consomme à ces même monopoles, à des prix également fixés par ceux-ci. Cette exploitation par les monopoles se conjugue avec l'exploitation par une bureaucratie coloniale spécifique.

Le camarade généralise ensuite son intervention, en constatant que le mouvement marxiste a jusqu'ici porté surtout son attention sur l'exploitation du prolétariat et qu'il a plus ou moins négligé les autres formes d'exploitation — par exemple l'exploitation coloniale — en tendant à assimiler le problème de la révolution coloniale au problème de la révolution dans les pays industriels, ce qui est inexact. Il termine en constatant qu'une révolution dans les pays avancés ne résout pas le problème, car une énorme différence de niveau technique subsisterait entre ceux-ci et les pays coloniaux et, sur cette différence de niveau technique, de productivité du travail et d'aptitudes des populations pourraient se greffer à nouveau des différenciations sociales.

Les camarades Chaulieu et Guillaume ont répondu au camarade africain en reconnaissant la réalité et l'importance extrême du problème qu'il posait. En effet, malgré l'énorme développement du capitalisme, la grande majorité de la population de la terre vit encore dans des conditions coloniales ou

semi-coloniales ; la question du rôle de la paysannerie doit effectivement être étudiée à nouveau et l'on doit reconnaître que les positions traditionnelles (par exemple celles des quatre premiers congrès de l'I.C.) sont insuffisantes. Il est évident que la révolution dans les pays avancés ne résout pas à elle seule le problème, car il n'y a pas de liberté d'importation. Ce problème devra donc être étudié avec la collaboration la plus étroite des camarades coloniaux.

Un autre camarade pose la question de savoir si la bureaucratie constitue une étape nécessaire du développement social et si la révolution russe aurait pu éviter la dégénérescence. La non maturité des conditions révolutionnaire en Europe après la première et même la seconde guerre mondiale semble indiquer que la bureaucratie était inévitable. S'il en est ainsi, n'est-il pas souhaitable que la domination bureaucratique se réalise au plus vite ?

Chaulieu répond qu'effectivement la bureaucratie a été la preuve de la non maturité du prolétariat pour la révolution, non pas tant dans le sens politique habituel, mais dans le sens économique : le prolétariat n'avait pas encore pris conscience du problème de la gestion ouvrière de l'économie, en tout cas n'a pas été capable de la réaliser et s'est laissé exproprier par la bureaucratie. Dans un sens plus général, la bureaucratie est objectivement « nécessaire » aussi longtemps que la décadence du capitalisme et la décomposition de la bourgeoisie se poursuit, sans que la révolution arrive à la victoire. Dans le même sens, le fascisme aussi est objectivement « nécessaire ». Mais notre attitude politique face à la bureaucratie n'est pas déterminée par ce facteur, mais par le fait que la bureaucratie est une classe exploiteuse qui assure la relève historique de la bourgeoisie, qu'elle est donc incapable d'assurer une nouvelle phase historique d'expansion des forces productives et de l'activité sociale, La seule racine de la « nécessité » de la bureaucratie, et même de son existence, est que le prolétariat n'a pas pu jusqu'ici instaurer son propre pouvoir économique et politique. Ceci soulève évidemment la question de la capacité historique du prolétariat; selon nous cette capacité se développe constamment, mais toute discussion a priori sur cette question est vaine et oiseuse ; ce n'est que dans la pratique que le prolétariat montrera s'il peut ou non réaliser la société communiste.

Le camarade Marc, du groupe « Internationalisme », prend ensuite la parole pour dire qu'il perçoit, à travers nos positions actuelles, un tournant de notre groupe vers la théorie du « capitalisme d'Etat », tournant dont d'ailleurs il se réjouit, étant lui-même partisan de cette théorie; que, tandis que jusqu'ici notre groupe était partisan de la théorie du « collectivisme bureaucratique », mettant l'accent sur les différences qui séparent le régime russe des sociétés capitalistes, nous affirmons maintenant l'existence de traits profonds communs aux deux régimes. Il faut maintenant tirer les conclusions de ce « tournant » et reconnaître que les Etats-Unis réalisent actuellement un régime analogue et que la guerre à venir sera la guerre entre deux blocs capitalistes.

Chaulieu répond que, malgré le peu d'intérêt que peut présenter pour la majorité des camarades cette question, il est nécessaire de mettre les choses au point. Il rappelle que lorsque notre groupe s'est formé, il existait, outre l'absurde théorie de l'« Etat ouvrier dégénéré » (professé par les trotskistes et aussi, à cette époque, par les bordiguistes), deux conceptions sur la Russie : celle du « capitalisme d'Etat » et celle du « collectivisme bureaucratique ». Notre évolution a été évidement déterminé par l'existence de ces deux conceptions, dans le sens surtout qu'elles ont formé pour nous d'excellents repoussoirs. Ainsi, par exemple, sous le vocable de « capitalis-

me d'Etat », nous avons eu à lutter contre une conception complètement idiote (la seule qu'on nous a opposée) consistant à identifier exploitation et capitalisme, à nier les différences entre le régime russe et les sociétés capitalistes traditionnelles, à affirmer qu'en Russie l'Etat était devenu patron et que tout le reste reproduisait exactement le capitalisme connu, etc., etc. Nous avons été obligés de répondre à ces absurdités en soulignant constamment les énormes différences qui opposent le régime russe à une société capitaliste du type traditionnel. Rien de ce que nous avons dit sous ce rapport n'était faux ; mais notre analyse d'alors était incontestablement insuffisante, dans la mesure où elle n'était pas intégrée dans une conception générale de l'évolution de l'économie et de la société moderne. Nous avons fait cet élargissement de nos conceptions non pas aujourd'hui, mais déjà en mars 1948 et le camarade Marc doit se souvenir d'un exposé de Chaulieu de cette époque, pendant les conférences communes des groupes de gauche à la Mutualité, où l'essentiel de notre conception actuelle était déjà donné, conception qui, d'ailleurs, fut formulée également dans les textes publiés par nous dans le P.C.I. dès mars 1948, que le camarade Marc doit connaître également. Pour résumer d'une manière concise cette conception, il faut dire que le capitalisme bureaucratique représente la continuation du capitalisme traditionnel en tant qu'il pousse à sa limite la tendance vers la concentration totale du capital et l'exploitation sans bornes du prolétariat et qu'il continue à développer actuellement les prémisses de la révolution socialiste, mais qu'à part ceci, sur tous les autres points, il représente exactement l'opposé, l'antithèse complète du capitalisme (structure de la classe dominante, lois économiques, etc.). De plus, il est complètement faux de dire qu'actuellement la société russe est identique à la société américaine et que la guerre sera simplement la guerre de deux blocs capitalistes. Les U.S.A. sont loin derrière l'U.R.S.S. en ce qui concerne la concentration du capital et les différences sociologiques des deux régimes sont un facteur qui influe puissamment sur le caractère et les modalités de la guerre à venir.

Enfin le camarade Camille, du groupe bordiguiste français, et un autre camarade du même groupe, soulèvent la question du parti révolutionnaire — question relativement étrangère à la discussion — soutenant qu'il existe sur ce point des contradictions entre l'article « Socialisme ou Barbarie » et la résolution publiée dans le N° 2 ; ils nous critiquent parce que nous abandonnons la conception de Lénine sur la conscience de classe du prolétariat, expliquant d'ailleurs que cette conception de Lénine n'est pas essentielle pour le léninisme, se déclarant en gros d'accord avec la résolution sur le parti du N° 2 (laquelle, soit dit en passant, réfute longuement la dite conception de Lénine), insistent sur le fait que sans les intellectuels le prolétariat ne peut pas accéder à une conscience révolutionnaire, et pour finir nous accusent d'être des intellectuels.

Chaulieu répond qu'entre l'article « Socialisme ou Barbarie » et la résolution du N° 2, il n'y a aucune contradiction ; l'article « Socialisme ou Barbarie » reconnaît la nécessité du parti révolutionnaire, mais ne la concrétise pas, et ceci parce qu'à l'époque, notre groupe n'avait pas encore suffisamment discuté de cette question. Pour le reste, il entreprend une longue réponse, dont le contenu se ramène à une invitation aux camarades bordiguistes à se mettre d'accord avec eux-mêmes.

Guillaume intervient à la suite et son intervention provoque une polémique violente qui se termine dans une certaine confusion.

Cette deuxième réunion de lecteurs a marqué certainement un progrès sur la première, aussi bien du point de vue de la composition de l'auditoire

que du contenu de la discussion. N'avaient été les interventions des deux camarades bordiguistes à la fin, la discussion aurait été centrée autour de son sujet ; de toute façon, elle a été féconde et nous a permis d'avancer dans la compréhension de problèmes que se posent les camarades qui suivent notre effort. Mais il reste encore beaucoup à faire, aussi bien du point de vue de l'organisation technique des réunions (dates de réunions fixes et connues à l'avance, sujet défini, discipline dans la discussion) que du point de vue du contenu : il faut arriver à ce que ces réunions soient des véritables séances de collaboration avec les lecteurs et qu'elles démontrent la nécessité d'un travail politique organisé.

PLAN DE TRAVAIL ET ELABORATION DU PROGRAMME

Le 17 juillet, la réunion du groupe fut consacrée toute la journée à la discussion d'un plan de travail pour 1949-1950, à partir de l'idée de l'élaboration d'un programme comme axe principal de ce travail.

On se souvient que la réunion du 10 avril, au cours de laquelle le groupe a adopté sa position actuelle sur le problème du Parti révolutionnaire et de sa construction (1) avait fixé comme tâche essentielle du groupe sur le plan politique la définition et l'élaboration d'un programme politique. La réunion du 17 juillet était destinée à concrétiser cette tâche et à la lier à l'ensemble de nos activités par un plan de travail rationnel.

Le rapport des camarades Guillaume et Chaulieu, qui servit de base à la discussion, montrait d'abord la liaison immédiate qui existe entre la tâche de construction d'une organisation révolutionnaire et celle de l'élaboration d'un programme. Le programme révolutionnaire est l'expression sur le plan universel des objectifs historiques du prolétariat et des moyens qui conduisent à la réalisation de ces objectifs. En définissant son programme, l'organisation révolutionnaire se définit elle-même et se donne un moyen tranchant de concrétiser son idéologie aux yeux de l'avant-garde et de se délimiter clairement par rapport aux courants opportunistes ou confusionnistes qui existent dans la classe. Dans ce sens, et au même titre que le parti révolutionnaire, le programme est une nécessité permanente pour la lutte de classes.

A la question si les conditions actuellement existent pour l'élaboration d'un programme révolutionnaire, on ne peut répondre que par l'affirmative. Toute l'expérience objective de la bureaucratisation de la société et du mouvement ouvrier est là depuis trente ans et attend d'être correctement formulée et systématisée. Ce serait revenir à des positions que nous avons formellement condamnées lorsque nous avons discuté la question du parti que d'adopter, sur ce problème crucial, des positions attentistes face à la « spontanéité » de la classe, et de croire que celle-ci, dans son ensemble ou par des organismes partiels de lutte, créera des positions programmatiques que nous n'aurons qu'à adopter. Non seulement l'évolution idéologique de la classe est fonction d'un interaction constante entre celle-ci et l'avant-garde organisée, mais encore celle-là n'arrive à des positions programmatiques révolutionnaires d'ensemble — qui, d'ailleurs, ne sont ni systématisées, ni théorisées — que lors même de la phase révolutionnaire ; mais jusqu'alors, l'organisation révolutionnaire ne peut pas exister sans positions programmatiques, car celles-là seules sont la garantie de son homogénéité et de sa stabilité politique. S'il n'y avait que « l'expérience concrète » de la

(1) Voir *Socialisme ou Barbarie*, N° 2, pp. 94-107.

classe qui pouvait définir un programme, alors ce programme ne pourrait jamais exister, car le parti vivrait toujours entre une expérience révolue, nécessairement dépassée, et une expérience à venir inconnue et inutilisable. Mais le parti est précisément l'organisme qui peut, de l'expérience du passé, dégager les tendances de l'avenir et qui, sur ce point aussi, constitue une anticipation historique indispensable. En définitive, exactement les mêmes raisons qui nous font définir la période allant d'ici la guerre comme la période de la construction de l'organisation révolutionnaire, nous permettent d'affirmer la possibilité d'élaborer le programme de la révolution, car, sans cette élaboration, il est inutile de parler de construction du parti.

Il serait vain de discuter dès maintenant sur le degré de concrétisation auquel nous pourrons arriver lors de cette élaboration. Il y a des problèmes — concernant essentiellement les objectifs de la révolution — auxquels notre élaboration théorique et l'expérience déjà existante du mouvement nous permettent de répondre avec une grande précision, et d'autres — spécialement des questions de formes d'organisation — pour lesquelles l'expérience vivante des luttes à venir sera un élément de réponse indispensable. Mais la délimitation des unes et des autres ne pourra se faire qu'au cours même de cette élaboration.

La place ne nous permet pas de reproduire ici la discussion qui suivit et qui a abouti à l'accord de presque tous les camarades présents sur les conceptions défendues dans le rapport.

Voici le schéma général qui fut adopté comme base des travaux autour de la question du programme :

— La conception de ce qu'est un programme révolutionnaire.

— Une introduction historique et critique (les principaux programmes révolutionnaires — leur liaison avec l'époque pendant laquelle ils furent formulés — leur contenu comme expression des problèmes que se posait le mouvement révolutionnaire à l'époque donnée — valeur actuelle de leur contenu).

— L'analyse objective de la société moderne et du prolétariat.

— Le programme de la révolution socialiste, ou programme du pouvoir ouvrier. En opposition avec les programmes classiques du passé qui, sur ce point, se limitaient à quelques généralités, nous devons aujourd'hui aborder d'une façon beaucoup plus concrète et détaillée la question des mesures mondamentales du pouvoir ouvrier et des bases de fonctionnement de la dictature du prolétariat. Ceci non seulement parce que l'expérience nous permet aujourd'hui d'aller beaucoup plus loin dans ce chapitre, mais surtout parce que l'idée du socialisme est devenue source de mystifications qu'il nous est indispensable de dissiper. L'élaboration de ce chapitre comprend surtout les points suivants :

a) L'économie socialiste :

La gestion de la production, à l'échelle de l'usine, à l'échelle centrale. La gestion de la production agricole.

La répartition, comprenant la question de la rémunération du travail, la question du rythme du travail et la question de la diminution du temps de travail.

Le rythme de l'accumulation, c'est-à-dire le rapport entre production de moyens de production et production de moyens de consommation sous l'angle des intérêts du prolétariat et de la construction de la société communiste.

b) La dictature du prolétariat :

Le pouvoir soviétique — centralisation et décentralisation — l'armement du prolétariat — la participation des couches non prolétariennes à la vie politique — rapports de la dictature et de la démocratie.

c) La culture socialiste :

Bien que ce soit là le point sur lequel l'anticipation sur l'évolution concrète de l'histoire soit le moins possible, il est nécessaire de tracer le cadre général dans lequel pourront trouver leur solution des problèmes fondamentaux pour la vie économique et politique de la société prolétarienne, comme le problème de la famille et de l'enfance, le problème de l'éducation et celui de la confrontation des différents courants idéologiques.

— Le programme de la lutte révolutionnaire :

Classe, avant-garde et parti révolutionnaire.

Lutte immédiate et lutte révolutionnaire (problème des rapports entre la lutte quotidienne des masses contre l'exploitation et la lutte pour le pouvoir ouvrier).

Les revendicaions économiques :

La question des salaires (niveau et formes de salaire).

Le rythme de la production.

Le chômage.

Les formes d'organisation pour les luttes « revendicatives » :

Syndicats. Comités autonomes.

Les revendications « gestionnaires » — comités d'entreprises, etc.

La question de l'Etat, évolution et caractère de l'Etat moderne.

Les revendications politiques. Les « droits démocratiques ». Le parlementarisme.

La question du Front Unique.

Le problème agraire. Evolution et rôle de la paysannerie, les revendications agraires.

La question nationale et coloniale.

Les mots d'ordre de transition :

L'armement du prolétariat.

Le contrôle ouvrier.

Le gouvernement des comités.

La procédure qui va être suivie comprend trois étapes :

a) Rédaction d'un projet provisoire pour l'ensemble du programme. La discussion de ce projet commencera au courant du mois d'octobre.

b) Le travail détaillé et approfondi sur tous les points particuliers mentionnés dans le schéma (travail qui peut amener à modifier ou à rejeter les conclusions du projet provisoire). Les résultats de ce travail seront publiés au fur et à mesure. On a choisi les points suivants comme premiers sujets de travail:

1. L'économie socialiste.
?. Syndicats et comités autonomes.
3. Classe, avant-garde et parti révolutionnaire.
4. L'armement du prolétariat.
5. Les revendications économiques.
6. La question nationale et coloniale.

c) Ce n'est qu'après la fin de cette étude, point par point, que l'on pourra passer à l'élaboration de l'ensemble du programme définitif.

Voici, d'autre part, le plan de travail qui fut adopté pour les neuf mois allant d'octobre 1949 à juillet 1950.

Cette planification de notre travail repose sur des conditions préalables :

sans celles-ci, toute planification est impossible et utopique. Ces conditions sont :

1° Un temps minimum que chaque militant consacre au travail du groupe. Nous avons considéré, en tenant compte des facteurs essentiels, que chaque militant devait, en l'occurrence, donner dans l'ensemble au groupe environ l'équivalent de quatre soirées par semaine.

2° Des ressources matérielles suffisantes ; cela signifie un équilibre entre les ressources et les besoins à satisfaire.

3° Une organisation rationnelle du travail et la création d'un appareil matériel et organisationnel.

En plus de ces conditions matérielles, il y a évidemment les conditions de fond qui sont la qualité du travail que les militants offrent au groupe et le contenu politique de ce travail.

I. — Réunions du groupe.

Ces réunions devront se tenir une fois par semaine. Leur contenu sera alternativement : une réunion d'éducation, une réunion politique.

1. Les réunions d'éducation :

a) Une fois tous les deux mois au minimum, elles devront avoir comme objet la discussion et l'approfondissement du contenu de la Revue. Ceci signifie cinq réunions de ce genre pour la période de neuf mois.

b) Les autres quinze réunions devront être consacrées à une série d'exposés éducatifs.

Le sujet de ces exposés pour l'année en cours sera l'œuvre de Lénine. Chaque exposé concernera une période délimitée de l'histoire du mouvement ouvrier en Russie ou un problème spécifique et partira de l'analyse des écrits de Lénine pendant cette période ou concernant ce problème. Le programme résumé de la série des exposés sera donné au prochain numéro. La tâche de rapporteur sera non seulement de donner le contenu essentiel des textes, mais de rapporter ce contenu à l'époque concrète dans laquelle s'est développé le léninisme, de rendre compte de l'évolution du problème survenue depuis, d'examiner la portée et la signification des réponses que le léninisme a données, la mesure dans laquelle ces réponses exprimaient une situation sociale et historique spécifique et la mesure dans laquelle elles restent valables. Il est supposé que les camarades participant à ces réunions feront aussi de leur côté un effort, ne serait-ce que partiel, d'étude des ouvrages en question, et que de cette manière une discussion féconde pourra avoir lieu.

Ces réunions se tiendront à la Mutualité et seront ouvertes à tous les camarades qui s'y intéressent.

2. Les réunions politiques courantes auront comme sujet, alternativement ou cumulativement : la discussion de la situation courante, les points de programme au fur et à mesure qu'ils viennent en discussion, nos rapports avec d'autres courants.

3. Au début des réunions hebdomadaires, il faudra consacrer 45 minutes pour l'expédition des questions pratiques courantes.

II. — Réunions publiques.

a) Les réunions des lecteurs sont à maintenir au rythme prévu (une après chaque numéro). Leur contenu doit être à nouveau étudié.

b) La possibilité d'un cercle ouvrier, même très limité à Puteaux ou ailleurs est à étudier, en fonction du développement de notre influence.

c) Dans la mesure où des camarades sympathisants ou militants du groupe en sentiront le besoin, un groupe d'études devra fonctionner une fois tous les quinze jours.

III. — Les brochures.

Etant donné le caractère relativement « difficile » de la Revue, qui ne

doit pas changer sous ce rapport, nous avons besoin d'un matériel de propagande et de vulgarisation que la Revue ne constitue pas et ne peut pas constituer. Ce rôle ne peut être rempli que par des brochures extrêmement simples, devant être comprises par des gens qui ont un minimum d'éducation, et courtes.

Ces brochures de propagande et d'éducation devront paraître au rythme d'une tous les deux ou trois mois et avoir au maximum 64 pages.

Les premiers sujets de ces brochures seront :

L'ouvrier dans le régime bureaucratique.

Qu'est-ce que la Russie ?

Les syndicats à notre époque.

L'économie socialiste.

L'exploitation capitaliste.

Russie et Amérique.

La guerre et les ouvriers.

Le parti prolétarien.

IV. — La Revue.

Le rythme de la Revue doit être maintenu bimestriel, avec la perspective de passer au printemps 1950 à un rythme mensuel, si cela s'avère possible du point de vue des finances, de la rédaction et de la diffusion.

Le contenu de la Revue, non seulement doit être constamment politisé — il est par exemple inouï que dans les trois premiers numéros il n'y a presque rien sur la lutte des classes en France — mais il faut qu'il reflète à la fois notre travail sur le programme — évidemment sous une forme appropriée — et la vie concrète du groupe.

V. — L'organisation des liaisons.

Ce secteur doit être organisé collectivement et l'activité dans cette direction doit se trouver sous le contrôle du groupe, contrôle s'exerçant aussi bien sur le plan organisationnel que sur le plan politique. Dans le temps des militants, le temps nécessaire pour l'accomplissement sérieux de ce travail doit être prévu.

VI. — Comité responsable.

Une réunion hebdomadaire à jour fixe doit être définie et le travail interne du C. R., aussi bien organisationnel que politique, doit être également planifié.

VII. — Les contacts avec d'autres groupes.

Enfin, le plan doit prévoir un temps nécessaire pour la préparation des réunions avec d'autres groupes et pour ces réunions elles-mêmes.

En résumé, nous devons nous fixer les objectifs pour l'ensemble de l'année à venir et élaborer déjà un calendrier pour le premier trimestre, allant jusqu'à décembre. Cette planification et ce calendrier, faut-il le répéter, ne sont pas des plans rigides devant être exécutés à une seconde près, mais des normes que nous pourrons et devrons revoir au fur et à mesure que leur réalisation et l'évolution de la situation nous donnera davantage d'éléments d'appréciation.

Cette planification ne promet pas des miracles et ne peut pas en donner. Elle n'est qu'une forme pour coordonner une activité collective, pour la mettre en face de ces objectifs, pour résoudre la contradiction entre nos tâches infinies et nos forces limitées par l'ordination des objectifs, leur enchaînement logique, leur choix adéquat et l'élargissement de nos propres forces. Dans ce sens, elle ne résout rien par elle-même et sa signification sera ce que nous en ferons.

LA SITUATION INTERNATIONALE

VUE D'ENSEMBLE SUR LES EVENEMENTS

Le troisième trimestre de 1949 aura vu naître les traits caractéristiques de cette deuxième phase de l'entre-deux guerres actuel. Quatre données essentielles de la situation qui résulta de la deuxième guerre mondiale sont maintenant liquidées : les guerres civiles en Chine et en Grèce, le « problème » allemand, le monopole américain sur les armes atomiques. Parallèlement, le processus de subordination des capitalismes occidentaux à Washington est entré dans une phase d'accélération, déterminée par la nouvelle crise de l'économie européenne et exprimée aussi bien sur le plan économique que sur le plan politico-militaire.

Sur le plan de la lutte de classe, après les trois mouvements antibureaucratiques du début de l'état (grève Ford, grève des cheminots de Berlin et des cheminots anglais), il s'ouvre maintenant une période de luttes revendicatives plus larges dont on observe déjà les débuts.

Rapidement ratifié par les pays occidentaux, qui ont ainsi fait un nouveau pas important dans la voie de leur soumission à l'impérialisme américain, le Pacte Atlantique a été voté en définitve par le Congrès américain à une très forte majorité (82 voix contre 13). Les crédits destinés à l'aide militaire de ces pays sont en effets accordés par les U.S.A. aux conditions explicites que voici :

1° Les pays bénéficiant du pacte d'assistance militaire devront limiter l'emploi du matériel fourni à la défense des points géographiques convenus et aucun transfert de matériel ne pourra se faire sans l'autorisation des U.S.A.;

2° Le Président des Etats-Unis se réserve le droit de mettre fin à l'aide militaire à n'importe quel moment;

3° L'octroi de crédits militaires aux pays européens est subordonné à la reconnaissance par ceux-ci de la priorité des conceptions stratégiques des U.S.A.

Ces clauses, absolument inédites dans l'histoire diplomatique et militaire des relations entre « Etats souverains », confèrent visiblement au commandement américain des possibilités d'un contrôle quasi total de l'équipement et de l'organisation militaires des pays « alliés ».

La question allemande, en suspens depuis quatre ans, peut être

maintenant considérée comme close, du point de vue de la diplomatie impérialiste. L'impossibilité d'arriver à n'importe quel genre de compromis entre Russes et Américains a été consacrée par la constitution, à quelques semaines d'intervalle, d'un « Etat démocratique » allemand de l'Ouest et d'un autre « Etat démocratique » allemand de l'Est.

Chacun des despotes a opéré avec son style propre. En Allemagne américaine des élections « libres » donnèrent une majorité confortable à la coalition chrétienne-libérale, laquelle désigna le nouveau président de la République Allemande et se partagea les fauteuils ministériels. En Allemagne russe, le « Conseil du peuple », assemblée de fantoches dominés par les agents du Commandement militaire russe et par le parti stalinien (S.E.D.), décida à la hâte la création d'un gouvernement « démocratique populaire », dans lequel selon l'élégante périphrase stalinienne « la classe ouvrière et son parti communiste », c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne et son Guépéou, jouent le rôle déterminant.

On aurait tort de sous-estimer la portée de ces événements, malgré leur apparence d'opérette. Sur le plan international, d'abord, ce partage de l'Allemagne consacre le cloisonnement des deux blocs en lutte dans leurs zones respectives, cloisonnement qui résulte à la fois de l'impossibilité de tout compromis sur des points vitaux et de la non-maturité du processus menant à la guerre. De même que le retrait complet des Américains en Chine et des Russes en Grèce, le partage tacite de l'Allemagne démontre qu'aussi bien la paix que la guerre sont actuellement impossibles. Du point de vue de l'Allemagne elle-même, la bourgeoisie allemande, maintenant inféodée au capital américain, reprend une partie de son importance dans la politique européenne ; mais cette importance ne lui vient plus de sa force propre, mais de sa position comme le vassal le plus besogneux et par là même le plus fidèle des Etats-Unis en Europe. En Allemagne orientale, la création d'une nouvelle « démocratie populaire » offre un nouvel exemple stupéfiant de création ex nihilo, *dans l'espace de quelques années, d'une bureaucratie dominant tous les aspects de la vie économique, politique et sociale. D'un autre côté, le caractère industriel avancé de l'Allemagne orientale (dont le potentiel industriel représente en gros le tiers de celui de l'Allemagne occidentale) en font un point d'appui substantiel pour l'économie de l'Europe orientale — point d'appui qui n'était exploité jusqu'ici que d'une manière relativement incomplète.*

La liquidation virtuelle de la guerre civile en Grèce, après les dernières batailles de Vitsi et de Grammos, ne signifie pas, tant s'en faut, une « pacification », même apparente des Balkans. Si la tentative de pénétration de la bureaucratie stalinienne dans la zone occidentale par le moyen des partisans grecs a en définitive échoué, elle cède la place à une tentative analogue de l'impérialisme américain, visant à pénétrer dans la zone russe par l'utilisation du conflit russo-yougoslave.

Le mouvement des partisans staliniens en Grèce était depuis longtemps sur la pente du déclin. Ayant perdu toute emprise sur les masses populaires — que la bestialité inimaginable du Gouvernement d'Athènes n'empêchait pas de constater qu'un terrorisme tout aussi réactionnaire était exercé par les chefs partisans staliniens et que ceux-ci étaient des instruments dociles de la politique étrangère russe — décimé par la liquidation de Markos et de sa fraction, suspects de sympathies pro-titistes, ayant à faire face au poids de l'intervention militaire américaine, mis en quarantaine par Tito, il était depuis longtemps réduit à l'expression la plus sommaire de ce qui était son essence : un détachement militaire à la solde de la Russie, exerçant des missions de sabotage en pays ennemi. Perdant de plus en plus les quelques attaches qu'il pouvait avoir dans le pays, son existence

n'était fondée que sur l'aide matérielle constante qu'il devait recevoir de l'étranger et sur la possibilité de se retirer à ses bases après tout échec tant soit peu important. La rupture de Tito avec le Kominform le priva de son appui principal et même de tout appui important, étant donné que la configuration géographique de la frontière gréco-bulgare ne permet pas à la Bulgarie de jouer le rôle de base de retraite pour un mouvement de ce genre en Grèce (les passages de frontière de la Bulgarie vers la Grèce donnent sur la plaine, ce qui rend les mouvements de groupes de partisans impossibles et le potentiel infime de l'Albanie, comme aussi son isolement, lui interdisant d'être autre chose qu'un refuge.

Il devenait évident que pour les Russes le jeu n'en valait plus la chandelle. Les possibilités d'utiiser les débris de l' « armée démocratique » de Zachariadis pour mettre en scène une « révolte spontanée des populations » en Yougoslavie étaient pratiquement nulles. Il a donc fallu, après les derniers revers de Vitsi et de Grammos, évacuer ce qui restait en Albanie, et faire faire aux gouvernements de Tirana et de Sofia des déclarations de neutralité.

En effet, la clique militariste d'Athènes, enhardie par ses « succès », menaçait l'univers d'une promenade à travers l'Albanie. Il devenait urgent de couper court à cette situation, qui risquait d'entraîner des complications autrement plus vastes. Les déclarations « pacifiques » albano-budgares furent donc suivies d'ouvertures semi-officielles en direction des Américains, en vue d'arriver à un « accord à quatre » sur la question grecque. Ainsi, la brusque liquidation du mouvement des partisans en Grèce pourra être camouflée, aux yeux de la base des partis communistes, par les quelques « concessions démocratiques » que pourra faire le gouvernement d'Athènes et qui bien entendu, ne seront réalisées que lorsqu'il plaira à celui-ci.

La liquidation de la guerre civile en Grèce n'a pas été le seul coup porté à la position russe dans les Balkans. ni même le coup le plus puissant. La démonstration de la capacité de résistance du régime titiste en Yougoslavie, malgré la formidable campagne politique et propagandiste engagée contre lui, malgré la violation des traités, la rupture des relations commerciales, les menaces et les démonstrations militaires qui se déroulent sur cinq des sept frontières yougoslaves a été un échec beaucoup plus rude pour la politique moscovite. Après quelques vagues sondages, la Russie a dû renoncer à l'idée d'organiser un maquis anti-titiste, pour lequel aucune base dans le pays n'existait et qui se heurterait dès ses premiers pas à une armée formée elle-même dans le maquis et à une police qui ne le cède au Guépéou que par la quantité, mais nullement par la qualité. Incapable d'atteindre actuellement le régime titiste sur le plan matériel, le Kremlin fut obligé de limiter sa lutte contre Tito au plan idéologique ; comme toutes les questions idéologiques se réduisent pour le stalinisme en dernière analyse à des questions de complots policiers, ce fut au procès Rajk, hâtivement organisé, que fut offerte aux militants staliniens éblouis la preuve de la trahison de Tito, dont la collusion avec la Gestapo, les services secrets américains, les agents de Charlemagne et la police politique de Nabuchodonosor éclata ainsi au grand jour.

La place nous manque pour analyser le procès de Rajk comme il le mérite. On ne peut cependant omettre de souligner qu'au même titre que l'affaire Tito, ce procès peut faire réfléchir la jeune génération stalinienne beaucoup plus que ne le désireraient ses metteurs en scène. Non seulement Vychinsky, le stupide bâcleur des procès de Moscou, fait figure de super-Sherlock Holmes devant les gâcheurs de Budapest, non seulement la lente et longue préparation morale des procès de Moscou par des calomnies répandues pendant dix ans est ici remplacée par l'ahurissante et momentanée transformation des Ministres de l'Intérieur en espions de l'étranger et des chefs géniaux en mouchards vils et peu exigeants, mais la bureaucratie arrive à se sentir obligée à des explications : voie dangereuse, qui mène à la monumentale gaffe de Courtade, avouant dans l'« Humanité » que les ministres de l'Inté-

rieur dans les pays staliniséset les chefs des partis communistes sont incontrôlés et incontrôlables.

Quant à Rajk lui-même, transformé si rapidement de chef de bourreaux en dernière des victimes il ne se trouvera personne pour regretter son sort, en tout cas pas les travailleurs hongrois.

Dirigé apparemment surtout contre Tito, le procès Rajk était en fait destiné à offrir la couverture policière pour une épuration massive dans les pays satellites, épuration qui est en train de s'amplifier et de s'approfondir : suivant ici aussi les traces de son aînée russe, la bureaucratie des pays satellites traverse sa première grande purge après son accession au pouvoir. L'objectif essentiel de l'épuration est de briser définitivement l'aile « nationaliste » de la bureaucratie locale au profit de son aile « internationaliste », c'est-à-dire complètement soumise à Moscou, et de rendre matériellement impossible ce qui n'était pas théoriquement exclu il y a dix-huit mois, c'est-à-dire une expansion du titisme dans les pays satellites.

Peu de gens semblent apprécier à sa juste valeur l'énorme signification de la conquête fulgurante de la Chine par le stalinisme. La bourgeoisie essaie de se consoler en s'illusionnant — étrange aveuglement, signe infaillible du déclin historique d'une classe — sur l'éternelle « âme de la Chine » qui neutralisera le communisme, sans doute de la même manière que les dragons avalent la lune, ou sur le prétendu « titisme » de Mao-Tsé-Tung, titisme qui n'existe jusqu'ici que dans la tête excitée et trop savante des journalistes de « Combat ». Les trotskistes poussent le délire jusqu'à proclamer que maintenant s'ouvre la troisième et la plus glorieuse des révolutions chinoises (!) révolution qu'ils accusent Mao-Tsé-Tung de trahir en... collaborant avec la bourgeoisie.

Cependant on voit se dérouler en Chine le film désormais classique de l'installation de la bureaucratie au pouvoir. Pendant toute une première période, le stalinisme affirme ses ambitions démocratique, offre sa collaboration à la bourgeoisie, veut rassurer le capital local et étranger. Seuls seront châtiés les « traîtres » (on découvrira plus tard que la définition de la trahison est la résistance à la bureaucratie). Un gouvernement est formé, dans lequel les communistes n'ont pas forcément la majorité. Cependant les représentants des autres partis dans ce gouvernement sont des membres des fractions staliniennes de ces partis. Pendant toute cette période, toutes les concessions sont possibles, sauf une : la possession et l'usage de la force réelle (armes, police. Ministère de l'intérieur, organisations de masse) sont le monopole du parti communiste. Lorsque le moment est venu, le masque est jeté et, avec ou sans coup spectaculaire, l'Etat prend le visage de ce qu'il était depuis longtemps : la dictature exclusive de la bureaucratie.

Le scénario n'en est qu'à ses débus en Chine ; mais la suite ne tardera pas. Sans doute, il se trouvera des « marxistes » pour découvrir tel sous-secrétaire d'Etat qui n'affiche pas sa carte du P.C. et par conséquent est l'incarnation de la domination persistante de la bourgeoisie en Chine ; sans doute, la nationalisation de l'industrie ne se fera que par étapes ; et la « collectivisation » de l'agriculture attendra quelques années — ce qui prouvera encore une fois que les P.C. au pouvoir « collaborent avec la bourgeoisie » ; mais un jour ou l'autre on découvrira que rien ne sépare plus la structure de la Chine de celle de la Russie, et l'on proclamera la Chine « Etat ouvrier dégénéré ».

En réalité, le saut imposé à cinq cent millions d'hommes de la barbarie médiévale à la barbarie moderne est gros de conséquences historiques. Non seulement la conquête désormais définitive et irrévocable de la Chine par la bureaucratie stalinienne tendra à modifier à la longue le rapport de forces mondial à son avantage et au détriment du capitalisme américain, mais aussi, par l'industrialisation de cet immense pays et la prolétarisation de sa population, elle amplifiera d'une manière inouïe les bases objectives et subjectives de la révolution mondiale.

LES REPERCUSSIONS DE L'EXPLOSION ATOMIQUE RUSSE

Le gouvernement américain a décidément un goût de la publicité aussi développé que celui de la bureaucratie stalinienne pour le secret.

M. Truman a éprouvé le besoin d'annoncer spectaculairement au monde que la Russie avait percé le secret atomique. Nous ne chercherons pas à expliquer les raisons, en définitive secondaires, pour lesquelles on a attendu deux mois pour lancer cette information sensationnelle. Nous remarquerons simplement que ce communiqué a été moins grandiloquent que l'annonce faite après Hiroshima. Il n'est plus question d'avoir arraché au soleil lui-même sa propre puissance.

Il y a pourtant une logique dans cette déclaration, dont la sécheresse même cache mal l'embarras. Il fallait qu'elle fut faite et nous allons voir pourquoi. Mais cela nécessite un bref historique de ces quatre premières années de « l'ère atomique ».

On ignore habituellement en Europe l'histoire réelle et la signification politique de l'assassinat froidement calculé de 120.000 civils japonais (1). On ignore aussi l'exploitation propagandiste effrénée que l'on a fait en Amérique depuis quatre ans du monopole de la bombe atomique.

Un accord secret de la conférence de Postdam stipulait que la Russie rentrerait en guerre contre le Japon six mois après la défaite de l'Allemagne. Mais Staline, sentant que le temps pressait, avait finalement décidé de réduire ce délai à trois mois. La date fatidique de l'offensive russe tombait ainsi le 8 août 1945. Or la première bombe atomique fut lancée le 6 août et la seconde le 9 août. Le Japon capitulait sans condition le 14. Non seulement la très puissante offensive russe qui dura jusqu'au 24 contre une armée japonaise forte de 600.000 hommes bien armés et fortifiés passa entièrement inaperçue, mais encore, contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, les Américains ont pu faire du Japon un de leurs fiefs les plus incontestés et dont Mac Arthur est le véritable empereur.

L'opération n'a été réussie que de justesse : ce n'est en effet que le 16 juillet, à New Mexico, que la première bombe expérimentale a révélé aux savants la magnitude des forces qu'ils avaient libérées. Avec quelle hâte n'a-t-il pas fallu expédier les deux bombes existantes dans le Pacifique pour qu'elles aient été utilisées respectivement 21 et 24 jours après. Il ne faudrait pas croire cependant qu'il ne se soit agit que d'une simple occasion que l'on aurait saisie au vol, pour ainsi dire au dernier moment. On est bien en présence d'un acte politique longuement prémédité. On possède à cet égard le témoignage irréfutable d'un des atomistes américains auteurs de la bombe qui déclare : « Je peux témoigner personnellement qu'une date proche du 10 août nous était donnée comme une mystérieuse date ultime que, nous à qui revenait la tâche technique de préparer la bombe, avions à respecter à n'importe quel prix, en risque, en argent ou en logique de mise au point. » (Philip Morrisson, « Bulletin of Atomic Scientists », p. 40, février 1949.)

Puisque l'opération a été aussi bien préméditée, on peut penser aussi que rien n'a été négligé pour lui donner un caractère hautement spectaculaire. Bien que Truman ait affirmé que Hiroshima ait été choisi à cause de son utilisation par les Japonais comme base

(1) Chiffres officiels certainement inférieurs à la réalité.

militaire : « pour éviter autant que possible de tuer des civils » (2), *la publication officielle connue sous le nom « Rapport d'Enquête sur les Bombardements » affirme froidement que : « Hiroshima et Nagasaki ont été choisies comme cibles à cause de leur densité d'activité et de population ». On voit que les premiers cobayes atomiques n'ont pas été les cochons de Bikini, grotesquement affublés d'uniformes militaires. Non, on avait besoin d'un vrai massacre, qui ne soit pas pour du jeu.*

Il est vrai qu'avant le raid on avait lancé une menace générale et très vague, par tracts et par radio, invitant la population à évacuer les villes. Sans parler de ce que cette recommandation peut avoir de fallacieux, on comprendra toute l'hypocrisie qu'elle comportait lorsque l'on saura que trente-cinq villes avaient été spécifiquement prévenues qu'elles étaient exposées à une attaque et que ni Hiroshima ni Nagasaki étaient sur cette liste (2).

Après cela, il est inutile de longuement discuter sur la justification de l'emploi des bombes par la nécessité de raccourcir « de six mois » la guerre et par l'économie ainsi faite « d'un million d'hommes » (3). *Non seulement les enquêtes officielles américaines faites après la guerre par le « Comité d'Enquête Américain sur le Résultat des Bombardements » avouent ouvertement que, bien avant le 31 décembre 1945, le Japon se serait rendu, même si on n'avait pas utilisé les bombes atomiques, même si la Russie n'était pas rentrée en guerre, et enfin le couronnement, même si on n'avait pas préparé le projet d'invasion (qui était prévu pour le mois de novembre). Non seulement ces faits détruisent irréfutablement la thèse de l'économie finale en vies humaines, mais encore il est difficile de soutenir que les Américains, ignorant à l'époque la faiblesse japonaise, surestimaient gravement la force du Japon au point de prévoir des sacrifices en homme aussi énormes. En effet, le gouvernement et l'état-major américain n'ignoraient pas que le Japon avait déjà tenté de faire des ouvertures de paix par l'intermédiaire de la Russie.*

Ce petit historique nous fera comprendre que le lancement des bombes atomiques a été à proprement parler le premier acte de la guerre froide contre la Russie. Et ceci à une époque où Staline, tout en attaquant assez violemment les Anglais, essayait de se ménager les Américains à l'égard desquels sa propagande se montrait particulièrement discrète et où il poussait ses avantages, aussi bien en Europe orientale qu'en Europe occidentale, en respectant les apparences du jeu « démocratique » avec la pratique des gouvernements dits de coalition.

Mais s'il est exact de dire que les femmes et les enfants de deux villes japonaises ont été les premières victimes de l'antagonisme américano-russe, il est encore plus vrai de dire que, bien avant les petits cochons de Bikini et bien plus efficacement, ils ont servi à forger le mythe de la supériorité écrasante de l'arme atomique. Or, c'est essentiellement sur ce mythe que reposait jusqu'ici toute la stratégie américaine de « la guerre froide ».

Cette affirmation ne peut paraître osée que pour ceux qui ignorent l'exploitation effrénée du monopole atomique par la propagande américaine, non seulement dans le monde entier, mais avant tout aux U.S.A. On imagine mal la portée que pouvait en avoir des déclarations comme celles de Truman lorsqu'il annonçait : « S'il le faut, nous n'hésiterons pas à nous servir de la bombe atomique », faites dans un pays où, peut-être pour la première fois dans l'His-

---

(2) Rapporté par S. Blackett dan son livre : *Les conséquences militaires et politiques de l'énergie atomique*, p. 150 et auquel d'ailleurs nous avons emprunté l'essentiel de ces faits.

(3) Chiffre proprement astronomique si l'on pense que dans toute la guerre, sur les deux fronts pacifique et atlantique les pertes américaines totales, blessés et disparus compris, se sont élevées à 1.010.000.

toire, la nécessité d'une guerre préventive était une idée ouvertement propagée et passionnément discutée. La bombe atomique était tellement considérée comme une arme quasi-miraculeuse dont il était vraiment absurde de ne pas profiter que l'on en était arrivé au point où pour prouver que les Russes ne la possédaient pas il semblait suffisant de dire : « S'ils l'avaient ils nous auraient déjà attaqué ».

Il n'est pas jusqu'à la Commission de l'Energie Atomique qui ne servait pas de prétexte... pour agiter la menace atomique. Un certain M. Earle, personnalité plus ou moins officielle, n'affirmait-il pas froidement : « Toute nation doit accepter les inspecteurs (prévus par le plan américain de contrôle) ou recevoir des bombes atomiques. » Certains allaient jusqu'à estimer que le refus russe d'accepter le plan américain de contrôle était un motif suffisant pour appliquer aux Russes des sanctions atomiques. Il est vrai que ce fameux plan Baruch pour le contrôle de l'énergie atomique est lui-même entièrement basé sur la thèse suivant laquelle la bombe atomique constitue l'arme enfin trouvée de coercition internationale qui se suffise à elle-même, dont l'efficacité permettrait l'emploi sans entraîner la guerre. C'est là une théorie absurde qui se ramène dans les faits à celle de la guerre préventive, parce qu'une « sanction » atomique contre la Russie — même à l'époque où elle ne possédait pas la bombe — ne pouvait signifier qu'une guerre longue et sanglante et non l'effondrement miraculeux du gouvernement récalcitrant dans le néant, fut-il atomique.

La réalité c'est qu'au lendemain même de la guerre 1939-1945 les Etats-Unis ne possédaient nullement les moyens « politiques » pour mener à bien une « guerre froide », c'est-à-dire une politique d'intimidation exigeant d'assummer continuellement les risques d'une véritable guerre à laquelle ils n'étaient nullement prêts ni socialement ni idéologiquement. Il n'en était évidemment pas de même pour la Russie stalinienne. Certes, cette dernière était matériellement épuisée, mais elle possédait une base idéologique et sociale autrement plus solide, ainsi qu'un régime politique lui assurant un contrôle quasi absolu sur le prolétariat russe et sur la société bureaucratique en général.

La bombe atomique et son monopole ont ainsi constitué l'épine dorsale de la guerre froide américaine. Certes le Plan Marshall d'abord, le Pacte Atlantique ensuite ont étoffé la politique américaine, lui forgeant partiellement une assise politique qu'elle ne possédait pas au départ. Cependant on peut dire que cette progression trouve son origine aux 6 et 9 août 1945, à Hiroshima et Nagasaki, dans le martyre spectaculaire de leurs populations.

Ainsi, comme nous l'avons dit, la déclaration Truman procède d'un mouvement logique : elle sanctionne officiellement la fin d'une étape politique qui, née dans l'éclair fulgurant d'une explosion s'achève dans le tremblottement des sismographes.

Cette image n'est pas dénuée de tout fondement. Le mythe de la toute puissance de la bombe atomique n'a pu réellement avoir un sens que dans la mesure où il se conjuguait avec le monopole américain de la bombe. Du jour où les U.S.A. ont perdu ce monopole deux conclusions se sont imposées avec force. La première c'est que la bombe atomique elle-même se trouve reléguée à la place qui est la sienne et qui a toujours été la sienne : celle d'une arme dont les répercussions stratégiques et tactiques sont profondes, mais qui, loin d'apporter un élément de simplification brutale de la guerre moderne, ne fait que la rendre plus complexe. Avec la perte du monopole les brouillards de l'enthousiasme atomique se dissipent et les Etats-Unis sont obligés de s'orienter dans la voie d'une organisation systématique en vue du prochain conflit.

La seconde c'est que la puissance RELATIVE des U.S.A. dans le monde se trouve brutalement amputée. Cela est vrai dans deux sens.

D'abord parce que, quelque soit l'importance réelle de l'arme atomique, la perte anticipée de son monopole est un coup d'autant plus rude à encaisser que les prévisions les plus pessimistes fixaient pour les Russes la date de 1953 pour la mise au point de la bombe. Or on pouvait escompter que d'ici cette date les progrès techniques réalisés dans les autres secteurs, spécialement ceux afférents aux moyens de transports aériens de cette arme auraient bénéficié d'un progrès tel que la stratégie atomique américaine aurait comporté encore et malgré tout un monopole de fait. C'est-à-dire que seuls les Américains auraient été en mesure de « délivrer » efficacement leur chargement atomique.

Ensuite parce que tout le battage fait sur la prééminance absolue de la bombe atomique se retourne contre ceux qui le font du jour où ils n'en ont plus le monopole. Invinciblement la suprématie militaire évolue des qualités intrinsèques de la bombe aux moyens efficaces de la lancer sur l'objectif voulu et aux moyens de défense contre l'adversaire. C'est ainsi que l'efficacité du système de détection radar ainsi que celle des appareils d'interception passent directement au premier plan.

Ainsi on peut dire que pour la première fois depuis quatre ans le problème réel du rapport de force stratégique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. se trouve placé sur son véritable terrain. On peut à cet égard faire une comparaison. Durant des décades le problème des conquêtes coloniales a été celui de la victoire sur des gens armés de sagaies par des gens armés de fusils rayés à culasse. L'issue finale était inéluctable. Il n'en est plus de même aujourd'hui avec le Viet Nam par exemple. Il est ainsi caractéristique qu'un Vietnamien s'est rendu célèbre par l'invention d'un bazooka nouveau modèle qui donne du fil à retordre aux blindés français. Bref le monopole atomique américain avait créé une situation relativement analogue. Il ne pouvait en résulter qu'une fausse appréciation de l'importance réelle de cette arme.

On peut dire, sans crainte de se tromper, qu'aucun des deux adversaires n'est encore matériellement et stratégiquement préparé pour faire une guerre. La fin de la dernière guerre, plus encore que cela n'a été le cas en 1918, a vu une transformation révolutionnaire profonde dans les armements et les méthodes, non seulement avec la bombe atomique, mais aussi dans le domaine de tous les autres armements. Les risques de conflit durant ces dernières quatre années, même s'ils ont pu parfois être réels, ne reposaient que sur l'équilibre apparent existant entre les trois ou quatre cents divisions russes et le monopole américain de la bombe atomique.

En fait un tel point d'équilibre stratégique des forces en présence ne pourra résulter que de la mise au point d'une nouvelle stratégie découlant des développements révolutionnaires de la fin de cette guerre dans le domaine des armements.

La période qui s'ouvre après la seconde déclaration « atomique » Truman se caractérisera donc par la mise au point systématique d'une stratégie de caractère stable, formant corps de doctrine, et par la mise en œuvre des moyens matériels et humains qui doivent en faire une réalité. Quelle sera exactement pour l'un et l'autre des adversaires cette stratégie ? C'est là une question à laquelle on ne saurait essayer de répondre sans posséder une forte dose de puérilité journalistique. Par contre on peut dire que, plus que jamais, la loi fondamentale des guerres modernes de l'intégration croissantes de tous les moyens matériels et humains et de toutes les techniques redeviendra avec plus de force encore que précédemment le critère suprême de l'efficacité dans le domaine de l'emploi organisé de la violence.

Non seulement dans le domaine spécifiquement militaire des relations entre les diverses armes et services, non seulement dans celui de la production des divers moyens de destruction ainsi que de la prévision planifiée de cette production, non seulement dans celui du rapport planifié aussi, existant entre la sortie en série du matériel mis au point et les recherches de laboratoire ou expérimentales de moyens à venir nouveaux et révolutionnaires, mais encore dans le domaine

du contrôle technico-culturel, militaire, social et politique des forces humaines mises en œuvre, il ne s'agit plus d'établir une « coopération » plus ou moins harmonieuse, mais de parvenir à une véritable intégration au sein de chacun de ces domaines et entre ces domaines au service d'une stratégie une.

Si d'autre part on reconnaît que l'ampleur des moyens modernes a brisé les cadres nationaux on ne peut que constater que l'« égalité » atomique américano-russe ne fait qu'accélérer, ne fait que rendre plus implacable le mouvement de concentration autour des deux grands pôles américain et russe. La guerre moderne directement issue de la mécanisation, de l'industrialisation et de la prolétarisation de la société accentue à son tour les tendances profondes de cette société à la concentration mondiale.

Pour terminer avec un sujet qui déborde très largement le cadre de cet article d'actualité, il convient de régler son compte à l'absurde théorie journalistique du soi-disant complexe d'infériorité des Russes — avant qu'ils aient la bombe — et qui expliquerait leur méfiance et leur agressivité. Le complexe en question ayant perdu une de ces raisons essentielles d'être aujourd'hui, l'explosion russe ouvrirait la porte à un nouvel esprit de coopération ou au moins de compromis.

Tout cela en réalité relève de la fable journalistique. Les Russes n'ont ni sentiment d'infériorité ni désir de coopération. Il pensent plus ou moins à juste titre que le temps travaille pour eux et il est indéniable que les partis communistes et l'idéologie stalinienne constituent des agents extrêmement efficaces à un mouvement international d'intégration autour du bloc russe, au service d'une stratégie unique. Sur ce terrain les U.S.A. sont au contraire très défavorisés. L'affaire chinoise en est la preuve éclatante. Malgré la capitulation anticipée du Japon qui permit de circonscrire la zone russe d'occupation en Chine, les Américains ont déjà perdu une grande partie des avantages que leur manœuvre politique leur avait acquis. Les Russes par contre ont gagné avec l'immense Chine un « recul stratégique » qui pèsera lourdement dans tout conflit à venir.

Il faudra en conséquence que les Etats-Unis passent par une période d'adaptation politique et sociale profonde aux conditions de la guerre moderne. Nous voyons ainsi l'ampleur des problèmes qui sont posés. Etant donné qu'ils découlent des préoccupations qui nous sont constantes et que les lecteurs de cette revue connaissent, ils seront traités par la suite avec l'étendue et le sérieux qu'ils méritent.

DEVALUATION ET VASSALISATION

La preuve de l'impossibilité d'une « stabilisation » du capitalisme occidental et du rétablissement des rapports économiques « normaux » entre l'Europe et l'Amérique a été offerte avec éclat au cours de ces six derniers mois. En même temps, il était à nouveau démontré que chaque nouvelle manifestation de la faillite des capitalismes secondaires était en réalité un pas de plus vers leur vassalisation par l'impérialisme américain.

Nous avions prévu qu'une crise économique aux U.S.A. jetterait par terre l'édifice plus que fragile de la « reconstruction » européenne. Il s'est maintenant démontré que, même sans crise, un simple recul de l'activité économique aux U.S.A. suffisait pour réduire le capitalisme européen aux abois.

Depuis un an, les signes de la « recession » aux Etats-Unis sont visibles. La production industrielle, qui avait atteint son apogée d'après guerre en octobre 1948, n'a cessé de reculer depuis, passant de l'indice 175 (octobre 1948) à l'indice 145 en juillet 1949 (1937 = 100), soit un recul de 17 %. En même temps, le nombre de chômeurs passait de 1.600.000 à 4.100.000 selon les chiffres officiels,

qui sont certainement inférieurs à la réalité. Les importations américaines reculaient de 597 millions de dollars par mois pendant le deuxième semestre 1948 à 565 millions pendant le premier semestre 1949.

Le résultat direct de cette fluctuation — après tout bénigne — de l'activité économique américaine a été une diminution de 60 millions de dollars dans les exportations européennes vers les U.S.A. pendant le second trimestre 1949, ce qui correspond à une diminution annuelle de 240 millions de dollars ; le rapport Marjolin-Snoy estime cette diminution pour les pays de l'O.E.C.E. et l'ensemble de la zone sterling à 500-600 millions de dollars. Ces chiffres révèlent toute leur importance lorsqu'on pense que l'ensemble des exportations européennes vers les U.S.A. prévues pour 1949 ne dépassaient pas 900 millions de dollars (1). La « recession » américaine se répercute en premier lieu sur les achats de produits européens, presque toujours « non essentiels », et la lutte renforcée sur le marché américain pour l'écoulement de la production trouve ses premières victimes dans les produits étrangers.

Le plus durement touché parmi les pays européens fut l'Angleterre, qui a vu reculer ses exportations globales de 1.900 millions de dollars à 1.790 millions de dollars du premier au second trimestre 1949, ce qui entraine une augmentation de son déficit commercial annuel de l'ordre de 440 millions de dollars ; cette aggravation devient plus grande encore si l'on tient compte du recul des exportations de toute la « zone sterling », dont l'Angleterre est le banquier monétaire. Ce recul continua pendant le troisième trimestre 1949. Une recul analogue s'observa pour les exportations des autres pays européens.

Ainsi, la fragilité de la « reprise » de l'économie européenne devenait manifeste. Plus spécialement, il était démontré qu'en dépit des crédits et de l'aide américaine, en dépit de la grande pénitence imposé au peuple anglais et particulièrement aux classes travailleuses sous la forme du blocage des salaires, le travaillisme n'avait pas pu sortir le capitalisme anglais de la décadence irrémédiable dans laquelle il s'enfonce un peu plus tous les jours.

Les expédients mis en avant par les travaillistes pendant la première phase de cette crise — comme la réduction de 25 % des achats en dollars —, comme moyens de trouver une solution « anglaise » aux difficultés, s'avérèrent complètement inefficaces. Il ne restait plus au « socialiste » Cripps que de prendre encore une fois, avec ou sans corde au cou, le chemin de Washington.

Les Américains, qui attendaient ce moment depuis longtemps, ont rapidement fait connaître leur « point de vue » : dévaluation de la livre et des autres monnaies qui ont un taux de change « irréel », retour au « libre échange » international, investissements libres des capitaux américains dans l'Empire britannique, avec des garanties précises contre les « nationalisations » et la fiscalité. A la seule demande que formulent les Anglais, l'abaissement des tarifs douaniers américains — car les chevaliers yankees du libre échange se protègent chez eux par une muraille de Chine douanière — les Américains répondent par une promesse, insolemment ironique, d'« étudier la question ». En même temps, ils proposent ouvertement de « prendre en charge » les intérêts britanniques en Asie et ailleurs, et tout particulièrement aux Indes et en Malaisie où la lutte anticommuniste et la production de caoutchouc les intéressent singulièrement. En même temps, on fait savoir aux Français, cavalièrement laissés à la porte de la Conférence de Washington, que s'ils veulent participer à la « Commission mixte

(1) Les exportations américaines vers l'Europe pour 1949 devant être environ de 4,6 milliards de dollars, le déficit prévu de l'Europe vis-à-vis des U.S.A. s'élevait ainsi à 3,7 milliards de dollars. Il sera évidemment aggravé par le recul des exportations.

permanente » américano-anglo-canadienne, ils doivent autoriser, plus largement que jusqu'ici, les investissements de capitaux américains sur leurs territoires et ceux de leurs colonies.

Ainsi, la crise européenne donne l'occasion à l'impérialisme yankee de faire un grand pas en avant dans la réalisation de son objectif : la vassalisation plus complète des capitalismes secondaires par la pénétration du capital américain dans les colonies et les métropoles européennes. Dans ce sens, les exigences américaines relatives aux investissements sont claires comme le jour et ne demandent pas une analyse spéciale. En ce qui concerne la politique du « libre échange » et de la dévaluation, il faut comprendre que leur but à long terme — malgré certaines difficultés secondaires que la dévaluation pourrait créer à l'écoulement de la production américaine — est d'abolir les barrières autarciques et de rendre ainsi absolument libre l'expansion du capital américain dans le monde occidental.

On connait les faits. Obligés de dévaluer, les Britanniques entraînent dans la dévaluation de la livre une trentaine d'autres monnaies. Quels seront les effets de ces dévaluations du point de vue des économies européennes ?

On dit couramment que la dévaluation peut améliorer la position de la balance commerciale d'un pays, en ce sens qu'elle oblige à vendre davantage et à acheter moins à l'étranger : les produits nationaux deviennent moins chers pour l'acheteur étranger, ceux de l'étranger deviennent plus chers sur le marché national. Ce raisonnement, valable peut-être dans les conditions du XIX^e^ siècle, devient complètement superficiel aujourd'hui.

En effet, pour un pays dont la balance commerciale est déficitaire, la question n'est pas simplement de vendre *davantage, mais de* gagner *davantage en devises étrangères. Par exemple, la livre sterling étant maintenant dévaluée de 30 %, cela signifie que les marchandises, d'une valeur de 1 million de livres, dont la vente aux U.S.A. procurait à l'Angleterre 4 millions de dollars (1 livre = 4 dollars), ne produiront maintenant que 2,8 millions de dollars (1 livre = 2,8 dollars). Pour gagner les mêmes 4 millions, il faudra à la Grande-Bretagne vendre non plus pour 1 million de livres, mais 1.400.000 (+ 44 %). Si donc l'opération doit être rentable, il faudrait vendre encore davantage, c'est-à-dire il faudrait que la baisse du prix des produits anglais pour l'étranger, résultant de la dévaluation, entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la demande de ces produits. L'Angleterre peut-elle, dans la conjoncture économique actuelle, qui est une conjoncture de déflation, de recul de la demande et de l'activité économique, espérer d'augmenter ses exportations de plus de 50 % ? Rien n'est moins vraisemblable. Tout au plus, elle peut espérer de ralentir le recul de ses exportations. Par ailleurs, la politique appliquée par le gouvernement et les capitalistes anglais après la dévaluation montre quelle est, dans leur esprit, la portée de l'opération. Les prix des matières premières exportées par la zone sterling furent augmentés — en général d'environ 15 % —, ce qui semble réduire d'autant les « avantages » de la dévaluation. En réalité, pour les produits pour lesquels la zone sterling a une position de monopole et qui sont « essentiels », pour lesquels on craint par conséquent beaucoup moins un recul de la demande, les prix furent ou seront augmentés, de sorte que, pour ces produits, la dévaluation aura un effet nul, laissant les choses inchangées ; pour les autres, on espère arrêter le recul des exportations et affronter mieux la concurrence allemande et japonaise renaissantes par la baisse de prix qui résulte de la dévaluation.*

En ce qui concerne la soi-disant restriction des importations résultant de la dévaluation, elle ne serait possible que pour les produits pouvant être fabriqués sur place ou pour les produits inessentiels. La liste des uns et des autres est excessivement restreinte sinon nulle,

car les pays européens n'importent que soit des produits alimentaires, soit des matières premières ou de l'équipement — et après s'être assurés qu'ils ne peuvent pas les produire sur place. Depuis vingt ans, les pays européens s'exercent dans l'autarcie, limitant leurs achats à l'étranger au minimum; ce ne sera pas la dévaluation qui pourra faire dans ce sens davantage que les pures et simples interdictions d'importer qui existent partout.

Dans une économie capitaliste libérale, le résultat « positif » de la dévaluation eut été d'éliminer les entreprises qui sont déficitaires du point de vue commerce extérieur (c'est-à-dire qui dépensent plus de devises pour l'achat de leurs matières premières, equipement, etc., qu'elles n'en gagnent par la vente de leur produit), entraînant par là un chômage pour les ouvriers de ces entreprises et ainsi une pression sur l'ensemble des salaires, aboutissant à court terme à la fameuse « réduction du prix de revient » des entreprises qui restent et à long terme à des migrations de population, restaurant ainsi un « équilibre » authentiquement capitaliste. Mais, sous cette forme, cette solution est actuellement impossible, économiquement, socialement et politiquement.

Donc, de ce point de vue, le seul résultat de la dévaluation peut être l'augmentation de certains ou de tous les prix de revient — ce qui réduit d'autant les « avantages » obtenus pour les exportateurs.

Il ne reste encore une fois au capitalisme européen qu'un moyen pour ralentir son agonie : « réduire les prix de revient », c'est-à-dire augmenter l'exploitation de la classe ouvrière en baissant les salaires réels (par la hausse du coût de la vie accompagnée du blocage des salaires) et en essayant d'augmenter la productivité, c'est-à-dire en allongeant la durée du travail et en accélérant le rythme de la production. C'est d'ailleurs là un but que le capitalisme proclame ouvertement ; depuis six mois, aucun personnage officiel, américain ou européen, ne fait de discours sur l'économie européenne sans parler de la « réduction des prix de revient ». Le Daily Telegraph *du 20 septembre a trouvé l'expression véritable pour cette idée : « il faudra travailler davantage et se serrer la ceinture », disait-il ingénument.*

Quelles sont les perspectives de l'économie capitaliste dans le proche avenir ? Comme l'avouait le New-York Herald Tribune *du 27 septembre, la pression déflationniste ne pourra qu'augmenter ; spécialement pour la production américaine, les difficultés de la vente à l'étranger s'accroîtront, la concurrence sur le marché intérieur sera renforcée. Dans la mesure où la stabilité de l'économie américaine est la base de l'activité économique dans le monde occidental, ces résultats se répercuteront plus fortement encore sur le capitalisme européen.*

D'autre part, la lutte entre les pays européens pour accaparer les quelques marchés qui s'intéressent à leurs produits va devenir féroce. Petsche qualifiait déjà le 21 septembre le taux de dévaluation de la livre de « taux de combat ». Les efforts des Français et, dans une moindre mesure, des Anglais visant à obliger les Allemands à dévaluer dans une proportion moindre qu'eux, pour maintenir ainsi les produits allemands à des prix non compétitifs sur les marchés étrangers, sont la première manifestation du tournoi qui commence et qui a déjà montré l'inanité des palabres sur la « coopération économique européenne ».

En revanche, les investissements américains seront grandement facilités, non seulement par les mesures administratives prises en leur faveur, mais par le fait même de la dévaluation qui permet aux capitalistes américains d'investir à meilleur compte, puisque avec la même somme de dollars, ils peuvent acheter plus de biens et de services dans les pays qui ont dévalué. En ce sens, la dévaluation constitue le début de la liquidation du patrimoine traditionnel du capitalisme européen.

Le flux de capitaux américains vers l'Europe et ses colonies peut

ralentir le recul de l'activité économique du monde capitaliste ; il peut procurer aux pays européens des devises qui compensent leur déficit aggravé et décongestionner pour une période le marché américain. Mais, dans la même mesure, la surproduction latente déjà en Europe, ne pourra que s'aggraver, annulant ainsi ces avantages passagers.

Enfin, les dévaluations des monnaies européennes tendront à renforcer quelque peu les échanges intra-européens, dans la mesure où certains produits d'Europe ou des colonies européens deviendront plus avantageux que les produits américains correspondants.

D'un point de vue plus général, la signification des évènements économiques de ces derniers mois est nette : il s'agit d'une nouvelle étape de la lutte entre la concentration étatique « nationale » et la concentration internationale. Les pays capitalistes européens ont essayé de surmonter leur faillite en se barricadant derrière un système d'économie autarcique. L'utopie de cet effort apparaît maintenant en clair. Sous la pression conjuguée des évènements objectifs et de la politique du capital américain cette « autarcie » illusoire — qui s'accompagnait d'un accroissement énorme du rôle économique de l'Etat — est en train de sauter. Ces « unités économiques autonomes », qu'avaient essayé de former les Etats européens, se sont avérées encore une fois non viables. Le capitalisme européen est obligé de faire un pas de plus — et un pas décisif — dans la voie de sa subordination à Wall Street. En même temps que la pénétration du capital américain dans les économies européennes devient plus profonde, et que la concentration internationale s'accélère, l'étatisme en Europe tend à reculer. C'est là tout d'abord une mise en garde contre toute interprétation schématique du processus qui mène vers le capitalisme d'Etat dans le monde occidental. Les investissements américains sont et seront encore des investissements privés et le rôle du « Point 4 » de Truman n'est que de paver la voie au capital privé. La proposition de loi, par exemple, qui concrétise le point 4 de Truman — et qui est actuellement à l'étude devant le Congrès américain — ne prévoit des crédits que « pour l'aide technique » et pour la garantie des investissements américains dans les pays arriérés ; mais ces investissements eux-mêmes seront l'œuvre du capital privé.

Mais il ne faut pas oublier que ces capitaux sont ceux de quelques monopoles eux-mêmes liés de plus d'une manière à l'Etat américain ; il ne faut pas croire non plus que ces investissements seront faits à la manière « anarchique » du capitalisme traditionnel : il s'agira d'une mise en coupe réglée et méthodique des ressources des pays « non-développés » par quelques grandes compagnies, agissant d'une manière concertée et organisée et en liaison avec l'Etat. Plus profondément, il ne faut pas oublier que cette concentration internationale ne fait que poser les bases matérielles qui, lorsque les évènements l'exigeront, rendront possibles la gestion totale de l'Etat américain sur les ressources et les activités du monde occidental.

LES LUTTES REVENDICATIVES

Du point de vue de la classe ouvrière, l'évolution économique se solde par une nouvelle offensive du capital contre le niveau de vie déjà misérabe des travailleurs et par l'accroissement lent mais continu du chômage — et ceci, quel que soit le sort de l'« indépendance nationale » chère aux staliniens. Que l'économie européenne se laisse envahir par le capital américain, ou qu'elle traverse une longue agonie causée par l'asphyxie autarcique, la classe ouvrière devra supporter les frais essentiels de la situation. Aussi, ses réactions ne se font plus attendre. Particulièrement en Angleterre et en France, le problème de la revalorisation des salaires commence à être posé avec acuité, surtout après la dévaluation. Après l'apathie et la dispersion des deux

dernières années les mouvements perdent leur caractère sporadique et commencent à se poser dans les termes d'une revalorisation générale et d'une unification des luttes sur un programme minimum.

Cette réaction collective des ouvriers qui se dessine de plus en plus fermement n'est pas le moindre des soucis de la bourgeoisie européenne. La chute du gouvernement Queuille en France et les difficultés considérables que rencontre la constitution d'un gouvernement de remplacement démontrent clairement que les partis « socialiste » et M.R.P. dont une certaine liaison avec les masses est la base de l'existence sont obligés de compter sérieusement avec ce facteur. Pour la première fois depuis sa constitution « Force ouvrière » a été obligée de prendre une position qui ne soit pas à 100 % une position de mouchard.

Il va sans dire que la bureaucratie stalinienne se met en quatre pour exploiter le mouvement ; il est même impossible de distinguer nettement jusqu'à quel point elle exploite des manifestations existantes et jusqu'à quel point elle en suscite d'autres qui n'existaient que potentiellement. Il est tout aussi évident que pour le stalinisme le mouvement acquiert une valeur particulière pour autant qu'il peut être politisé dans le sens stalinien, c'est-à-dire annexé à la lutte de la bureaucratie contre l'impérialisme américain.

Il s'agit aujourd'hui de faire clairement comprendre à la classe ouvrière ce qu'elle sent indistinctement : il serait aussi démoralisant et catastrophique de laisser triompher le capital dans son nouvel effort d'augmenter l'exploitation, ou de permette aux jaunes « réformistes » d'enliser la question dans les parlottes ministérielles que de permettre à la bureaucratie stalinienne de « politiser » le mouvement dans son sens, en le transformant en sabotage de l'économie sans résultat pour les travailleurs et en agitation pour la « paix » russe, c'est-à-dire pour la domination mondiale de Moscou. En ce sens, non seulement la lutte doit se placer, en ce qui concerne les mots-d'ordre, au seul point de vue des intérêts ouvriers, mais aussi le contrôle de la bureaucratie stalinienne et de toute bureaucratie sur le mouvement doit être résolument combattu. La formation de Comités de lutte, autonomes par rapport à toute bureaucratie politique ou syndicale, sera la première et décisive condition de l'indépendance du mouvement.

Nous ne pouvons pas clore cette vue sur les évènements sans quelques mots sur les luttes ouvrières dans la zone russe et aux Etats-Unis.

En Tchécoslovaquie le 11 septembre, Gottwald au cours de la réunion du Comité central du Syndicat des mineurs a dénoncé la gravité du problème de l'absentéisme systématique des ouvriers mineurs. D'autre part, Zapotocky, premier ministre tchécoslovaque, dans un discours qu'il a prononcé à Prague à la session du Conseil des Syndicats a critiqué sévèrement l'absentéisme, qui, a-t-il dit, a été en 1949 de 37,3 % supérieur à 1947, particulièrement dans l'industrie minière et métallurgique.

De Budapest, on apprend que les responsables du syndicat des travailleurs du bâtiment ont été accusés de sabotage pour « n'avoir pas su s'adapter au nouveau régime et avoir poursuivi la même politique d'augmentation des salaires qui est à la base de l'inadmissible élévation du prix de revient ».

Ces informations, que nous citons au hasard parmi tant d'autres publiées régulièrement dans la presse, montrent que le prolétariat des pays staliniséś non seulement a compris le sens du « socialisme » oriental, mais réagit déjà par le principal moyen qui reste à sa disposition, c'est-à-dire le désintéressement face à la production et à la fuite devant le travail.

Aux Etats-Unis un million de métallos et de mineurs sont en grève. La lutte a pour objet essentiel la question des retraites des ouvriers pour cause de vieillesse, les patrons refusant de payer pour la constitution ou l'élargissement d'un fonds de retraite des salariés et demandant la participation des ouvriers aux frais nécessaires pour ce but. La « Commission de conciliation » gouvernementale avait établi une

proposition transactionnelle, admettant le pricipe de la contribution exclusive des entreprises pour la constitution du fonds de retraites, mais en abaissant le taux de cette contribution. Le refus des patrons d'accepter ces propositions de leur propre Commission a déclenché la grève. Il faut souligner que le principe de la contribution patronale exclusive est supérieur au système de contribution mixte qui prévaut en Europe, mais d'autre part le fait que chaque Caisse des retraites appartient à une entreprise déterminée et que l'ouvrier ne profite de ses avantages que s'il a travaillé pendant des dizaines d'années à la même entreprise lie l'ouvrier à l'usine et renforce sa dépendance vis-à-vis du capital et du syndicat. Le contrat qui a été signé récemment entre la Sociétéé Ford et le Syndicat U.A.W. de ses ouvriers est très instructif sous le rapport. La Société versera 8 3/4 cents par heure de salaire pour la constitution d'un fonds de retraite, qui accordera 100 dollars par mois aux ouvriers qui cessent de travaillier pour cause de vieillesse. Les ouvriers peuvent se retirer à l'âge de 65 ans; ils sont obligés de le faire à 68 ans ; ils peuvent se retirer à 60 ans, avec moins d'avantages, s'ils ont 30 ans de service ! D'autre part, le contrat est valable pour 2 ans et demi ! On comprend qu'après sa signature, Henry Ford II ait déclaré à la presse qu'il était « fort content ».

Il est inutile d'insister sur la poussée qu'une telle réglementation donne à l'essor de la bureaucratie syndicale américaine.

LE TROTSKISME AU SERVICE DU TITISME

L'appel adressé par le Secrétarat de la IV^e^ Internationale aux partis communistes du monde entier pour la défense de la Yougoslavie contre l'U.R.S.S. (1) nous incite à examiner à nouveau le cas du Trotskisme et à faire le point de son évolution.

La position de la IV^e^ Internationale à l'égard du Titisme n'est pas nouvelle; celle-ci avait déjà pris parti pour la Yougoslavie au moment de l'attaque du Kominform dans une « Lettre ouverte au parti yougoslave », où le ridicule le disputait sans cesse à l'odieux. Non seulement le Secrétariat de la IV^e^ prodiguait ses conseils au Comité Central yougoslave pour le meilleur avenir socaliste possible, l'assurant par exemple que le P.C. yougoslave « n'avait rien à craindre » (*sic*) d'un grand développement révolutionnaire, mais encore il cherchait à gagner ses bonnes grâces en « l'informant » de la répression sans merci dont le Trotskisme avait été victime depuis vingt ans de la part de Staline et en tentant ainsi de créer une sorte de complicité dans la persécution. Il faisait ainsi semblant d'oublier que Tito et les membres du C.C. yougoslave avaient participé activement à la répression de tous les oppositionnels et étaient au même titre que ceux du C.C. russe des fusilleurs de l'avant-garde ouvrière. Notre propos n'est pourtant pas de méditer sur la voie qui mène de l'opportunisme à l'avilissement volontaire, mais d'essayer de caractériser l'évolution du Trotskisme à cette occasion.

Le Titisme se trouve être maintenant le point de ralliement de tous les staliniens ou stalinisants qui, soutenant, hier, aujourd'hui et demain, la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et les régimes d'exploitation qu'il incarne, se trouvent cependant gênés par la domination absolue du parti russe. L'apparition des trotskistes dans ce concert de petits dissidents éclaire leur véritable nature. En soutenant le Titisme, les épigones de Trotski sont incapables de montrer en quoi celui-ci est

(1) Publié par *La Vérité*, n° du 15 septembre 1949.

progressif par rapport au régime russe; ils se contentent de s'accrocher à ce mouvement de rébellion sans aucune tentative d'analyse marxiste; ils se glissent au sein même de l'idéologie stalinienne, prenant parti pour une fraction de la bureaucratie contre une autre, dans un débat qui demeure intérieur à un système d'exploitation.

Quelle est en effet la signification véritable du conflit Staline-Tito ? Pour répondre à la question il convient de s'interroger sur la nature des deux régimes aujourd'hui antagonistes, de se demander quelles réalités économiques et politiques s'affrontent dans leur lutte.

Sans anticiper sur l'étude que nous consacrerons prochainement au Titisme et à la Yougoslavie, nous pouvons dire que cette dernière a une structure extrêmement proche de celle de l'U.R.S.S., et que les différences entre les deux régimes ne relèvent que d'une inégalité de développement. Nationalisation de l'industrie, « collectivisation » avancée de l'agriculture, planification, monopole du commerce extérieur; en même temps, exclusion totale du prolétariat de toute gestion ou même de tout contrôle économique et politique; développement foudroyant d'une nouvelle couche sociale non productive qui assume toutes les tâches de direction, oppression policière et prédominance absolue du parti communiste qqi détient au sein de la classe dominante tous les leviers de commande; ces différents caractères se retrouvent identiquement en Yougoslavie comme en U.R.S.S. et dans tous les pays du glacis. Pour comprendre l'antagonisme Tito-Staline il faut d'abord comprendre que les deux pays appartiennent à un même type de système d'exploitation et qu'il s'agit d'un conflit typiquement interbureaucratique.

La tendance du Stalinisme vers la domination absolue des pays de sa zone ne se limite pas sur le plan politique; elle a aussi des buts et des causes proprement économiques, et, en premier lieu, elle est déterminée par l'objectif de l'exploitation de ces pays dans leur ensemble au profit de la bureaucratie russe. Une partie de la plus-value extraite sur place doit être transférée vers la Russie. La bureaucratie locale ne se trouve pas simplement domestiquée complètement sur le plan politique par Moscou; elle est aussi frustrée d'une partie de «sa» plus-value, d'une part du produit de l'exploitation de « ses » ouvriers et paysans. Dans ce sens, rien de plus normal si une fraction du P.C. locaux (Bulgarie : Kostov; Pologne : Gomulka; Hongrie : Rajk) ou l'ensemble de la bureaucratie (Yougoslavie) s'insurgent contre le pouvoir central et veulent garder pour elles seules l'ensemble du gâteau national.

Nous avons là un moment nécessaire et habituel du processus de concentration, qui ne s'est jamais réalisé sans lutte et sans renversements conjoncturels et passagers de la tendance. Mais ce qui importe n'est pas l'existence de pareils conflits interbureaucratiques qui ont existé par le passé et se répéteront infailliblement dans l'avenir, mais la tendance fondamentale de l'économie mondiale, qui tôt ou tard brise les courants centrifuges et confirme sur un niveau toujours plus élevé la victoire de l'instance centrale. En ce sens on peut dire que la lutte du parti yougoslave et du parti russe n'est pas fondamentalement différente de celles qui se sont souvent, au cours de ces dernières vingt années, développées au sein même du régime russe et qui se sont régulièrement terminées par l'écrasement des tendances centrifuges. Ce qui est différent, c'est qu'avec l'extension internationale de la bureaucratie sur-

venue après cette guerre, les dissidences n'expriment plus seulement la lutte des fractions au sein d'une même bureaucratie nationale, mais l'opposition entre bureaucraties à base géographique différente, bureaucraties dont d'ailleurs les intérêts derniers sont identiques.

La IV[e] Internationale était dans l'impossibilité d'apprécier la lutte Tito-Staline dans la mesure où elle s'était révélée auparavant radicalement incapable d'analyser le phénomène bureaucratique à l'échelle internationale. Avec son appréciation du Titisme la IV[e] n'opère pas réellement un tournant, mais elle révèle, pour la première fois d'une manière aussi brutale, les incidences pratiques les plus profondes de ses analyses théoriques. Nous ne pensions pas que cette révélation se ferait avant la prochaine guerre mondiale qui mettrait nécessairement les trotskistes dans les rangs staliniens. Mais l'affaire Tito a donné avant terme une occasion au Trotskisme actuel de se démasquer. Jusqu'à présent, malgré son incapacité théorique à qualifier le Stalinisme comme l'expression d'une nouvelle classe sociale en gestation à l'échelle mondiale, la IV[e] avait toujours mis au premier plan sa lutte contre celui-ci; certes cette lutte, qui n'avait pas de fondements théoriques, était confuse et se dégradait à tous moments dans l'opportunisme comme l'illustraient les mots d'ordre de « défense de l'U.R.S.S. » et de prise du pouvoir par les staliniens. Mais aujourd'hui les trotskistes abandonnent largement leur anti-stalinisme démagogique et leur vocabulaire révolutionnaire pour tenter de se glisser au sein même de la bureaucratie.

On ne pouvait trouver déjà dans la « Lettre ouverte » de 1948 une seule critique sérieuse du P.C. yougoslave. Bien davantage, le Secrétariat de la IV[e] qui avait jusqu'alors dénoncé les méthodes staliniennes face aux minorités ethniques n'hésitait pas pour les besoins de la cause à écrire à Tito : « Vous avez résolu avec un certain succès la question nationale » (p. 6) et à employer des formules aussi serviles que celle-ci : « L'une de vos réalisations les plus remarquables... » Concluant en se contentant de noter que d'importantes divergences séparaient « encore » trotskistes et titistes (la théorie et la pratique de la démocratie populaire, l'utilisation des « mœurs bourgeoises »), le S.I. minimisait aussitôt cette déclaration de divergences (1) en évoquant les expériences différentes (ô, combien) par lesquelles étaient passés trotskistes et titistes depuis des années et il écrivait finalement : « Il faut chercher à nous communiquer nos expériences mutuelles de luttes révolutionnaires et à aplanir nos divergences dans un esprit de fraternité communiste et prolétarienne véritable. » Véritable, épithète savoureuse dont cette lettre fait un large usage et qui donne la mesure de l'opportunisme de la direction trotskiste. Il y a, paraît-il, une politique communiste et prolétarienne véritable qui diffère de la simple politique communiste. Il y a, paraît-il également, des conseils ouvriers « véritablement élus » (p. 8) et un « véritable contrôle ouvrier » (p. 9) que la IV[e] conseille à Tito de susciter et qui

(1) Il est pénible de rappeler que le point de départ et la pierre angulaire des divergences entre l'opposition de gauche et la bureaucratie stalinienne fut la théorie du « socialisme dans un seul pays », mise en avant par cette dernière, et que des milliers d'oppositionnels russes ont payé de la déportation et de leur vie leur lutte contre cette théorie, théorie reprise aujourd'hui par Tito contre Staline. Ce qui a provoqué les plus âpres batailles dans le P.C. russe et la III[e] Internationale entre 1923 et 1930 n'est même pas jugé digne de mention aujourd'hui par les épigones de Trotsky !

diffèrent du simple contrôle ouvrier et des conseils trop simplement élus dont Tito a le tort de vouloir se contenter. Il s'agit bien d'ajouter véritable pour rendre le Titisme révolutionnaire; il s'agit bien de conseiller à Tito d'encourager la démocratie prolétarienne et de susciter le mouvement des masses, quand Tito n'a pu assurer son pouvoir que par l'asservissement du prolétariat et l'étouffement de la démocratie révolutionnaire. Le Secrétariat de la IVe Internationale perd en vérité toute retenue, surexcité à l'idée (très puérile du reste) de pouvoir se glisser au sein de la bureaucratie.

Mais plus savoureux encore est l'appel lancé récemment par la IVe Internationale sous le titre : « Pourquoi Staline veut écraser Tito. Les révolutionnaires doivent défendre la Yougoslavie ». Il ne laise plus aucune part, si minime soit-elle, à la critique du régime yougoslave. On y parle tout au long de la défense de la Yougoslavie contre la Russie et tout se passe comme si les trotskistes identifiaient maintenant le Titisme et la révolution. Pour la première fois la théorie de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. (leit-motiv de leur politique) se trouve inapplicable et le soutien qu'ils accordent à la Yougoslavie est celui qu'ils accorderaient à un pays révolutionnaire.

Mais comment défendre la Yougoslavie contre l'U.R.S.S. quand depuis vingt ans on clame que les « bases économiques et sociales de la révolution d'octobre » n'ont pas été atteintes en U.R.S.S. et que la première tâche des révolutionnaires est de les défendre, quand d'autre part on déclare depuis cinq ans que le régime de la Yougoslavie doit être qualifié de capitaliste ?

Les résolutions adoptées récemment (1) par le C.E.I. (Comité exécutif international) de la IVe ont pour mission de donner un fondement théorique à la ruée pro-titiste. De fait, jamais pareil galimatias n'a été employé avec tant de bonheur (le bonheur du lecteur). Les trotskistes qui font profession d'un marxisme littéral intransigeant se révèlent tout à coup d'une étonnante souplesse d'esprit et d'une largeur de vues qu'on ne leur connaissait pas. Après avoir affirmé qu'il n'existait aucune autre forme sociale que le capitalisme et le socialisme (entendons le socialisme authentique et le socialisme dégénéré) et que toute autre forme dite bureaucratique ou capitaliste d'Etat est un non sens puisque ne correspondant à aucune définition posée par Marx, les trotskistes découvrent aujourd'hui pour le besoin de leur cause toute une série de formes hybrides, transitoires, etc... Que sont en effet les pays du glacis pour les Résolutions du C.E.I. ? « ... ils constituent aujourd'hui le type même d'une société hybride et transitoire, en pleine transformation, aux contours encore flous et imprécis dont il est extrêmement difficile de résumer la nature fondamentale dans une formule précise » ! Veut-on cependant une définition ? La voici : « La définition la plus exacte qu'on puisse donner de la nature sociale de ces pays est une définition opérant par description ». Insistera-t-on en demandant quels sont les rapports de classe en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie ou en Hongrie ? La réponse sera plus précise : « L'état est... une expression de rapports de forces internationaux qui se superposent à des relations de classe données en

(1) VIIe Plenum (avril 1949).

faisant violence à leur expression normale » (*sic*). Il n'y a donc plus d'analyse non point marxiste, mais simplement sociologique possible, puisque les rapports internationaux, eux-mêmes non définis, « font violence à l'expression normale » de rapports de classe par ailleurs inconnus. Il devient inutile de demander comment se constituent les rapports de production dans le glacis; on ne peut même plus parler de bourgeoisie ou de prolétariat; ces notions ont « sans doute » perdu leur valeur propre ! Les épigones de Trotsky font mieux en ce sens que les sociaux démocrates de tous les temps.

La vérité est que les pays du glacis présentent une expérience inassimilable dans le cadre étroit des théories trotskistes. Tant que le Trotskisme a analysé le problème russe il a pu prétendre que la nouvelle structure économique de l'U.R.S.S. était indissolublement liée à une révolution prolétarienne, que la bureaucratie n'était qu'une excroissance temporaire du mouvement ouvrier. Mais l'expérience du glacis rend inutile toute discussion; il suffit de voir : sans révolution prolétarienne la bourgeoisie a été exterminée et remplacée par une nouvelle couche sociale; la plupart des grandes mesures économiques soi-disant constitutives d'un état prolétarien ont été réalisées par la nouvelle classe dominante; le prolétariat a vu son exploitation renforcée. Plutôt que de se rendre à l'évidence les trotskistes ont préféré d'abord ne pas voir. Ils ont au début refusé d'admettre l'extermination de la bourgeoisie; ils l'accordent aujourd'hui (Résolutions du C.E.I., pp. 27, 28); ils ont soutenu que les pays du glacis étaient demeurés des pays de type capitaliste classique; ils parlent maintenant de types hybrides et transitoires, de « pays capitalistes en voie d'assimilation structurelle à l'U.R.S.S. » (*id.*, p. 31). Ils ont affirmé que jamais les régimes du glacis ne pourraient s'identifier à celui de l'UR.S.S.; ils avouent maintenant avec mille réticences pour ne pas perdre la face, mais explicitement que cette identification est possible (*id.*, p. 32). Bien plus : ils déclarent que si l'U.R.S.S. réalise l'unification structurelle de sa zone elle commettra « un acte progressif d'une grande importance historique ». Loin donc de voir dans l'assimilation de l'U.R.S.S. et du glacis en dehors de toute révolution prolétarienne une preuve du caractère non prolétarien de l'U.R.S.S. ils préféreraient faire des pays du glacis des Etats ouvriers dégénérés. Mais plutôt que d'accepter maintenant une telle conclusion ils ont recours à un galimatias libérateur. « Les différences sociales entre l'U.R.S.S. et le glacis », nous disent-ils, « sont de nature qualitative, bien que du point de vue quantitatif la société des pays du glacis se rapproche plus de la société soviétique (*sic*) que de celle des pays capitalistes normaux (*resic*), de même que l'U.R.S.S. elle-même se trouve quantitativement bien plus près du capitalisme que du socialisme ». Mais cette position d'attente, valse lente de la quantité et de la qualité, devient gênante dans le cas de la Yougoslavie. Comment défendre la Yougoslavie contre l'U.R.S.S. si elle est un état capitaliste ? Mais, il est vrai, à l'inverse comment dire que la Yougoslavie est un Etat ouvrier dégénéré, car pour dégénérer il faut bien avoir été.

Le C.E.I. oscille; il dit (*id*, p. 33) que l'économie de la Yougoslavie est qualitativement différente de l'économie russe, autrement dit qu'elle est capitaliste; mais il dit aussi par la voix d'un des dirigeants de

l'Exécutif « l'analyse donnée devait logiquement aboutir à la conclusion que la Yougoslavie a cessé d'être un pays capitaliste » et, par la voie des délégués de l'Inde et de Ceylan, que « la Yougoslavie est un Etat ouvrier dégénéré ».

La vérité est que le Trotskisme s'est débarrassé de la théorie révolutionnaire. La IV^e^ Internationale n'a plus de repères marxistes; elle se jette dans les bras du Titisme pour cette seule raison qu'il est opposé au parti russe. Comme c'est l'habitude on voit l'opportunisme coïncider avec une véritable débâcle idéologique. Mais il est à peine possible de parler encore d'opportunisme à ce stade. La IV^e^ Internationale en prenant parti comme elle le fait pour le Titisme met en cause le principe même de son existence. Elle a été fondée en 1934 sur la constatation que les partis communistes étaient irrévocablement contre-révolutionnaires et irredressables. En abandonnant cette idée aujourd'hui, elle supprime idéologiquement la place qu'elle s'était donnée la mission d'occuper dans le mouvement ouvrier. Nous prenons acte de sa démission irrémédiable.

C. MONTAL.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu, de la part du Groupe trotskyste de Cuba, la lettre suivante :

La Havane, le 25 juin 1949.

Chers camarades,

Nous venons de recevoir les N^os^ *1 et 2 de votre revue. Bien que nous ne soyons pas d'accord sur plusieurs questions fondamentales qui forme la plate-forme de votre Groupe (comme par exemple sur la question de la formation de la conscience de classe de la classe ouvrière), nous apprécions l'effort de réarmement théorique entrepris par vous, et nous espérons que, persévérant dans cette voie, vous pourrez, à la longue, influencer le mouvement révolutionnaire-socialiste en France et dans le monde.*

Nous sommes d'accord avec vous sur la question du capitalisme d'Etat en Russie, mais nous considérons l'argumentation la plus forte dans cette question celle apportée par T. Cliff, dans son travail « The Nature of Stalinist Russia » que nous vous recommandons fortement. (Ce travail a été publié en Angleterre par le R.C.P., 256, Harrow Road, London W.2.) A notre connaissance, le camarade Rosmer fait actuellement une traduction française de ce travail et nous espérons qu'il sera ainsi publié bientôt en français. Nous préparons actuellement une traduction en espagnol.

Nous vous joignons un manifeste publié par nous à l'occasion du dernier congrès syndical. Nous appelons particulièrement votre attention sur les solutions formulées pour les problèmes économiques (bien que certaines formulations laissent à désirer, l'essence de ces propositions correspond aux nécessités du moment). Nous serions intéressés d'avoir votre opinion à ce sujet.

En espérant de recevoir bientôt de vos nouvelles, acceptez nos salutations fraternelles.

Des extraits de ce manifeste, que nous ferons suivre d'un commentaire, paraîtront dans le prochain numéro de « *Socialisme ou Barbarie* ».

Nous invitons les lecteurs de la Revue à :

— S'y abonner ;
— La diffuser et faire de nouveaux abonnés ;
— Nous envoyer les adresses des librairies et dépôts de journaux non approvisionnés et susceptibles de la vendre.

Ils pourront ainsi, en nous aidant à accroître et régulariser la vente, améliorer sa situation financière et nous permettre de la maintenir à son ancien prix malgré les nouvelles augmentations des frais d'impression.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE LA S.L.I.M., 37, BD DE STRASBOURG, PARIS (10e), LE 1er OCTOBRE 1949. DÉPOT LÉGAL : 4e TRIMESTRE 1949

SOMMAIRE

Les Kolkhoz pendant la guerre, par PEREGRINUS (traduit de l'allemand) 3

L'exploitation de la paysannerie sous le capitalisme bureaucratique, par P. CHAULIEU..... 19

DOCUMENTS :

L'Ouvrier Américain, par Paul ROMANO (traduit de l'américain) 45

La vie de notre Groupe 59

NOTES :

La situation internationale :

— Vue d'ensemble sur les événements 71

— La répercussion de l'explosion atomique russe.. 75

— Dévaluation et vassalisation 80

— Les luttes revendicatives 83

Le trotskysme au service du titisme, par C. MONTAL.. 87

Correspondance 93

SOCIALISME OU BARBARIE

A PARAITRE
AUX PROCHAINS NUMEROS

La Guerre et notre Epoque (suite)

●

La Bureaucratie yougoslave

●

L'Ouvrier Américain (fin)

●

A propos des derniers écrits de Trotsky

●

La Paysannerie dans la Révolution Coloniale

●

L'évolution de l'Impérialisme depuis Lénine

100 francs

Le Gérant : G. ROUSSEAU